



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# Débats de la Chambre des communes

---

VOLUME 148 • NUMÉRO 021 • 1<sup>re</sup> SESSION • 42<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

COMPTE RENDU OFFICIEL  
(HANSARD)

**Le vendredi 19 février 2016**

---

Présidence de l'honorable Geoff Regan

## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve  
à la fin du présent numéro.)

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 19 février 2016

La séance est ouverte à 10 heures.

---

*Prière*

---

### INITIATIVES MINISTÉRIELLES

• (1005)

[Traduction]

#### LA CONTRIBUTION CANADIENNE AUX EFFORTS DE COMBAT CONTRE L'EIIL

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 17 février, de la motion, ainsi que de l'amendement.

**Le vice-président:** La dernière fois que la Chambre a été saisie de cette question, il restait 5 minutes et 45 secondes au secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale pour terminer son intervention.

Le secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale a la parole.

**L'hon. John McKay (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, je crois bien être en mesure de parler pendant cinq minutes. Ce sont les 45 secondes supplémentaires qui me posent peut-être problème. Comme j'ai été interrompu au milieu de mon discours, je vais devoir d'une certaine façon résumer ce que j'avais dit jusque-là.

Au moment où j'ai été interrompu, je parlais de la position du NPD, qui appuie le gouvernement dans son intention de renforcer l'aide humanitaire. Le NPD appuie certainement la position du gouvernement quant à l'accueil de réfugiés au Canada. Soit dit en passant, plus de 20 000 Syriens — peut-être même 21 000 — sont maintenant arrivés au pays. Le NPD a aussi dit qu'il appuyait notre position en ce qui concerne l'intensification de la mission diplomatique.

Le NPD souhaite que le gouvernement participe aux efforts visant à endiguer l'approvisionnement en armes et le financement du groupe État islamique. Cependant, il semble que le NPD pense que cela peut se faire sans intervention militaire — du moins, c'est ce que je crois comprendre de sa position. J'inviterais le NPD à revoir sa position, car, pour endiguer le flux d'armes et de fonds, il faut certainement disposer de capacités de renseignement solides. Il va sans dire qu'il faut aussi disposer de capacités de formation et de conseil solides, car, en l'absence de troupes locales sur le terrain, il sera tout simplement impossible d'atteindre l'objectif d'interrompre la circulation d'armes et de fonds.

Les conservateurs, par contre, souhaitent que les avions restent sur le théâtre des opérations. Selon les propos parfois excessifs que j'ai entendus, le fait de laisser les avions sur le terrain permettrait

d'arranger les choses, on ne sait trop comment, et de mieux nous protéger.

Je dirais seulement aux députés d'en face que les événements de Paris se sont produits même si des avions étaient déployés. Les événements qui se sont produits à Beyrouth, à Jakarta, au Burkina Faso et en Californie et qui nous ont tous secoués sont arrivés même si des avions étaient sur le terrain. J'en conclus donc que notre participation doit aller bien au-delà du simple fait de laisser les avions sur place.

Il est indéniable que, pour affaiblir le groupe État islamique ou Daech, peu importe le nom qu'on lui donne, il faut déployer des soldats sur le terrain. Ces soldats doivent être aussi bien formés que possible. Il doit s'agir de troupes venant de la région, et elles doivent pouvoir compter sur les meilleurs services de renseignement qui soient.

Les chasseurs ont fait tout ce qu'il est possible de faire avec ces appareils, et les seules voies qui relient Mossoul et l'Irak sont les sentiers empruntés par les insurgés. En fait, les routes qui relient ces deux foyers d'activité du groupe État islamique sont contrôlées par les chasseurs. Il va sans dire que la coalition, dont nous faisons partie, est tout à fait en mesure de maintenir les gains que ces avions ont permis d'obtenir.

Je conclus en citant ce que d'autres ont dit au sujet de notre nouvel engagement — que je dirais plus solide — dans le conflit. Voici d'abord une déclaration du colonel Steve Warren, porte-parole de l'opération Inherent Resolve:

[...] tout le monde s'intéresse surtout aux frappes aériennes, parce qu'elles donnent de bonnes images et que les choses explosent, mais il ne faut pas oublier que l'un des fondements de cette opération, c'est la formation des forces terrestres de la région. C'est essentiel.

Pour sa part, James Stavridis, doyen de la faculté de la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'Université Tufts et ex-commandant suprême des forces alliées de l'OTAN en Europe, déclare ceci:

Je crois comprendre que vous allez vous consacrer à la formation, qui est [...] peut-être ce qu'il y a de plus important. Je me réjouis donc que nos militaires canadiens et nos collègues de l'OTAN travaillent à la mission de formation avec les forces de sécurité irakiennes, et peut-être avec les peshmergas kurdes au Nord, car nous ne voulons pas envoyer là-bas 100 000 ou 150 000 militaires comme nous l'avons fait en Irak et en Afghanistan.

Nous voulons que ce soient les forces locales qui combattent le groupe État islamique. Nous devons les former, les conseiller et les encadrer. L'OTAN peut le faire très efficacement.

Je vous remercie, monsieur le Président, de m'avoir donné la possibilité de participer au débat. Je conclurai en citant un éditorial d'un quotidien national: « C'est une façon sensée de faire les choses. »

*Initiatives ministérielles*

• (1010)

**M. Guy Lauzon (Stormont—Dundas—South Glengarry, PCC):** Monsieur le Président, la position des libéraux me laisse perplexe. Je n'arrive absolument pas à la comprendre. De nombreux députés, de ce côté-ci de la Chambre comme de l'autre, ont servi admirablement au sein des Forces armées canadiennes.

Les anciens combattants que je rencontre dans ma circonscription me demandent comment le gouvernement peut décider de rappeler nos avions de combat. Nous avons en ce moment 75 militaires sur le terrain. Les forces aériennes leur assuraient une couverture, mais elles ne le feront plus. C'est inconcevable. Les libéraux triplent notre présence sur le terrain. Voilà leur logique. Ils vont envoyer trois fois plus de militaires sur le terrain sans leur assurer de protection, ce qui ne fera qu'aggraver le problème. Les victimes seront nombreuses.

Le secrétaire parlementaire nous expliquerait-il la contradiction dans la position des libéraux?

**L'hon. John McKay:** Monsieur le Président, j'inviterais le député à détromper quiconque lui parle de cette contradiction. Il y aura une couverture aérienne. Ce n'est pas comme si elle disparaissait. Au moins 10 pays assureront la couverture aérienne. Je pense que, jusqu'à maintenant, il y a eu 65 000 sorties aériennes. Ce n'est pas comme si la couverture aérienne était supprimée.

Nous nous recentrons sur la tâche à accomplir au cours de la prochaine phase de la mission. Les bombardiers ont fait leur travail. Ils ont forcé les membres du groupe État islamique à se planquer. Nos soldats seront aussi bien, si ce n'est mieux, couverts lorsqu'ils s'engageront dans cette mission. J'espère que le député détrompe ses concitoyens inquiets à l'idée qu'il n'y aura pas de couverture, car ce n'est tout simplement pas vrai.

**M. Kennedy Stewart (Burnaby-Sud, NPD):** Monsieur le Président, j'ai toujours aimé les interventions de mon collègue. C'était le cas à la dernière session et c'est encore le cas maintenant. Toutefois, j'ai quelques questions auxquelles nous avons tenté d'obtenir des réponses. Nous sommes invités à changer de position. Le ministre de la Défense nationale a dit que nos militaires courront un plus grand risque. J'aimerais savoir si on a estimé le nombre de morts et de blessés qu'il y aurait. J'estime que c'est essentiel pour nous de le savoir et je me demande si le député pourrait nous transmettre cette information.

**L'hon. John McKay:** Monsieur le Président, hier, pendant la période des questions, le ministre a dit que les gens que nous enverrons sur le terrain seront la crème de la crème, les plus compétents parmi les plus compétents, et qu'ils disposeront du meilleur équipement possible. Le théâtre dans lequel ils se trouveront comporte des risques accrus.

Cet exercice n'est pas sans danger et se mettre à avancer de pures hypothèses concernant le nombre potentiel de décès ne rend pas service à la population canadienne, et surtout pas à nos courageux militaires qui acceptent un risque illimité quand ils s'engagent. C'est leur travail. En aucun cas je ne me hasarderai à faire des calculs hypothétiques à cet égard, car j'estime que cela ne rendrait pas service à nos concitoyens.

**L'hon. Andrew Leslie (Orléans, Lib.):** Monsieur le Président, je félicite le député pour son excellent discours. Aurait-il l'obligeance de poursuivre sur la lancée de ses observations à propos du soutien offert par les chasseurs alliés aux soldats canadiens qui se trouveront éventuellement sur le terrain et établir un parallèle avec l'Afghanistan où, si je me souviens bien, le gouvernement conservateur n'avait pas déployé de CF-18 et s'était considérablement fié à la puissance aérienne internationale, pour des motifs valables et avec de bons

résultats. Par ailleurs, je ne me souviens pas que le gouvernement conservateur ait jamais divulgué un nombre de décès potentiels ou ait jamais discuté de cela avant les opérations. Le député peut peut-être confirmer ces faits.

**L'hon. John McKay:** Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir répondu à la question du député précédent mieux que je ne pouvais le faire. Il a probablement plus d'expérience au sein de l'armée canadienne, en particulier en Afghanistan, que quiconque ici. Nous comptons sur son expérience de ce côté-ci de la Chambre pour nous guider quand nous présentons une mission révisée de ce genre.

Je veux maintenant parler de la question de l'interopérabilité. Ce n'est pas parce que c'est un avion américain, là-haut, qu'il ne communique pas avec les troupes sur le terrain, peu importe leur nationalité, qui font partie de la coalition. Il y a une certaine interopérabilité. Il y a un système d'intercommunication qui fonctionne très bien en Afghanistan, et, comme le ministre l'a dit à maintes reprises, notre capacité de renseignement dans ce théâtre de conflit est probablement supérieure à celle de tous les autres pays.

Je suis tout à fait persuadé qu'il y aura une excellente protection pendant que les militaires canadiens seront déployés. Je suis tout à fait persuadé qu'on assurera l'interopérabilité et la communication. Il ne faut pas nécessairement que ce soit des chasseurs canadiens; il peut s'agir de chasseurs américains ou néerlandais, par exemple.

• (1015)

**L'hon. Andrew Leslie (Orléans, Lib.):** Monsieur le Président, le groupe État islamique est un collectif d'organisations maléfiques, brutales et impitoyables qui se spécialisent dans l'usage de la terreur pour arriver à leurs fins. Ce groupe cherche à conquérir et à assujettir, de manière à pouvoir former un quasi-État-nation. On peut donc parler d'insurrection. Or, les Forces armées canadiennes, c'est-à-dire le Canada, ont acquis beaucoup d'expérience dans les opérations contre-insurrectionnelles au cours des dernières décennies.

Je vais citer le manuel de lutte contre-insurrectionnelle des Forces armées canadiennes, un ouvrage publié en 2008, sous l'autorité du gouvernement précédent: « Une insurrection n'est ni un mouvement ni un soulèvement populaire. C'est une compétition, un combat ou un conflit impliquant divers groupes de personnes. C'est un acte de guerre où s'affrontent des volontés divergentes. »

Fondamentalement, une insurrection est un problème politique — comme l'a indiqué hier avec éloquence le ministre de la Défense nationale —, et toute une série d'organismes, d'éléments, de forces et de moyens d'action doivent être mis en oeuvre de manière concertée, en plus des forces armées, si l'on veut parvenir à vaincre une insurrection. Les bombardements ne suffisent pas. Et les bombardiers ne manquent pas dans la région, comme l'a souligné très éloquemment le député qui m'a précédé.

Nos CF-18, nos pilotes et les équipes au sol ont fait de l'excellent travail, avec courage, professionnalisme et discipline. Depuis que nous avons déployé nos chasseurs pour attaquer l'ennemi au sol, ils ont effectué environ 2,5 % des frappes aériennes de la coalition. Ils ont accompli un travail fantastique.

Mais le Canada devrait-il continuer de participer aux combats? Oui, mais quelle devrait être notre contribution dans le cadre de la coalition? Il valait la peine de se pencher sur la question des ressources dont la coalition a vraiment besoin, parmi tous ceux dont elle dispose, et c'est exactement ce que le ministre de la Défense nationale et son équipe ont fait.

*Initiatives ministérielles*

Je voudrais vous raconter une histoire dont on peut tirer des renseignements.

J'ai été envoyé pour la première fois en Afghanistan, en 2003, en tant que commandant de la Force opérationnelle canadienne. Nous effectuons alors une opération de stabilisation comprenant certaines activités contre-insurrectionnelles où nous affrontons des terroristes. Nous avons perdu d'excellents soldats dans ce combat. Mais nous avons acquis de l'expérience. Je suis retourné là-bas tous les deux mois pendant sept ans, puis j'ai occupé les fonctions de commandant de l'armée pendant quatre ans.

Nos forces ont, bien entendu, connu beaucoup de succès à Kaboul et dans les alentours. Nous avons ensuite concentré nos efforts à Kandahar afin d'assurer la sécurité nécessaire pour la reconstruction et le développement. Les troupes canadiennes y ont probablement connu les combats les plus difficiles depuis la guerre de Corée. Le prix à payer sur le plan tant des pertes de vies humaines que des ressources a été à la fois terrible et colossal. Notre contribution a permis de constituer un groupe de combat très efficace et très bien équipé. Je vais rendre à César ce qui appartient à César en disant que ce succès est en grande partie attribuable au gouvernement précédent, qui s'est employé à fournir aux troupes ce dont elles avaient besoin pendant la guerre en Afghanistan, et à une solide équipe de reconstruction de la province qui menait elle-même la plupart des combats dans la région.

Les milices afghanes, qui observaient en retrait, sont traditionnellement de redoutables combattants, mais elles disposaient de très peu de moyens, et il leur manquait l'entraînement, la discipline et les compétences qui sont nécessaires de nos jours. Il y avait beaucoup de soutien de la part des forces aériennes alliées, et le gouvernement conservateur a fini par miser sur l'entraînement, parce que c'était ce qu'il fallait faire. Nous devons amener les forces locales à prendre part aux combats. Au bout d'une période relativement courte, les Canadiens se sont rendu compte que, pour mieux aider le gouvernement local à remporter la victoire, il fallait affecter plus de ressources et de personnel à la mission d'entraînement, au renseignement, à la reconstruction de la province et à la stabilisation de la région. Cette transition a été amorcée aux alentours de 2005 et s'est poursuivie jusqu'en 2010, et elle a été mise en oeuvre avec beaucoup d'énergie, de détermination et de talent non seulement par les Forces armées canadiennes, mais aussi par tous ceux qui ont contribué à une approche pangouvernementale.

En 2010, le gouvernement conservateur a mis fin aux opérations de combat, c'est-à-dire aux combats mortels, pour se concentrer entièrement sur la mission d'entraînement. Je répète: à partir de 2010, le gouvernement conservateur a mis fin à toutes les opérations de combat, aux affrontements directs, pour consacrer tous ses efforts à l'entraînement des forces issues de la région. Cette stratégie a fonctionné. C'était une décision judicieuse. Il n'y avait aucun CF-18 canadien dans le ciel, et toutes nos troupes participaient à la mission d'entraînement.

Donc, qu'est-ce qui a changé? Quelles leçons pouvons-nous tirer des valeureux efforts de nos soldats, connaissant les ressources humaines et financières qui ont été consacrées à ces opérations?

• (1020)

Je tiens à rappeler que le gouvernement conservateur a retiré les forces combattantes de tous les éléments et leur a confié un autre rôle, celui d'offrir uniquement de la formation. Personne au sein du caucus conservateur ne s'est opposé à cette idée à l'époque. Je le sais, car j'étais le commandant de l'armée. C'est ce qu'il convenait de faire

à ce moment-là, et c'est ce qu'il convient de faire aujourd'hui, car la principale lacune observée est liée à la formation des forces locales.

Les opérations de contre-insurrection menées dans le cadre d'une campagne anti-insurrectionnelle visent à vaincre les insurgés en employant des mesures militaires, paramilitaires, politiques, économiques, psychologiques et civiles. Le Canada a appris à très bien connaître ces mesures et il les maîtrise fort bien. Cela dit, le principal objectif consistait à aider les gens à parfaire leurs compétences pour que nous puissions faire mieux que quiconque, ou presque, ailleurs dans le monde. Nous avons donc dû entreprendre des activités complexes; ainsi, nous avons formé les forces locales, contribué à assurer la stabilité dans la région, reconstruit la société civile et offert de l'aide humanitaire. Oui, nous pouvons participer aux combats, cela ne fait aucun doute, mais parfois, pour mener une lutte plus efficace, il faut examiner la situation dans un contexte pangouvernemental.

Ce contexte englobe tous ceux qui participent à la lutte. Qu'il s'agisse de fonctionnaires, de policiers, de travailleurs humanitaires, de soldats, de formateurs ou de pilotes d'hélicoptère, que ces gens soient armés ou non, ils participent tous à la lutte. Le gouvernement propose de participer à la lutte en adoptant une approche beaucoup plus avancée et nuancée que celle qui est employée en ce moment en Irak.

Le gouvernement précédent a constaté qu'une coalition multinationale luttant contre le terrorisme devait adopter une approche nuancée pangouvernementale et tenir compte de l'ensemble des outils à la disposition de la coalition pour obtenir des résultats. Le gouvernement précédent a décidé de réorienter ses efforts afin de former les forces locales et d'accroître l'aide humanitaire et l'aide au développement. Il a travaillé très fort et a réussi à accroître la stabilité dans la région. Il a fourni des ressources supplémentaires en matière de renseignement et de reconnaissance, puis il s'est concentré et s'est recentré sur la formation. C'est exactement ce que nous faisons. Alors, en quoi est-ce différent? Comment cela peut-il être différent? Nous avons tiré des leçons de la mission en Afghanistan.

J'ai une question de pure forme. C'est une question très simple. Pourquoi ce que propose de faire le gouvernement actuel en Irak serait-il différent de ce que le gouvernement précédent a appris en Afghanistan après nombre de dures leçons, qui se sont avérées très coûteuses sur les plans humain et financier?

**Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC):** Monsieur le Président, lorsque le député d'en face a servi en Afghanistan, il a dû témoigner devant le Comité permanent de la défense nationale. Appelé à expliquer pourquoi il avait envoyé des troupes en Afghanistan vêtues d'uniformes vert forêt, il a répondu que c'était pour faire en sorte que les militaires ne passent pas inaperçus, pour que ceux-ci soient remarqués. J'aimerais savoir si sa position est toujours la même ou s'il y a une autre raison pour laquelle il souhaitait que nos troupes se démarquent et qu'elles aient l'air de cibles.

*Initiatives ministérielles*

●(1025)

**L'hon. Andrew Leslie:** Monsieur le Président, je crois que la députée fait référence à une situation où il y avait deux types d'uniformes, soit les verts et les bruns. Dans les rues de Kaboul, les militaires canadiens participaient surtout à des opérations de stabilisation. Ces opérations n'étaient pas axées entièrement sur la lutte au terrorisme. Il s'agissait plutôt de patrouilles, ce qui, dans le cadre des capacités opérationnelles, se situe au centre des opérations contre-insurrectionnelles. Dans ce contexte et selon nos directives, le fait d'être vu et d'être reconnaissable au moment d'accompagner la police afghane dans les rues achalandées de Kaboul était important.

Je tiens également à souligner que des uniformes de couleur sable étaient disponibles pour les missions dans les montagnes.

**M. Wayne Stetski (Kootenay—Columbia, NPD):** Monsieur le Président, nous convenons tous qu'il faut éliminer le groupe armé État islamique, que nous considérons tous comme un fléau. Nous convenons aussi qu'il faut accroître l'aide humanitaire. Pendant la campagne électorale, les gens de ma circonscription, Kootenay—Columbia, ont toutefois souligné qu'il fallait agir sur trois plans pour éliminer le groupe État islamique: bloquer son accès aux sources de financement, bloquer son accès aux armes et faire en sorte que tout le monde se sente bien accueilli au Canada, afin qu'aucun Canadien n'envisage de rejoindre les rangs du groupe État islamique.

Je pose donc au député la question que voici au nom des habitants de Kootenay—Columbia: comment le gouvernement propose-t-il d'atteindre ces trois objectifs?

**L'hon. Andrew Leslie:** Monsieur le Président, les observations du député montrent qu'il comprend admirablement l'approche nuancée et sophistiquée qu'exige la lutte aux insurrections de l'ère moderne. Les points qu'il a mentionnés font partie des principes, des grands piliers d'une approche pangouvernementale complexe.

Tôt ou tard, il faut toutefois voir à ce que les gens de la région aient les compétences et les outils nécessaires pour combattre eux-mêmes leur ennemi local. Voilà ce que propose le gouvernement. Cette proposition inclut certaines des excellentes idées du député, combinées à la poursuite du combat. En effet, il ne s'agit pas de cesser le combat, mais de le poursuivre en formant les militaires locaux, en transformant la milice locale en force professionnelle apte à combattre l'ennemi.

**M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie le député d'Orléans pour son exposé de ce matin, qui était judicieux, détaillé et fondé sur ses expériences personnelles.

Je fais un rapprochement avec les styles de gestion ascendant et descendant utilisés dans le milieu des affaires, que je connais bien. Le style ascendant vise à régler collectivement les problèmes en misant sur la collecte de renseignements, l'analyse de questions complexes et la combinaison de forces diverses. Je simplifie peut-être à l'excès, mais je me demande si cela s'appliquerait à la situation au Moyen-Orient, où on procède à la collecte de renseignements, à l'entraînement et à l'exécution des plans selon une approche ascendante plutôt que descendante.

**L'hon. Andrew Leslie:** Monsieur le Président, le cycle du renseignement part à la fois du sommet et de la base. Il y a les activités cinétiques et celles qui les appuient. Le cycle « observer, détecter, orienter, réagir » est bien connu dans les théories militaires. Au bout du compte, il s'agit d'être exhaustif, ce qui rejoint certaines des idées formulées par le député néo-démocrate et par le député libéral.

Nous prônons une approche holistique visant à tarir les sources d'approvisionnement, de financement et d'effectifs. D'après moi, c'est exactement ce que les forces de la coalition sont en train de faire. C'est l'intention de l'architecture de commandement et de contrôle de l'OTAN, qui est à coordonner les activités en Europe et, bien sûr, de nos alliés américains à la tête de la coalition.

[Français]

**M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC):** Monsieur le Président, avant de commencer, je veux dire que je partagerai mon temps de parole avec la députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke.

Le député d'Orléans est un ancien militaire, comme moi. Aujourd'hui, nous sommes en politique et notre devoir est de penser à nos militaires avant tout, et nos décisions sont cruciales.

Le moins qu'on puisse dire c'est que le plan de ce gouvernement pour combattre le groupe État islamique est hypocrite. Il suscite beaucoup d'insatisfaction. Il va dans toutes les directions, sauf la bonne, celle de combattre le groupe État islamique. On augmente le nombre de soldats sur le terrain pour donner plus de formation, autrement dit, on va leur montrer comment, mais sans se salir les mains.

Ce plan ne tient pas compte de la volonté des membres des Forces armées canadiennes. C'est un désaveu de leur travail sur le terrain. Plein de gens dans les forces armées sont mécontents de ce gouvernement. Pour preuve, le témoignage que j'ai reçu de M. Roy:

Merci monsieur [le député] de votre dévouement. Comme ancien militaire qui a fait 14 ans d'infanterie — Haïti en 1997, Bosnie en 2001, Afghanistan en 2004 et en 2009 —, je parle très souvent avec d'autres anciens militaires et nous avons le sentiment d'être trahis par le gouvernement [du premier ministre] et surtout de voir le gouvernement [du premier ministre] démolir ce que les militaires canadiens ont dû subir, autant dans leur vie, mais aussi au niveau psychologique, et c'est sans parler des familles qui ont subi tant de déploiements pour nous bâtir une réputation internationale ou pour défendre nos valeurs.

Merci de dire tout haut ce que tellement de monde pense tout bas.

Nous le voyons, ce plan suscite beaucoup d'insatisfaction au sein des Forces armées canadiennes et de la population en général. En fonction de ce plan, on a déjà retiré les CF-18 d'Irak et de Syrie sans attendre la fin du débat ici, à la Chambre des communes. C'est une erreur puisque nos alliés et tout le monde reconnaissent l'efficacité des frappes aériennes du Canada contre le groupe État islamique. Aucune explication cohérente du gouvernement n'est venue expliquer cette décision.

Nathalie Elgrably-Lévy, du *Journal de Montréal*, parle du manque de jugement du premier ministre. Voici ce qu'elle écrit:

Pour justifier sa désertion, [ce mot « désertion » est très important], lui prétend que « les gens qui subissent le terrorisme chaque jour n'ont pas besoin de notre vengeance. Ils ont besoin de notre aide ».

Un argument aussi ronflant dans la bouche du premier ministre est consternant et malheureux.

[...]

Il est consternant, car il révèle que [le premier ministre] considère que la lutte contre Daesh relève de la vengeance. Quel manque de jugement!

*Initiatives ministérielles*

Faut-il vraiment lui expliquer que stopper une horde de fanatiques détruisant tout sur son passage ne constitue pas une vengeance? Qu'empêcher des terroristes sanguinaires de violer, kidnapper, massacrer, égorger, brûler vif et décapiter n'est pas une vengeance? Si le premier ministre confond se venger et se défendre, s'il mélange l'instinct meurtrier de Daesh et l'instinct de survie de l'Occident, le Canada est entre de bien mauvaises mains!

À Bruxelles, Miami ou Washington, dans le cadre des rencontres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, plusieurs personnes m'ont dit que ce n'était pas le bon moment ou une bonne idée pour le Canada de retirer nos avions de combat CF-18 d'Irak et de Syrie.

Dans un nouveau chapitre de l'incohérence du gouvernement actuel, le ministre de la Défense nationale nous dit maintenant qu'il évalue la possibilité d'intervenir en Libye contre le groupe État islamique. Après des discussions avec la ministre de la Défense d'Italie, Roberta Pinotti, qui évalue que des mesures doivent être prises pour empêcher l'avancement du groupe État islamique en Libye, il est estimé que 3 000 terroristes du groupe État islamique sont en Libye. Des installations pétrolières ont été attaquées et 60 personnes sont décédées lors d'un attentat suicide en février. Le flou artistique libéral se répand maintenant en Libye après le retrait des CF-18 d'Irak et de Syrie, retrait avec lequel une majorité de Canadiens ne sont pas d'accord. Encore une fois, à Bruxelles, la fin de semaine dernière, les gens de l'OTAN nous ont confirmé que d'aller en Libye serait la pire des idées.

Le cafouillage du gouvernement en place n'a pas de limite. C'est le festival du n'importe quoi. La ministre du Développement international et de la Francophonie reconnaît même que l'argent envoyé à la Croix-Rouge et à Médecins sans frontières peut se retrouver dans les mains de l'ennemi, le groupe État islamique. Pourquoi? C'est parce que nous n'avons aucun moyen de contrôler où va l'argent. De surcroît, la ministre dit que nous ne pouvons pas contrôler. Alors, comme citoyen canadien, comme payeur de taxes, que fait-on quant à cet argent qui est important? Il faut l'utiliser à bien combattre et non l'envoyer à notre ennemi.

Le ministre des Affaires étrangères souligne que le Canada fera davantage pour aider la Jordanie et le Liban pour survivre aux pressions de la guerre civile en Syrie. Pourtant, je croyais que le plan était de faire la guerre au groupe État islamique. Quand on vise trop de cibles en même temps, on finit par toutes les manquer.

● (1030)

C'est cela, le problème. Il y a trop de cibles dans ce plan alors qu'il n'y a qu'un ennemi à combattre, et c'est le groupe État islamique.

Il est essentiel de bien comprendre la volonté des gens qui élisent les gouvernements. En voici un bon exemple: selon un sondage Angus Reid paru au début du mois de février 2016, les Canadiens s'inquiètent de l'impact qu'aura sur le plan international le retrait des CF-18 d'Irak et de Syrie. En effet, 63 % des Canadiens préféreraient ou bien que le Canada continue à larguer des bombes sur le groupe État islamique au rythme actuel ou bien qu'il augmente le nombre de missions de bombardement actuellement effectuées contre le groupe État islamique; 47 % des gens estiment que retirer nos CF-18 aura un impact négatif sur la réputation du Canada à l'étranger; deux personnes sur cinq, soit 37 %, croient que le Canada doit continuer avec le nombre actuel de missions de bombardement contre le groupe État islamique; et un quart, soit 26 %, croit que nous devrions les augmenter. Par ailleurs, 64 % des gens croient que la menace du groupe État islamique a augmenté, et la moitié des gens au sein de ce groupe, soit environ 30 %, croit que cette menace s'est accrue de façon significative. Après les attentats de Paris, 33 % des gens croient que le Canada devrait accroître son engagement dans la lutte contre le groupe État islamique.

Non seulement le gouvernement a raté l'occasion de démontrer son leadership en adoptant une position beaucoup plus ferme de combat contre le groupe État islamique, mais en plus il a raté le bateau de l'opinion publique sur ce que pensent les Canadiens et sur ce qu'ils souhaitent que leur gouvernement fasse pour combattre les terroristes.

Un gouvernement qui n'est pas à l'écoute de sa population est un gouvernement déconnecté, et cela, nous allons lui accorder. Cela n'a pris que quelques mois à se faire. Qui sait, peut-être les libéraux veulent-ils battre leur propre record de déconnexion de la population canadienne? C'est ainsi que les gouvernements libéraux déconnectés ont agi par le passé. Souvenons-nous du scandale des commandites. Ils reprennent leurs mauvaises habitudes et font de mauvais choix. Pour conclure, ce gouvernement fait fausse route. Il a trop de cibles. Il a oublié son ennemi, car son adversaire dans cette guerre, c'est le groupe État islamique.

Tant les attentats de Paris de l'an dernier que ceux survenus à Ottawa, à Saint-Jean-sur-Richelieu et au Burkina Faso sont des rappels que les terroristes menacent et frappent partout des gens vulnérables et des innocents. Il faut combattre ces terroristes et, un jour ou l'autre, les éliminer.

Les libéraux oublient également que le Canada commet une erreur en retirant la composante de combat contre le groupe État islamique de son plan. En sortant nos CF-18 d'Irak et de Syrie, on enlève à nos pilotes expérimentés la capacité de faire leurs preuves lors des frappes aériennes.

Qu'on ne se trompe pas sur cette mission: augmenter le nombre de soldats canadiens sur le terrain pour offrir de la formation sans les destiner au combat, ce pour quoi ils sont formés, c'est diminuer leur rôle en plus d'être une insulte aux compétences des hommes et des femmes des Forces armées canadiennes.

C'est une erreur de ramener notre armée aux années 1990 avec un rôle de maintien de la paix, qui a été catastrophique pour le Canada, notamment au Rwanda où on a assisté au génocide de 800 000 personnes sans pouvoir intervenir.

Je vais voter contre le mauvais plan de ce gouvernement, et j'encourage tous mes collègues à la Chambre à le rejeter, parce qu'il rétrécit la réputation du Canada à l'étranger, insulte le talent et le dévouement des hommes et des femmes des forces armées et élimine la dimension de combat contre les terroristes du groupe État islamique, ce pour quoi ce plan devrait d'abord avoir été conçu.

● (1035)

[Traduction]

**M. Borys Wrzesnewskyj (Etoobicoke-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, les ressources aériennes de nos alliés de la coalition — les Américains et les Français — sont de loin supérieures aux nôtres et elles suffisent à répondre aux besoins des forces terrestres de la coalition. Comme d'autres l'ont dit avant moi, le Canada a plutôt prouvé, lorsqu'il était en Afghanistan, qu'il avait les ressources et l'expérience nécessaires pour bien former les troupes autochtones sur le terrain. Or, ce sont ces troupes-là qui seront appelées à s'en prendre directement à Daech. Nous nous sommes engagés à tripler les ressources que nous consacrons à la mission et à prendre les devants dans la lutte contre Daech.

Nous croyons que le Canada peut prendre les devants dans la lutte contre Daech et contribuer à former les forces autochtones qui l'attaqueront de front. Le député est-il d'accord ou pas?

*Initiatives ministérielles*

[Français]

**M. Pierre Paul-Hus:** Monsieur le Président, le précédent gouvernement avait justement envoyé en mission des CF-18 pour faire le combat et des troupes des forces spéciales pour assurer la formation des troupes irakiennes. Nous n'avons jamais été contre l'aspect de la formation.

Là où le nouveau plan pose problème, c'est qu'il enlève la capacité de combat, qui était efficace. Même si on ne menait que 2,5 % des frappes, on faisait partie des cinq pays qui bombardaient les cibles efficacement.

Nous n'avons rien contre l'augmentation des troupes aux fins de formation. Nous n'avons jamais été contre cela. Nous sommes contre le retrait des capacités de combat et de protection aérienne que les CF-18 apportaient à nos troupes, et contre le fait de se fier à nos alliés pour faire le travail.

**M. Bernard Généreux (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, PCC):** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son excellent discours. Il a lui-même été dans l'armée pendant 22 ans. Il est donc compétent en la matière et comprend ces enjeux importants.

Il revient de trois rencontres de l'OTAN à l'étranger, aux États-Unis ainsi qu'en Europe, pour comprendre la démarche entreprise par le Canada et les alliés afin d'assurer une meilleure représentativité du Canada au sein de la coalition.

Peut-il nous informer de la perception qu'ont nos alliés du Canada sur la scène internationale? Quel effet cette perception pourrait-elle avoir au Canada au cours des prochains mois?

● (1040)

**M. Pierre Paul-Hus:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son excellente question. Effectivement, j'ai fait partie des Forces armées canadiennes pendant 22 ans. Je demeure donc en relations avec d'anciens collègues qui sont toujours au sein des forces et qui me font part de leurs doléances.

Effectivement, lors des réunions de l'OTAN, j'ai été en mesure de discuter avec des collègues de différents pays. Actuellement, à l'international, on se dit satisfait, bien évidemment. La politique et la diplomatie étant ce qu'elles sont, les gens disent que tout va bien.

Par contre, des parlementaires d'autres pays m'ont fait part de leur déception concernant le retrait du Canada de la mission de combat. Le Canada a décidé de prendre un rôle secondaire. Celui-ci peut avoir une certaine importance, admettons, mais le refus du Canada de se battre est un désaveu de sa part. N'oublions pas qu'aujourd'hui, nous ne sommes pas en Afghanistan. Nous nous battons contre le groupe État islamique, un groupe terroriste international.

[Traduction]

**M. Tom Lukiwski (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC):** Monsieur le Président, je suis certainement d'accord avec mes collègues qui ont félicité mon collègue et ami pour ce qui fut un excellent exposé. Je le félicite d'avoir servi son pays durant 22 ans, et de s'être distingué ce faisant.

Il y a une chose que je ne comprends pas au sujet de la position du gouvernement: les libéraux semblent dire que c'est normal que les autres pays fassent le gros de la besogne quand vient le temps de protéger nos troupes. La coalition nous a demandé de nous joindre à la lutte contre l'EIL, l'un des régimes les plus barbares et meurtriers que le monde ait jamais connus. C'est ce qu'on nous a demandé, et le gouvernement conservateur a acquiescé, et de bon gré par-dessus le marché. Mon collègue qui vient de poser une question se demandait quel genre de message on envoie à nos alliés quand ils nous

demandent de garder nos CF-18 sur le théâtre des opérations et que nous refusons. La réponse va de soi. En plus d'être déçus, nos alliés se demanderont à l'avenir s'ils peuvent compter sur l'appui du Canada.

Voici la question à laquelle j'aimerais que mon collègue réponde: à son avis, la décision du gouvernement libéral de rappeler nos CF-18 va-t-elle causer des torts irréparables à long terme à notre réputation et aux relations que nous entretenons avec nos alliés?

[Français]

**M. Pierre Paul-Hus:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son excellente question.

Comme je l'ai mentionné, en parlant directement avec des parlementaires des pays alliés et étrangers, on m'a confirmé de façon confidentielle que la position canadienne était plus faible parce que nous nous étions retirés du combat. Ce ne sont pas des oui-dire. Pour cela, je blâme le gouvernement.

[Traduction]

**Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC):** Monsieur le Président, à titre de députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke, où se trouve la garnison de Petawawa, je suis heureuse d'avoir l'occasion de participer au débat sur la contribution canadienne à la lutte contre le terrorisme.

Le terrorisme international représente une menace grave et constante pour la sécurité au Moyen-Orient. Il ne constitue pas seulement une menace pour les victimes innocentes de cette région du monde déchirée par la guerre. Il représente également — pour nos alliés et pour nous-mêmes — une menace active à la sécurité et à la stabilité internationales, comme nous l'avons vu à Paris et, plus récemment, en Californie, ici en Amérique du Nord.

Les assassinats brutaux de l'adjudant Patrice Vincent et du caporal Nathan Cirillo en sol canadien montrent qu'aucun Canadien n'est à l'abri. C'est pourquoi les Forces armées canadiennes doivent continuer à faire partie de la solution en tant que membres à part entière de la coalition internationale contre le terrorisme.

Ma circonscription abrite la plus grande base militaire au Canada. Plus important encore, la garnison de Petawawa est le siège du Régiment d'opérations spéciales du Canada, ou ROSC, le premier régiment à avoir été créé en plus de 60 ans. La décision de tripler le nombre de soldats canadiens sur le terrain dans le cadre de la lutte contre le groupe État islamique, en vue de compenser le retrait des avions de combat CF-18, touche directement ma collectivité et ma base locale. En effet, les soldats viendront du ROSC. Ces soldats et leur famille sont mes amis, mes proches, mes concitoyens. Je les vois tous les jours.

En tant qu'habitante de Petawawa, j'ai partagé la tristesse et l'angoisse de notre famille militaire lorsqu'un précédent gouvernement libéral a pris la décision de démanteler le Régiment aéroporté canadien; c'était à une époque que le général Rick Hillier, ancien chef d'état-major de la Défense, a appelé la « décennie de noirceur » pour les Forces canadiennes. J'étais députée lorsque ce même gouvernement a pris la décision politique d'envoyer des soldats canadiens en Afghanistan sans équipement adéquat. De plus, en conséquence de la promesse électorale faite en 1993 d'annuler le contrat de remplacement des hélicoptères Sea King, des soldats canadiens sont morts sur les routes poussiéreuses de l'Afghanistan.

La promesse électorale faite en 2015 de retirer nos chasseurs de la guerre contre le terror aura-t-elle la même conséquence, des soldats canadiens mourant, cette fois-ci, en Irak?

*Initiatives ministérielles*

Un gouvernement libéral a envoyé des soldats canadiens dans un pays désertique vêtus d'uniformes vert forêt. Le ministre de la Défense de l'époque n'a pas prêté attention lorsqu'on lui a dit que nos soldats seraient dans un pays dépourvu de forêts, ou bien il a décidé de ne pas tenir compte de cette information.

Arrivés en Afghanistan, nos soldats ont dû utiliser des jeeps Iltis, véhicules n'offrant aucune protection à leurs passagers. La garnison de Petawawa se souvient du sergent Marc Léger et du caporal Robbie Beerenfenger, décédés lorsque leur jeep Iltis a frappé un engin explosif improvisé.

L'enquête sur leur mort a révélé que les soldats qui utilisaient la jeep Iltis devaient déterminer ce qui représenterait le pire danger mortel: un tireur d'élite ou une bombe en bordure de route. Si un soldat estimait que le pire danger allait provenir de tireurs d'élite, il portait son gilet blindé. S'il estimait plutôt que les bombes en bordure de route allaient représenter le pire danger, il retirait son gilet blindé pour s'asseoir dessus, car la jeep Iltis n'offre aucune protection contre les explosions.

Dans l'incident qui a tué le sergent Marc Léger et le caporal Robbie Beerenfenger, le chauffeur du véhicule, qui avait servi plus longtemps en Afghanistan, avait déterminé que les dispositifs explosifs de circonstance posaient le plus grand risque. Il a survécu à la déflagration parce qu'il était assis sur son gilet pare-éclats et qu'il a été littéralement éjecté du véhicule. Le sergent Marc Léger et le caporal Robbie Beerenfenger portaient leur gilet pare-éclats et sont décédés dans l'explosion lorsque la jeep a actionné une bombe en bordure de route.

Quelles décisions de vie ou de mort les soldats canadiens devront-ils maintenant prendre sachant que le soutien aérien ne sera pas là s'ils en ont besoin?

Lorsque le général Tommy Franks, commandant des troupes américaines, a constaté quel véhicule les militaires canadiens devaient utiliser, il a été si horrifié qu'il a offert de mettre à leur disposition des Hummers blindés, une offre qui a été déclinée, pour des raisons que seul le gouvernement libéral peut expliquer.

Toutefois, dès que le gouvernement conservateur a pris le contrôle de la situation, il est immédiatement intervenu pour fournir aux soldats des choses comme des uniformes adéquats et du transport stratégique afin d'éviter les bombes en bordure de route, et pour remplacer les jeeps Iltis par des véhicules tout équipés, avec cabine blindée pour protéger les occupants des mines terrestres.

• (1045)

Les soldats canadiens ne se plaignent pas. Ils font leur travail. Nous avons le devoir de leur fournir l'équipement et les ressources dont ils ont besoin pour faire le travail que nous leur demandons de faire.

Le nouveau ministre de la Défense est très prompt à parler aux Canadiens de son expérience à titre de réserviste en Afghanistan. Il devrait donc connaître parfaitement les conséquences d'envoyer des soldats en zone de conflit sans outils et ressources adéquats.

Comme il a ces connaissances, il doit expliquer aux Canadiens ce qui se passera lorsque nous serons de nouveau confrontés à une situation comme celle qui s'est produite en décembre dernier. Est-ce que ce qui s'est passé en Afghanistan se reproduira en Irak? Est-ce que l'histoire va se répéter si nous mettons fin à la couverture aérienne?

Les soldats canadiens ont directement pris part à des combats dans le Nord de l'Irak. Heureusement, ils pouvaient faire appel au soutien des avions de chasse CF-18, ceux-là mêmes dont un premier ministre

insensible et son ministre de la Défense, qui prétend avoir de l'empathie pour les soldats en service en raison de son expérience à titre de réserviste en Afghanistan, ont ordonné le retour au Canada.

Le ministre souffre peut-être d'amnésie sélective. Ou n'a-t-il pas parlé aux premiers soldats envoyés en Afghanistan, sans transport stratégique, ou à ceux dont un compagnon a été tué par une bombe en bordure de route? En tant que réserviste en mission en Afghanistan, a-t-il dû porter un uniforme vert pour être plus visible, comme le disait le gouvernement libéral précédent?

Le premier ministre et ses conseillers espèrent que les Canadiens ont oublié ce qui est arrivé lorsque nos soldats se sont retrouvés coincés en zone de guerre sans couverture aérienne adéquate. Le nombre élevé de morts en Afghanistan découle directement d'une décision politique du Parti libéral d'annuler le contrat de remplacement des hélicoptères Sea King, privant nos soldats d'un moyen de transport stratégique permettant de les retirer des zones dangereuses. Des soldats sont morts.

Nous sommes en 2016. La politique étrangère canadienne amorce un virage radical à gauche. Nous avons maintenant un autre gouvernement libéral qui a aussi promis durant sa campagne électorale de ne pas fournir de soutien aérien aux soldats canadiens.

Je comprends les Canadiens qui ont l'impression d'être en 1993, la dernière fois où les libéraux ont fait une promesse électorale au détriment des soldats.

Alors que le Canada s'apprête à dépenser des millions de dollars pour faire venir par avion des milliers de non-combattants syriens au Canada, des millions d'autres souffrent dans des camps, vivant dans la crainte d'une attaque.

Ce n'est pas le moment de reculer. Si le gouvernement supprime le soutien aérien, il va y avoir des morts. Les soldats doivent savoir que le gouvernement couvre leurs arrières. Le retrait des appareils militaires CF-18 envoie le mauvais message au mauvais moment.

On dit que la première victime de la guerre est la vérité. Et cela vaut particulièrement pour le discours que les Canadiens entendent du gouvernement alors que le premier ministre nous ressasse le mythe du soldat de la paix. En utilisant comme excuse le maintien de la paix, il ne laisse d'autre choix aux soldats canadiens que de renoncer aux honneurs et à la reconnaissance qu'ils ont acquis en Afghanistan. En les retirant de la coalition internationale contre le terrorisme, le gouvernement pourra procéder à des coupes plus importantes et profiter de ses alliés, ce dont nous avons la réputation avant 2006.

Réduire notre capacité militaire et abandonner nos alliés est sans contredit la mauvaise direction à prendre pour le Canada. En qualité de députée, je rappelle au gouvernement son obligation envers ses partenaires de l'OTAN et sa responsabilité de protéger la liberté, la démocratie et la sécurité de tous les Canadiens.

L'État islamique en Irak et au Levant pose encore une menace à la paix et à la sécurité mondiales. La menace n'a pas changé.

• (1050)

**L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à remercier mon amie et collègue de son discours passionné et des efforts qu'elle déploie depuis près de 20 ans pour défendre dans cette enceinte les intérêts des membres des Forces armées canadiennes et, plus précisément, ceux de la communauté militaire de la BFC Petawawa. La députée n'a pas son égal pour défendre cette cause.

*Déclarations de députés*

Elle joue aussi un rôle unique, ayant accompli énormément de travail à l'échelle internationale en tant que parlementaire auprès de l'OTAN. Ma question pour la députée portera donc sur son expérience sur la scène internationale.

Le Canada est devenu membre de l'OTAN en raison de sa participation active à la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle de nombreux soldats canadiens ont fait le sacrifice ultime. Comment se sentent vraiment nos alliés de l'OTAN lorsqu'ils voient le Canada faire marche arrière, comme ce fut le cas au milieu des années 1990, pendant la décennie de noirceur, et comme c'est le cas actuellement, alors que le Canada abandonne son rôle de combat actif contre le groupe État islamique? Comment se sentent vraiment nos alliés devant le refus du Canada d'assumer son rôle traditionnel?

**Mme Cheryl Gallant:** Monsieur le Président, la semaine dernière, à la suite de la rencontre des ministres à l'OTAN, des parlementaires se sont réunis pour discuter de la situation de plus en plus dangereuse dans le monde, en particulier en Europe et, bien entendu, ici même, en Amérique du Nord.

Les gens sont surtout inquiets du fait que le Canada fait encore marche arrière et qu'il se retire du combat. Au cours des prochaines semaines, le Canada se couvrira de honte quand on apprendra à quel point il dépense peu pour ses forces armées. On craint également que s'accroissent les compressions budgétaires à cet égard.

• (1055)

[Français]

**M. Rémi Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier chaleureusement notre collègue de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles de tout le travail qu'elle a accompli dans l'armée au cours des années qu'elle y a passées, et de l'implication de notre collègue conservatrice dans sa communauté.

Le mot « erreur » a été mentionné à plusieurs reprises durant les discours. Selon moi, la seule erreur des Canadiens est d'avoir maintenu le gouvernement conservateur en place pendant 10 ans. Le problème a été résolu le 19 octobre dernier, lorsque le Parti libéral a pris le pouvoir.

Comment les conservateurs peuvent-ils dire que nous avons commis une erreur? Lors de la campagne électorale, nous avons clairement dit que nous allions retirer les CF-18 du combat. De plus, en 2010, les conservateurs ont appliqué une stratégie similaire à la nôtre. Pourquoi souhaitent-ils encore aller à l'encontre des Canadiens qui ont fait un choix clair le 19 octobre dernier, basé sur la promesse de retirer les CF-18?

[Traduction]

**Mme Cheryl Gallant:** Madame la Présidente, le Parti conservateur s'est toujours soucieux et se souciera toujours du bien-être des soldats et de leur famille.

La meilleure façon de se soucier des soldats et de leur famille, ce n'est pas de nommer un ministre pour épater la galerie et pour faire croire que le gouvernement s'intéresse à ces questions. En fait, la meilleure façon d'agir pour les soldats et leur famille, c'est de faire en sorte qu'ils puissent rentrer à la maison.

**Mme Sherry Romanado (Longueuil—Charles-LeMoine, Lib.):** Monsieur le Président, moi qui suis députée et mère de deux enfants qui sont membres des Forces armées canadiennes, je peux confirmer que je fais entièrement confiance au premier ministre et au ministre de la Défense nationale et que je souscris à leur décision de prendre part à la coalition.

Pourquoi la députée ne comprend-elle pas que le Canada fait partie de la coalition? Pourrait-elle regarder les proches des membres de Forces armées canadiennes droit dans les yeux et leur dire que ce qu'ils font est insuffisant?

**Mme Cheryl Gallant:** Monsieur le Président, les soldats canadiens se sont engagés dans les forces armées pour aller se battre. Ils ont été formés pour cela. Voilà pourquoi ils voulaient participer à la mission en Afghanistan. Nos efforts de recrutement n'ont jamais été aussi fructueux que lorsque le Canada participait aux combats.

Ce qui est préoccupant, à l'heure actuelle, c'est que les libéraux n'offrent pas la protection nécessaire pour que les soldats puissent revenir sains et saufs au Canada.

---

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### LA LIBERTÉ DE RELIGION

**M. Joe Peschisolido (Steveston—Richmond-Est, Lib.):** Monsieur le Président, le samedi 30 janvier, à Richmond-Est, j'ai eu le plaisir d'assister à une soirée de sensibilisation, d'échanges et de réflexion au centre islamique Al-Zahraa, situé sur la route n° 5, affectueusement surnommée la voie du ciel, car les églises, les synagogues, les mosquées et les temples s'y côtoient. Cette soirée illustre les valeurs, les croyances et les préceptes religieux qui unissent toutes les confessions.

Ce sont des jeunes du centre qui ont lancé l'activité, il y a cinq ans, pour présenter de façon générale et interactive les croyances et les pratiques de l'islam.

Le thème de cette année, la diversité dans l'islam, avait pour but non seulement de souligner et de célébrer les différences, mais également de faire ressortir l'universalité des croyances auxquelles adhèrent les fidèles de l'islam et de toutes les religions.

C'est avec fierté que je salue les jeunes de ma localité qui ont lancé cette initiative et créé un climat d'ouverture, de dialogue et d'unité pour résidents de Steveston—Richmond-Est.

\* \* \*

• (1100)

[Français]

### LA DÉSIGNATION DES INSTITUTIONS FÉDÉRALES

**M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Monsieur le Président, cette semaine, le premier ministre a souligné le Jour de Louis Riel pour qualifier M. Riel de grand contributeur à la Confédération canadienne, cette même Confédération qui a presque exterminé les Métis. Le coupable, John A. Macdonald, est un premier ministre du Canada, père fondateur de cette Confédération, et a fait l'objet d'éloges de la part de la ministre du Patrimoine.

C'est le même John A. Macdonald qui a dit que Louis Riel serait pendu même si tous les chiens du Québec aboyaient en sa faveur. C'est le même John A. Macdonald qui a retiré le droit de vote aux citoyens d'origine chinoise, qui a travaillé pour les esclavagistes pendant la guerre de Sécession et qui a fait volontairement mourir de faim les Autochtones des Prairies.

Hier, la ministre du Patrimoine a promis de retirer le nom de Claude Jutra des institutions fédérales. J'en profiterais aussi pour lui suggérer de retirer par la même occasion le nom des Macdonald de ce monde des institutions fédérales.

\* \* \*

[Traduction]

#### L'ORGANISME ELVES SPECIAL NEEDS SOCIETY

**M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage à un organisme remarquable de ma circonscription, Edmonton-Ouest.

La Elves Special Needs Society est un organisme sans but lucratif qui répond aux besoins des personnes handicapées depuis 1973.

La société Elves est unique en son genre à Edmonton parce qu'elle est le seul fournisseur de services qui offre des programmes et des soins aux personnes lourdement handicapées, du préscolaire jusqu'à un âge avancé.

J'ai eu l'occasion de visiter les installations de la société Elves à Edmonton-Ouest et j'ai été ému. Le personnel et les bénévoles bienveillants et compatissants offrent à tous ceux qui ont besoin d'aide les soins et la dignité qu'ils méritent.

Il arrive beaucoup trop souvent que les personnes atteintes de déficiences développementales ne reçoivent pas les soins dont elles ont besoin. C'est là que des organismes comme la société Elves sauvent la mise. Sans le travail qu'ils accomplissent, nombreux sont ceux qui n'auraient aucun autre recours.

Je tiens à remercier les membres de la société Elves de tous leurs efforts et à les féliciter parce qu'ils réussissent à aider des milliers de personnes handicapées à vivre pleinement.

\* \* \*

#### LES CARNAVALS D'HIVER

**Mme Gudie Hutchings (Long Range Mountains, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureuse de pouvoir informer la Chambre aujourd'hui d'une fière tradition rassembleuse dans ma circonscription, Long Range Mountains, à Terre-Neuve.

Chaque année, des localités d'un peu partout dans la circonscription organisent des carnivals d'hiver. Ces festivités sont l'occasion de se retrouver avec des amis, avec les membres de sa famille et, bien entendu, avec des visiteurs, pour célébrer la culture tout à fait unique de Terre-Neuve-et-Labrador.

Chaque année, tout le monde s'habille chaudement, et nous sortons profiter du temps hivernal pour fêter nos villages et notre patrimoine.

Plus de 100 localités du district organisent des centaines d'activités auxquelles les gens sont conviés. Pasadena, Stephenville, St. Anthony, Port aux Basques, Port au Choix et Corner Brook pour la 45<sup>e</sup> année d'affilée, ainsi que la vallée Codroy et beaucoup d'autres endroits sur la côte de la péninsule nord participent à cette tradition.

Je remercie tout particulièrement tous les bénévoles qui prennent part à l'organisation de tous ces événements. Sans eux, les festivités ne pourraient pas avoir lieu.

Surtout, je voudrais dire à mes concitoyens de Long Range Mountains que j'ai hâte de me joindre à eux pour célébrer autant de carnivals que je le peux.

#### Déclarations de députés

#### LES RESSOURCES NATURELLES

**M. Kennedy Stewart (Burnaby-Sud, NDP):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour parler du projet de la société Kinder Morgan de construire dans ma circonscription, Burnaby-Sud, un nouvel oléoduc qui transportera du pétrole brut à base de bitume destiné exclusivement à l'exportation.

Les résultats des dernières élections montrent bien que les gens ont voté pour le changement.

Le premier ministre a promis un nouveau processus équitable pour examiner la demande de Kinder Morgan. Il a promis de réparer les dommages causés par les conservateurs, qui ont vidé de sa substance le processus d'examen des projets de pipeline de l'Office national de l'énergie en 2012.

Or les citoyens de ma circonscription ont été choqués lorsque le gouvernement libéral a annoncé que Kinder Morgan n'aurait pas à soumettre de nouvelle demande pour la construction de son oléoduc. Ils ont été choqués d'apprendre que le gouvernement libéral utiliserait le même processus de l'Office national de l'énergie mis en place par les conservateurs en 2012. Ils ont été choqués lorsque les audiences de l'Office national de l'énergie ont pris fin, la semaine dernière, et qu'ils n'ont pu, encore une fois, se faire entendre. Ils ont été choqués que rien ne change dans l'examen du projet d'oléoduc de Kinder Morgan.

Les libéraux ont promis de corriger le processus d'examen de la demande de Kinder Morgan, mais ils ne l'ont pas fait. Maintenant, tout ce qu'il reste à faire au gouvernement, c'est de rejeter la demande de Kinder Morgan et d'améliorer le processus pour tous les projets futurs.

\* \* \*

#### L'ITINÉRANCE

**M. Ron McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai récemment visité le premier refuge de Coquitlam conçu pour les itinérants. Il se trouve au 3030, avenue Gordon, à Coquitlam.

Sous la direction de Sandy Burpee, et avec la participation de centaines de bénévoles, la ville de Coquitlam, BC Housing et le Tri-Cities Homelessness and Housing Task Group ont travaillé sans relâche pendant plus d'une décennie afin de mener à bien ce projet. En travaillant ensemble, ils ont réussi à ouvrir le refuge en décembre dernier, comme prévu.

Administré par RainCity Housing, le refuge offre aux hommes et aux femmes jusqu'à 60 lits ainsi que trois repas par jour. Il y a également 30 lits dans des unités de logement de transition autonomes.

L'itinérance est une épidémie souvent négligée. Cet établissement offre aux plus vulnérables un milieu sécuritaire qui leur donne les outils nécessaires pour les amener progressivement à vivre dans leur propre logement et à mener une vie plus enrichissante.

Je suis fier de souligner la présence d'une telle organisation dans ma région.

\* \* \*

●(1105)

#### STORMONT—DUNDAS—SOUTH GLENGARRY

**M. Guy Lauzon (Stormont—Dundas—South Glengarry, PCC):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de représenter les électeurs de Stormont—Dundas—South Glengarry sur la scène fédérale depuis près de 12 ans.

### *Déclarations de députés*

Je suis très fier du travail accompli par mes employés et les bénévoles de ma circonscription, des gens extrêmement compétents. Notre circonscription est l'une des plus actives du pays. En effet, au cours des 12 dernières années, notre équipe a traité plus de 57 000 demandes de passeport, s'est occupée de plus de 9 000 dossiers et a aidé plus de 1 500 familles, qui ont reçu une somme totale de 12 millions de dollars du programme de crédit d'impôt pour personnes handicapées. L'an dernier, dans le cadre du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt de l'ARC, nous avons travaillé en partenariat avec des bénévoles de la région et ainsi aidé 4 000 personnes à faible revenu et à revenu fixe à produire leur déclaration de revenus.

Je suis persuadé que tous les députés conviendront que notre personnel joue un rôle essentiel dans notre réussite. Je remercie donc sincèrement Eric, Francine, Denise, Nicole, Sue, Stephanie, Claire, Rosemary ainsi que tous les bénévoles de l'atelier sur les déclarations de revenus, qui accomplissent un travail extraordinaire.

\* \* \*

### LES ARTS ET LA CULTURE

**Mme Kate Young (London-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter Emma Donoghue, une résidente de London-Ouest. Son premier long métrage, *Room*, est en nomination pour quatre Oscars, dans les catégories meilleur scénario adapté, meilleur réalisateur, meilleure actrice et meilleur film.

D'origine irlando-canadienne, Emma Donoghue — auteure dramatique, historienne spécialisée en littérature, romancière et scénariste — a remporté plusieurs prix. Son roman *Room*, publié en 2010, a été un succès de librairie international et l'un des finalistes du prix Man-Booker. Elle a également reçu le prix littéraire Stonewall en 1997, de même que le prix Ferro-Grumley, qui récompense les meilleures fictions LGBT, en 2002.

Je me joins à tous les Canadiens pour féliciter Mme Donoghue de cette réussite remarquable. Nous souhaitons de tout coeur qu'elle remporte un Oscar le 28 février.

\* \* \*

### LES MÉDECINS RÉSIDENTS

**M. John Aldag (Cloverdale—Langley City, Lib.):** Monsieur le Président, au cours des prochaines semaines, les étudiants en médecine au Canada seront informés de leur place de résidence.

Cette semaine est la semaine nationale de sensibilisation des résidents. Elle vise à souligner les contributions de plus de 9 000 médecins résidents, qui jouent un rôle essentiel et apprécié dans la prestation des soins de santé au Canada.

La résidence permet aux nouveaux médecins qui viennent de terminer l'école de médecine de recevoir une formation poussée dans la spécialité de leur choix. La résidence constitue un élément important de la formation des nouveaux médecins au Canada.

Je peux parler des exigences des programmes de résidence, puisque j'ai vu mon épouse vivre les rigueurs de la résidence il y a plusieurs années. Mon épouse a suivi le programme avec huit autres femmes médecins résidentes à Chilliwack, en Colombie-Britannique. Notre famille, dont nos trois jeunes enfants, a rencontré ces collègues féminines à plusieurs occasions.

Nous avons enfin eu l'occasion de rencontrer des résidents de deuxième année, qui comprenaient plusieurs hommes. Ma fille de 5 ans a été surprise de cette situation et nous a demandé si les garçons pouvaient eux aussi devenir médecins.

Je félicite les hommes et les femmes qui font actuellement leur résidence au Canada. Je me réjouis à la perspective qu'ils puissent terminer bientôt leur formation et se joindre à leurs collègues pour fournir les excellents services médicaux qui définissent en partie qui nous sommes en tant que Canadiens.

\* \* \*

### DAVE CHATTERS

**M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais aujourd'hui rendre hommage à un ancien député, M. Dave Chatters.

Dave a été député durant 12 ans, de 1993 à 2006, années pendant lesquelles il représentait les circonscriptions d'Athabasca et de Peace River—St. Paul. Hélas, le 25 janvier dernier, Dave nous a quittés à l'âge de 69 ans. Il souffrait d'un cancer du pancréas.

Lorsqu'il était député, Dave mettait beaucoup d'énergie à servir ses concitoyens et il prenait son rôle au sérieux. Même aujourd'hui, les gens de son coin de pays se souviennent encore de son sens de l'éthique professionnelle.

À la Chambre, il a occupé les importantes fonctions de porte-parole de l'opposition en matière de ressources naturelles durant plus de 10 ans et il a présidé le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique.

Véritable conservateur, Dave Chatters se dévouait corps et âme pour sa circonscription, sa province et son pays. Les services qu'il a rendus à la nation ont fait du Canada un endroit où il fait encore mieux vivre.

Au nom de la Chambre, j'offre mes condoléances aux proches de Dave, y compris à sa femme, Evie, avec qui il aura été marié durant 48 ans, à ses deux fils, Gary et Matt, ainsi qu'à ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

\* \* \*

● (1110)

### L'APPLICATION BON VOYAGE

**M. Omar Alghabra (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires), Lib.):** Monsieur le Président, comme les vacances du mois de mars arrivent à grands pas, j'aimerais informer la Chambre et les Canadiens d'un nouvel outil formidable.

En décembre dernier, le gouvernement a lancé l'application Bon voyage, qui offre des informations et des conseils pour les voyages à l'étranger.

L'application Bon voyage fournit aux Canadiens des renseignements à jour sur les conditions touchant la sécurité et la santé, les changements des exigences d'entrée et de sortie, la validité de leur passeport et les temps d'attente aux frontières; mais, surtout, elle donne les coordonnées des ambassades et des consulats canadiens à l'étranger pour utilisation en cas d'urgence et permet de s'inscrire de façon à pouvoir garder contact.

La nouvelle application Bon voyage aide tous les Canadiens à voyager à l'étranger de façon sécuritaire, ce qui est l'une de nos priorités.

Je salue les efforts de tous les fonctionnaires qui ont travaillé à la création de cet outil formidable et j'invite tous les députés à télécharger l'application et à encourager leurs concitoyens à le faire également.

[Français]

### LA FÊTE DU PATRIMOINE

**M. Randy Boissonnault (Edmonton-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner la Fête du patrimoine.

La Fête du patrimoine a lieu le troisième lundi de février et a pour but d'encourager les citoyens canadiens à conserver et à faire connaître le patrimoine historique, architectural, naturel et spectaculaire du Canada.

[Traduction]

À l'extérieur de la Chambre, nous pouvons constater le travail considérable et magnifique qui a été effectué afin de rénover et préserver l'édifice de l'Ouest.

Les édifices du Parlement sont des sites historiques nationaux et des symboles de notre chère démocratie. Pour cette raison, et en tant qu'ancien guide parlementaire, je tiens à souligner les efforts déployés par le ministère des Services publics et de l'Approvisionnement pour restaurer et conserver les édifices du Parlement, un trésor patrimonial important pour tous les Canadiens.

Je félicite également le ministère d'avoir collaboré avec tous ses partenaires, dont les institutions du Parlement, pour assurer que les édifices répondent aux besoins du XXI<sup>e</sup> siècle.

[Français]

À l'approche du 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada, j'invite tous mes collègues à célébrer notre patrimoine en cette Fête du patrimoine.

\* \* \*

[Traduction]

### LA FISCALITÉ

**Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC):** Monsieur le Président, alors que nous nous efforçons tous de favoriser l'innovation au Canada, je crains que certaines des mesures présentées par le gouvernement ne soient pas efficaces.

Ici même, à Ottawa, on trouve Shopify, l'une des meilleures jeunes entreprises de technologie au Canada. Elle a été fondée par deux entrepreneurs qui l'ont transformée en entreprise multimilliardaire. Elle connaît un succès incroyable. Elle emploie plus de 1 000 personnes, plus de 200 000 fournisseurs utilisent sa plateforme et elle va ouvrir à Montréal un bureau de recherche qui créera 150 emplois.

Or le chef de la direction de Shopify a déclaré publiquement que le nouveau plan libéral d'imposition des options d'achat d'actions aurait rendu extrêmement difficiles la croissance et la réussite de son entreprise. Il a indiqué que bon nombre de gens avaient accepté des réductions massives de salaire pour se joindre à son entreprise, en échange d'options d'achat d'actions. Il a ajouté que l'imposition de ces options pourrait avoir des conséquences désastreuses pour les entreprises en démarrage.

J'exhorte le gouvernement libéral à se demander si les mesures qu'il présente, comme l'imposition des options d'achat d'actions, nuiront aux capacités de réussite des entreprises en démarrage.

\* \* \*

### LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LANGUE MATERNELLE

**M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.):** Monsieur le Président, la Journée internationale de la langue maternelle, le 21 février, est reconnue par les Nations unies et célébrée par les communautés culturelles des pays du monde entier.

### Déclarations de députés

En 1952, des étudiants à Dhaka, au Bangladesh, ont manifesté afin que le bangla soit reconnu comme une langue officielle du pays, alors dénommé Pakistan oriental. Plusieurs manifestants furent arrêtés, et d'autres — dont Abdus Salam, Rafiq Uddin Ahmed, Abul Barkat, et Abdul Jabbar — furent abattus par des agents de police.

Le 21 février, nous commémorons ces étudiants et leur sacrifice tragique et réfléchissons à l'impact durable qu'une manifestation pacifique peut voir.

Profitons également du 21 février pour souligner l'importance de la diversité culturelle et linguistique et notre engagement continu à l'égard du multiculturalisme.

*Dhonnobad.*

\* \* \*

### LA JOURNÉE MONDIALE DE LA JUSTICE SOCIALE

**M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD):** Monsieur le Président, je suis honoré de prendre la parole pour souligner la Journée mondiale de la justice sociale.

Dans les collectivités d'Eeyou, on nous apprend que chaque personne a un rôle à jouer pour maintenir la société saine. Chaque personne et chaque chose a sa valeur et sa place. Nous apprenons que les bébés peuvent nous enseigner la patience, que les jeunes peuvent nous rappeler ce que c'est que d'avoir de l'enthousiasme et que nos parents et nos grands-parents sont source de sagesse, d'orientation et de stabilité.

Aujourd'hui, nous vivons à une époque extraordinaire. Pourtant, l'économie mondiale continue de s'alimenter de l'indésirable, du redondant et du superflu. Nous faisons tous partie d'un réseau de relations interdépendantes. Nous avons des obligations les uns envers les autres ainsi qu'envers tout ce qui fait partie de notre vie.

[Français]

Et si nous pouvions dorénavant porter notre regard au-delà des infamies et imaginer un monde meilleur? La justice sociale doit être au cœur de nos préoccupations. Nous devons nous assurer que tous les peuples sont capables de vivre sans discrimination, selon leurs espoirs et en toute solidarité. En travaillant ensemble, nous pourrions être des compagnons de ceux et celles qui aspirent à la beauté et qui désirent la justice.

\* \* \*

● (1115)

### LA TRAITE DE PERSONNES

**M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC):** Monsieur le Président, depuis le début de la semaine, le premier ministre se fait interpellé par tous les partis de la Chambre pour qu'il adopte le projet de loi C-452 concernant la traite de personnes, projet de loi qui a reçu la sanction royale après l'approbation de tous les partis politiques de la Chambre.

Des mères de jeunes filles sous l'emprise de gangs de rue lui ont écrit directement, cette semaine. Ce que je crains, dans cette histoire, c'est que le gouvernement libéral refuse de signer le décret parce qu'il n'a pas été présenté par le Parti libéral. Ce ne serait pas digne d'un gouvernement et d'un premier ministre censés prendre des décisions pour le bien-être de la population.

Pour reprendre les mots de la députée qui avait déposé ce projet de loi en 2011, le large débat parlementaire a déjà eu lieu et la loi est prête. Il est temps que le gouvernement libéral mette de côté la partisanerie et signe le décret, ce qui ne prend que cinq minutes mais qui viendra en aide à plusieurs jeunes filles.

*Questions orales***LE COMPLEXE LE PARTAGE**

**M. Jean-Claude Poissant (La Prairie, Lib.):** Monsieur le Président, le filet social canadien fait notre fierté depuis de nombreuses années. Avec le temps, le visage de la pauvreté a bien changé. De plus en plus de salariés, voire même de personnes sans emploi mettent tous les efforts nécessaires pour trouver un nouveau travail.

Heureusement, il y a des organismes communautaires pour les soutenir dans leur quête. Dans ma circonscription, La Prairie, le Complexe le partage a pour mission d'offrir des services d'entraide, de soutien, de formation et d'intégration aux familles et aux personnes dans le besoin. Près de 4 000 citoyens, enfants et adultes, ont bénéficié de ses services.

À la veille de la Journée mondiale de la justice sociale, j'aimerais profiter de cette tribune pour rendre hommage aux gens qui y travaillent. Au nom de toutes les familles de La Prairie, je leur dis merci.

**QUESTIONS ORALES**

[Français]

**LES FINANCES**

**M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC):** Monsieur le Président, tout au long de la semaine, nous, les députés conservateurs, avons questionné le gouvernement sur l'état des finances publiques et sur le contrôle des dépenses publiques. Malheureusement, jamais nous n'avons eu le début de l'ombre d'une réponse qui pouvait peut-être avoir de l'allure. Rien du tout. Il est sûr et certain que, si le premier ministre était à la tête d'une entreprise, il aurait perdu son emploi depuis longtemps.

Quand le premier ministre va-t-il gérer l'État comme le ferait un bon père ou une bonne mère de famille?

**L'hon. Scott Brison (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons été élus avec le mandat de mettre en oeuvre un plan pour la croissance économique et pour la création d'emplois. Nous allons continuer de faire les investissements importants à cet égard, parce que c'est une priorité pour notre gouvernement. Il est encore plus important de reconnaître que c'est une priorité pour les Canadiens.

**M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC):** Monsieur le Président, je reprends les paroles du président du Conseil du Trésor: « nous avons été élus ». Oui, ils ont été élus sur la base d'une promesse selon laquelle le déficit serait au maximum de 10 milliards de dollars, et c'est devenu le minimum.

Ils ont été élus en disant qu'ils allaient faire des changements à l'impôt à coût nul, alors que cela nous coûte 1,7 milliard de dollars. Ils ont été élus également sur la question du F-35, et là nous ne savons plus trop; peut-être que ce sera oui, peut-être que ce sera non. La question est simple: quelle sera leur prochaine promesse rompue?

[Traduction]

**L'hon. Scott Brison (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, il est clair que nous faisons la bonne chose en investissant dans les infrastructures, en donnant un répit aux Canadiens de la classe moyenne et en aidant les familles à faible revenu au moyen d'une nouvelle Allocation canadienne aux enfants. Nous faisons ce que des économistes tels que Larry Summers, ancien secrétaire au Trésor américain, et David Dodge, ancien gouverneur de la Banque du Canada, estiment être la chose à faire. Nous

écoutons les experts, et non les conservateurs, qui nous ont légué des dettes, des déficits et une économie à faible croissance.

\* \* \*

[Français]

**L'AIDE MÉDICALE À MOURIR**

**M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC):** Monsieur le Président, je vais aborder un tout autre sujet, soit la délicate question de l'aide médicale à mourir. Nous savons que, depuis le début, le premier ministre ne cesse de vanter l'expérience québécoise. Je rappelle — et je sais de quoi je parle, j'étais là — que l'expérience québécoise s'est conclue par un vote libre des députés.

Voilà que la semaine dernière, le leader du gouvernement à la Chambre des communes a annoncé dans le journal, non pas à la Chambre mais dans le journal, que ce sera un vote partisan et qu'il faudra suivre la ligne de parti. Déjà, des députés libéraux de Scarborough ou encore de Winnipeg ont dit que cela n'avait pas de bon sens et ils ont raison.

J'en appelle au gros bon sens et au respect de la parole donnée par les députés du Parti libéral.

Vont-ils permettre aux députés, oui ou non, de voter selon leur conscience?

• (1120)

[Traduction]

**L'hon. Scott Brison (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, cette question revêt une grande importance pour les Canadiens. Voilà pourquoi un comité parlementaire l'étudie et prépare un rapport à son sujet.

Nous sommes impatients de lire le rapport. Nous le considérerons avec sérieux et nous collaborerons avec les députés de tous les partis de manière non partisane dans ce dossier.

\* \* \*

**LES RESSOURCES NATURELLES**

**M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC):** Monsieur le Président, la pire chose qu'on puisse faire en période de ralentissement économique, c'est alourdir le fardeau des Canadiens par des hausses de taxes. La taxe nationale sur le carbone proposée écraserait le secteur de l'énergie.

Les Canadiens sans emploi attendent du gouvernement qu'il renforce l'économie, pas qu'il leur fasse porter un fardeau supplémentaire.

C'est une très mauvaise idée qui ne pourrait pas plus mal tomber. Une hausse des taxes sur l'énergie rendra le pétrole canadien encore moins concurrentiel sur la scène internationale. Est-ce que le ministre tente délibérément d'anéantir l'économie de l'Ouest ou le fait-il involontairement?

**L'hon. Scott Brison (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, nous travaillons avec toutes les régions du pays pour créer un environnement qui favorise la croissance économique.

*Questions orales*

Par exemple, l'accès du pétrole canadien au marché constitue l'un des enjeux les plus importants. Sous le gouvernement précédent, les conservateurs n'ont pas réussi à obtenir un mètre d'accès aux côtes pour le secteur de l'énergie canadien, parce qu'ils ont refusé de travailler avec les provinces, ils ont refusé de travailler avec le milieu environnemental et ils ont refusé de travailler avec les chefs des peuples autochtones et des Premières Nations.

Nous travaillons en collaboration avec nos partenaires et intervenants parce que nous savons ce qu'il faut faire pour assurer le progrès de l'économie canadienne.

**M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC):** Monsieur le Président, alors que, sous l'ancien gouvernement conservateur, quatre grands projets de pipeline ont été menés à bien, les libéraux, dès leur arrivée au pouvoir, ont signé l'arrêt de mort du projet Northern Gateway.

Une nouvelle taxe nationale sur le carbone serait dévastatrice pour tous les volets de notre économie; les Canadiens verraient les prix de tous les produits augmenter et cette taxe ferait fuir les investisseurs. Le premier ministre de la Saskatchewan, Brad Wall, a prévenu que cette nouvelle taxe nuirait à la croissance économique et éliminerait des emplois au pays. La Saskatchewan a fait savoir qu'elle rejetait totalement ce plan nuisible à l'emploi.

Les libéraux disent qu'il importe de collaborer avec les provinces. Le ministre peut-il intervenir à la Chambre et nous assurer que la Saskatchewan pourra se soustraire à ce projet désastreux?

**L'hon. Scott Brison (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, partout au Canada, des gouvernements ont fixé un prix sur le carbone. Il en est ainsi depuis longtemps. Contrairement au gouvernement précédent, nous sommes en train de faire des choses qui peuvent sembler peu conventionnelles par rapport aux pratiques récentes. Nous rencontrons les premiers ministres des provinces et nous collaborons avec les gouvernements provinciaux. Nous sommes résolus à continuer de travailler avec eux pour veiller à ce que le Canada puisse compter sur un secteur énergétique viable sur les plans environnemental, social et économique.

\* \* \*

[Français]

**AIR CANADA**

**M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD):** Monsieur le Président, les anciens employés d'Aveos se sentent trahis. Après avoir gagné deux fois en cour contre Air Canada pour sauver leurs emplois à Montréal, Winnipeg et Mississauga, on apprend que le gouvernement veut changer la loi pour dispenser Air Canada de ses obligations.

Avant les élections, le premier ministre avait promis de se battre pour ces anciens employés. Hier, la réponse du premier ministre a été clairement à côté de la *track*.

Alors pourquoi le gouvernement abandonne-t-il les 2 600 travailleurs sans emploi d'Aveos?

[Traduction]

**L'hon. Scott Brison (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, le service et le soutien aériens ainsi que l'aéronautique sont une industrie névralgique au Canada. Le gouvernement en est pleinement conscient. Nous travaillons avec tous les intervenants et nous allons continuer de le faire. Par exemple, nous sommes préoccupés par les problèmes qu'éprouve Bombardier ces derniers temps. Nous sommes heureux de constater

qu'Air Canada fera l'acquisition d'appareils de la série CS300 fabriqués par Bombardier. C'est vraiment important.

Que les députés ne s'y trompent pas. Le gouvernement est conscient de l'importance de l'industrie aéronautique et il continuera d'investir dans celle-ci et de l'appuyer. Il travaillera aussi en collaboration avec les employés et les intervenants de ce secteur.

**M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD):** Monsieur le Président, si les libéraux comprenaient vraiment toute l'importance de cette industrie, ils ne laisseraient pas tomber 2 600 familles, comme ils le font actuellement.

Avant les élections, les libéraux ont promis de défendre les emplois d'Aveos, mais, maintenant, le ministre et le gouvernement veulent remettre en question la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada, une mesure législative conçue pour protéger les bons emplois du secteur aéronautique à Winnipeg, à Montréal et à Mississauga. Pourquoi les libéraux souhaitent-ils éliminer les protections juridiques associées à des milliers de bons emplois en maintenance aéronautique au Canada? Pourquoi ne défendent-ils pas ces emplois?

• (1125)

**L'hon. Scott Brison (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, non seulement le gouvernement défend les emplois, mais il investit pour en créer plus au Canada. Nous investissons dans les sciences, dans l'innovation, dans les infrastructures, des investissements qui créeront de l'emploi aujourd'hui et demain. Nous savons combien il importe d'investir dans les Canadiens et dans l'innovation canadienne.

\* \* \*

[Français]

**CBC/RADIO-CANADA**

**Mme Brigitte Sansoucy (Saint-Hyacinthe—Bagot, NPD):** Monsieur le Président, on apprend ce matin que la tour de Radio-Canada a maintenant officiellement été mise en vente.

Depuis le début, ce projet soulève d'importantes inquiétudes et manque de transparence. C'est la capacité même de production de Radio-Canada qui est en jeu. La direction n'a offert aucune garantie que celle-ci sera préservée.

Le gouvernement peut-il nous dire s'il entend réellement donner un chèque en blanc à Radio-Canada? Quelles garanties va-t-il exiger?

**M. Randy Boissonnault (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question.

Nous nous attendons à ce que CBC/Radio-Canada mène des consultations avec les partenaires afin d'évaluer les options possibles. Nous reconnaissons l'importance de la Maison de Radio-Canada au coeur de Montréal et le rôle qu'elle joue comme espace de rencontre pour les Canadiens.

Nous allons réinvestir dans CBC/Radio-Canada pour soutenir le virage numérique et développer la relève. Toute démarche de réinvestissement sera faite de concert et en consultation avec le radiodiffuseur et les communautés artistiques et culturelles.

**Mme Brigitte Sansoucy (Saint-Hyacinthe—Bagot, NPD):** Monsieur le Président, une transaction aussi majeure va nécessiter l'aval du gouvernement. Au minimum, il doit exiger que la Société Radio-Canada agisse de façon transparente.

*Questions orales*

Les Québécois et les Montréalais sont attachés à la tour de Radio-Canada. Elle a un statut unique dans notre histoire culturelle. Avec les plans du conseil d'administration de Radio-Canada, la tour pourrait donc être détruite.

Le gouvernement peut-il nous dire s'il a considéré d'autres options pour l'utilisation de cet immeuble?

**M. Randy Boissonnault (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Lib.):** Monsieur le Président, toutes les options ont été considérées pour la tour de Radio-Canada. Il est important que les installations de la Maison de Radio-Canada soient modernes et adaptées à la nouvelle réalité des médias dans le cadre du virage numérique. Nous valorisons CBC/Radio-Canada. Nous allons réinvestir dans la Société, et je tiens à dire à la Chambre que CBC/Radio-Canada est une société indépendante de la Chambre.

\* \* \*

[Traduction]

**LES RESSOURCES NATURELLES**

**M. Kevin Waugh (Saskatoon—Grasswood, PCC):** Monsieur le Président, le premier ministre survole la Saskatchewan en avion sans jamais s'y arrêter. Or s'il s'y arrêta, il prendrait conscience des temps très durs qu'elle vit actuellement. Pourtant, malgré la conjoncture difficile, la Saskatchewan continue d'apporter sa contribution.

Des gens d'affaires de la Saskatchewan étaient à Ottawa cette semaine, pas pour quémander quoi que ce soit, mais pour supplier le gouvernement actuel d'abandonner ses stratégies fiscales nuisibles à l'emploi. La Saskatchewan souhaite être concurrentielle, un objectif mal servi par une taxe sur le carbone. Pourquoi les libéraux sont-ils aussi résolus à infliger des taxes et des impôts destructeurs, qui jetteront plus de Canadiens au chômage?

**L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, je m'étonne grandement que le député d'en face ne reconnaisse pas que ce mécanisme de marché nous aidera à lutter contre les changements climatiques, à créer des emplois verts et à stimuler l'innovation. Bientôt, plus de 80 % des Canadiens vivront dans un territoire où des dispositifs de tarification du carbone sont appliqués. Au Canada comme sur la scène internationale, de grandes entreprises tiennent déjà compte de la tarification du carbone dans leurs décisions d'investissements.

Contrairement au gouvernement précédent, nous sommes impatients de rencontrer les premiers ministres du pays et d'élaborer un plan solide afin de faire croître l'économie et de lutter contre les changements climatiques.

**M. Robert Kitchen (Souris—Moose Mountain, PCC):** Monsieur le Président, le parti des retards et des études, alias le Parti libéral, sait-il que les gens de la Saskatchewan vivent de graves difficultés? Le ralentissement de l'industrie pétrolière et gazière a jeté des milliers de Saskatchewanais au chômage. J'en vois les effets dévastateurs chaque fois que je prends le volant dans ma circonscription.

Les libéraux sont en train de manigancer l'imposition d'une taxe sur le carbone contre la volonté des Canadiens de la Saskatchewan. Pourquoi veulent-ils imposer une taxe sur le carbone qui fera disparaître les emplois à une époque où des travailleurs du secteur de l'énergie perdent leur emploi tous les jours?

**L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, la situation en Saskatchewan et les pertes d'emplois causées par la

baisse du cours des matières premières nous inquiètent certainement. Toutefois, contrairement au gouvernement précédent, nous croyons que l'environnement et l'économie vont de pair. C'est pourquoi nous collaborons avec les provinces et les territoires pour nous doter d'un plan exhaustif nous permettant de lutter contre les changements climatiques et de stimuler l'innovation et la croissance d'une économie verte.

● (1130)

**L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC):** Monsieur le Président, chaque semaine qui passe voit le premier ministre trahir une nouvelle promesse électorale. Les allègements fiscaux sans incidence sur les recettes, les déficits, les budgets équilibrés: autant de promesses non tenues. Et pour ajouter l'insulte à l'injure, le premier ministre consacre des millions de dollars en deniers publics à des projets futiles à l'étranger. Maintenant, nous apprenons qu'il manigance l'imposition d'une taxe nuisible sur le carbone à des provinces comme la Saskatchewan, au moment le plus mal choisi pour notre industrie de l'énergie.

Pourquoi le gouvernement libéral veut-il malmenager les Canadiens à l'heure où des centaines de milliers d'entre eux perdent leur emploi?

**L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit précédemment, contrairement au gouvernement précédent, le gouvernement actuel pense que l'environnement et l'économie vont de pair. Malheureusement, les conservateurs qui formaient le gouvernement précédent se sont braqués contre l'idée d'exploiter les ressources de manière durable et contre la diversification de l'économie, ce qui a empêché la création des emplois qu'il nous faut pour engendrer la croissance économique future.

À l'heure actuelle, nous sommes en train de collaborer avec les provinces et les territoires pour élaborer un plan de lutte contre les changements climatiques, l'un des problèmes les plus graves à survenir au cours de la génération actuelle. Et ce plan pourra nous aider à faire la transition vers une économie moins dépendante des énergies fossiles qui créera de bons emplois.

**L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC):** Monsieur le Président, cela fait des mois que la ministre de l'Environnement et du Changement climatique promet aux Canadiens un plan national de lutte contre les changements climatiques. En dépit des multiples demandes en ce sens, la ministre n'a encore rien présenté. Encore une autre promesse non tenue. Elle se félicite par ailleurs d'affecter des milliards de dollars à des projets de lutte contre les changements climatiques à l'étranger et d'envisager des taxes sur le carbone qui imposeront un fardeau fiscal accablant aux Canadiens.

Voici la question que je pose à la ministre: dans la mesure où les promesses non tenues s'accumulent, pourquoi laisse-t-elle tomber les milliers de Canadiens qui perdent leur emploi en raison de ses politiques?

**L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.):** Monsieur le Président, comme le député d'en face le sait bien, mes homologues des provinces et des territoires et moi-même nous sommes réunis pour discuter d'un plan national de lutte contre les changements climatiques et pour remettre l'économie du Canada sur le chemin de la croissance durable. Nous avons agi.

Le 3 mars, le premier ministre rencontrera les premiers ministres des provinces et des territoires afin d'élaborer ce plan national. Nous sommes bien conscients des difficultés éprouvées notamment par la Saskatchewan. Nous allons donc investir dans les infrastructures écologiques, et c'est ainsi que nous allons créer des emplois verts.

\* \* \*

#### LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

**M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC):** Monsieur le Président, l'échéance de mars 2016 pour la conclusion d'un nouvel accord sur le commerce intérieur approche à grands pas. Les ministériels aiment nous dire qu'ils travaillent vraiment fort tout en multipliant les consultations, mais le Canada a désespérément besoin d'un nouvel accord sur le commerce intérieur. Il l'attend depuis bien longtemps.

Le premier ministre annoncera-t-il un nouvel accord sur le commerce intérieur quand il rencontrera les premiers ministres des provinces et des territoires le mois prochain à Vancouver, ou fera-t-il encore des promesses et reviendra-t-il bredouille?

**L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons fait campagne en présentant un programme axé sur la croissance et nous comprenons qu'il est essentiel de travailler avec nos homologues provinciaux et territoriaux. C'est pourquoi je les ai rencontrés il y a quelques jours pour discuter de cette question fondamentale. Nous avons pu constater que nous avançons dans des domaines importants afin de réduire les barrières au commerce intérieur et harmoniser les règlements.

Nous faisons preuve de bonne volonté. Nous collaborons avec nos homologues, et je suis convaincu que nous pourrions annoncer des résultats positifs à la population très bientôt.

\* \* \*

#### L'ÉCONOMIE

**M. Larry Maguire (Brandon—Souris, PCC):** Monsieur le Président, selon le dernier rapport de la Banque nationale du Canada, les libéraux sont en voie d'alourdir de 90 milliards de dollars la dette du Canada.

Au Manitoba, nous avons vu les déficits galopants du NPD détruire la cote de crédit de la province alors que le premier ministre Selinger haussait les impôts et faisait fuir les entreprises. Comme la façon de faire du gouvernement néo-démocrate manitobain, qui consiste à augmenter les impôts et les dépenses, n'a pas fonctionné, le ministre des Finances peut-il nous dire pourquoi le nouveau gouvernement libéral veut alourdir le fardeau des contribuables en reproduisant les erreurs désastreuses du NPD?

[Français]

**M. François-Philippe Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question.

Le 19 octobre dernier, les Canadiens et Canadiennes ont fait un choix très clair: ils ont fait le choix de la croissance. En décembre, nous avons déjà commencé à suivre notre plan en réduisant l'impôt de la classe moyenne, une mesure qui profite à plus de 9 millions de Canadiens et Canadiennes.

Dans le prochain budget, nous allons continuer avec l'Allocation canadienne aux enfants, qui va profiter à 9 familles sur 10 et permettre à des centaines de milliers d'enfants de sortir de la

#### Questions orales

pauvreté. En plus de cela, notre programme d'infrastructure favorisera la croissance économique au pays.

Le 19 octobre, les Canadiens et Canadiennes ont fait un choix clair, soit celui de la croissance.

\* \* \*

●(1135)

#### LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

**M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD):** Monsieur le Président, encore une fois, le harcèlement au sein de la Gendarmerie royale du Canada fait les manchettes.

On dit qu'on prend les choses en main. Toutefois, le problème est clairement systémique. De surcroît, la GRC semble incapable de traiter justement les plaintes à l'interne. Il n'y a aucun respect pour les victimes, on ne prend pas au sérieux leurs allégations et les sanctions sont ridicules.

Quand le gouvernement exigera-t-il que la GRC prenne enfin les choses réellement au sérieux?

**M. Michel Picard (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Les questions de harcèlement sont des questions sérieuses. Il est inacceptable que ce comportement ait lieu, tant à la GRC que dans les autres agences.

J'informe aussi la Chambre qu'au sujet du dossier en question, les deux membres de la GRC ont été suspendus.

[Traduction]

**M. Murray Rankin (Victoria, NPD):** Monsieur le Président, quel que soit le milieu de travail, le harcèlement est un problème grave qu'il faut régler rapidement et équitablement. Or, d'après de nouveaux renseignements, les plaintes liées à des actes comme l'intimidation et les attouchements sexuels formulées par d'anciennes employées de la GRC en 2014 et en 2015 sont trop souvent restées lettre morte. Dans les cas où la faute a été reconnue, les sanctions n'étaient tout simplement pas crédibles.

Le fait que la GRC mène les enquêtes sur elle-même ne fonctionne pas. Le ministre acceptera-t-il de prendre la situation en main et d'ordonner la tenue d'un examen complet et indépendant sur le harcèlement au sein de la GRC?

[Français]

**M. Michel Picard (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.):** Monsieur le Président, je réitère nos préoccupations sur les comportements de harcèlement, et nous travaillons avec la direction de la GRC justement pour s'assurer que la GRC offre un milieu de travail qui soit exempt de tout harcèlement ou violence sexuelle.

\* \* \*

[Traduction]

#### LA FISCALITÉ

**Mme Dianne Watts (Surrey-Sud—White Rock, PCC):** Monsieur le Président, en Colombie-Britannique ainsi que partout au pays, des entreprises novatrices comptent sur les options d'achat d'actions pour retenir les jeunes Canadiens brillants ici, chez eux. Si notre régime fiscal ne demeure pas concurrentiel, ces jeunes gens iront tout simplement ailleurs.

### Questions orales

Shopify est un cas exemplaire d'innovation canadienne, et nous savons que son PDG, tout comme d'autres PDG, a demandé aux libéraux d'abandonner leur plan malavisé visant à imposer les options d'achat d'actions.

Le ministre des Finances écouterait-il les gens qui créent de bons emplois pour ces jeunes gens et annulerait-il cette hausse d'impôt peu judicieuse?

**L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de visiter les locaux de Shopify. C'est un cas remarquable de réussite canadienne. Ce qui est encourageant, c'est que le gouvernement est réellement déterminé à mettre en place un programme d'innovation complet qui offrira aux entreprises comme Shopify la possibilité de voir le jour et de prendre de l'expansion.

Nous avons écouté les préoccupations de ces dirigeants d'entreprise au sujet des options d'achat d'actions et nous avons noué le dialogue avec eux. Ils sont surtout très enthousiastes à l'idée du programme d'innovation qui sera mis en place par le gouvernement et qui aidera les entreprises à croître et à prospérer ici, ainsi qu'à soutenir la concurrence à l'échelle mondiale.

\* \* \*

### LE TRANSPORT AÉRIEN

**Mme Dianne Watts (Surrey-Sud—White Rock, PCC):** Monsieur le Président, les Canadiens ont besoin d'emplois. Bombardier pourrait créer des emplois dont on a grand besoin si on permettait l'agrandissement de l'aéroport des îles de Toronto. Or le ministre des Transports a annulé la décision non seulement du Conseil municipal de Toronto, mais aussi de l'administration portuaire de Toronto, bloquant ainsi l'expansion de l'aéroport des îles de Toronto.

Pourquoi le ministre des Transports empêche-t-il Bombardier de créer des emplois pour les Canadiens et empêche-t-il l'agrandissement de l'aéroport des îles de Toronto?

**Mme Kate Young (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie le député d'en face de poser cette question. Je répète que, comme on l'a annoncé le 12 novembre 2015, le gouvernement du Canada ne rouvrira pas l'entente tripartite conclue entre le gouvernement fédéral, la Ville de Toronto et Ports Toronto. Toute modification de cette entente doit être acceptée par les trois parties.

\* \* \*

[Français]

### LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

**M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC):** Monsieur le Président, depuis des mois, ce gouvernement nous joue la même cassette. Nous l'avons même entendue ce matin: il y a un plan pour ceci, un plan pour cela.

Le seul plan que nous voyons, c'est un plan qui mène au cafoillage. On a appris, cette semaine, de la part des fonctionnaires de Services publics et Approvisionnement Canada, que le plan des libéraux était de faire construire des remorques et des bateaux-pompe à l'extérieur du Canada.

Est-ce que le ministre peut nous dire pourquoi ces bateaux ne devraient pas être construits ici, au Canada, par des Canadiens?

[Traduction]

**Mme Leona Alleslev (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement du Canada s'est engagé à investir dans

la Marine royale canadienne et dans la Garde côtière canadienne pour qu'elles puissent fonctionner comme une véritable force de haute mer et, ce faisant, pour stimuler l'économie et créer des emplois.

Conformément à notre engagement électoral à être plus transparents et ouverts, nous tiendrons le Parlement et la population au courant de l'avancement de la stratégie en matière de construction navale.

Nous cherchons toujours des moyens d'accroître l'efficacité des processus d'acquisition pour économiser temps et argent.

• (1140)

**M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC):** Monsieur le Président, le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a récemment déclaré qu'il n'est pas nécessaire que les nouveaux navires destinés à la Marine royale canadienne soient construits au Canada.

Encore aujourd'hui, les ministres ont pris la parole, les uns après les autres, pour nous dire qu'ils ont un plan pour faire croître l'économie et créer des emplois en investissant dans les infrastructures. Pourtant, à la première occasion, ils cherchent à confier la construction des navires à des travailleurs de l'étranger au lieu de soutenir notre secteur de la construction navale.

La ministre peut-elle nous dire pourquoi les libéraux préfèrent encourager la création d'emplois dans d'autres pays plutôt que la création d'emplois bien rémunérés ici, au Canada?

**Mme Leona Alleslev (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.):** Monsieur le Président, le renouvellement de la flotte fédérale est le catalyseur essentiel des grandes priorités du gouvernement, qui sont notamment d'affirmer notre souveraineté, de préserver nos stocks de poisson, de surveiller les effets des changements climatiques et de soutenir l'économie canadienne en créant des emplois.

À ce jour, plus de 300 entreprises canadiennes ont obtenu du travail dans le cadre de la stratégie en matière de construction navale. Les navires seront construits au Canada. Selon les estimations, la stratégie de construction navale créera jusqu'à 15 000 emplois et plus de 2 milliards de dollars en retombées économiques chaque année au cours des 30 prochaines années.

\* \* \*

[Français]

### LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

**M. Guy Caron (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, NPD):** Monsieur le Président, s'il y a une chose sur laquelle tout le monde s'entend et qui met tout le monde en colère, c'est le manque de concurrence dans la téléphonie cellulaire.

Hier, le CRTC a refusé de donner aux petits acteurs l'accès à l'infrastructure nécessaire pour croître et se développer. Il y aura donc moins de compétition, qui aurait sûrement été bénéfique pour le portefeuille de nos concitoyens.

Le ministre peut-il nous dire quel est son plan pour assurer une plus grande concurrence qui permettra une couverture élargie et des prix plus bas?

*Questions orales*

[Traduction]

**L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de la question. Comme il le sait, le CRTC est un tribunal administratif indépendant qui réglemente et surveille la radiodiffusion et les télécommunications dans l'intérêt public.

Toutefois, à mes yeux, le secteur des télécommunications est une plateforme essentielle pour l'innovation, en particulier dans notre économie numérique. Voilà pourquoi nous continuons à favoriser la concurrence, le choix et la disponibilité des services. Nous voulons qu'il y ait un climat propice à l'investissement, une saine concurrence et un plus grand choix pour les consommateurs.

**M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD):** Monsieur le Président, cela ne donnera pas lieu à une diminution du prix des téléphones cellulaires. Le Canada est l'un des pays où les factures de téléphone cellulaire sont les plus élevées au monde, mais le gouvernement précédent n'a réalisé aucun progrès à cet égard, et les libéraux n'y ont manifesté aucun intérêt.

Hier, le CRTC a rejeté une demande qui visait à favoriser une concurrence véritable dans le secteur des communications sans fil en autorisant de petites entreprises à intégrer le marché.

Quelles mesures les libéraux vont-ils prendre pour empêcher les Canadiens de se faire exploiter? Le ministre interviendra-t-il pour examiner la proposition?

**L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons à coeur les intérêts des consommateurs. Nous nous sommes engagés auprès des entreprises qui ont soumis cette proposition. Nous voulons nous assurer que nous créons un environnement qui leur permettra de fournir leurs services.

Comme je l'ai dit, en ce qui concerne le CRTC, il s'agit d'un tribunal indépendant et il rend ses propres décisions, mais nous souhaitons favoriser la concurrence et promouvoir le choix. Nous continuerons de faire avancer ce dossier dans le cadre de notre programme général d'innovation, ce qui permettra aux consommateurs de faire des choix plus éclairés.

\* \* \*

**LA REDDITION DE COMPTES PAR LE GOUVERNEMENT**

**L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.):** Monsieur le Président, l'ouverture et la transparence du présent gouvernement sont réconfortantes après une décennie de duperie et de déni de la part du gouvernement précédent. En fait, des renseignements financiers importants sur de nombreux programmes fédéraux ont été dissimulés par le gouvernement précédent, même lorsque le directeur parlementaire du budget avait demandé à les examiner.

Le président du Conseil du Trésor peut-il informer la Chambre des mesures qu'il prend pour veiller à ce que le directeur parlementaire du budget obtienne enfin les renseignements demandés depuis longtemps?

**L'hon. Scott Brison (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie le député de Sydney—Victoria de son excellent travail sur ce dossier et de cette question pointue.

Les conservateurs avaient refusé de divulguer aux Canadiens et au directeur parlementaire du budget de l'information au sujet des compressions budgétaires de 2012. Le gouvernement actuel a publié cette information parce que l'information du gouvernement appartient aux Canadiens. Nous continuerons de faire preuve d'ouverture et de transparence à l'égard des Canadiens parce que nous croyons

que c'est la bonne chose à faire et que nous préconisons l'ouverture par défaut du gouvernement.

\* \* \*

**LA DÉFENSE NATIONALE**

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Monsieur le Président, je me sens dans l'obligation de rappeler aux libéraux à quel point les agissements des terroristes du groupe État islamique sont barbares. Cette semaine, ils ont décapité publiquement un garçon de 15 ans pour avoir écouté de la musique pop. Le département d'État des États-Unis nous a appris que le groupe État islamique a utilisé du gaz moutarde lors d'une attaque meurtrière contre les peshmerga kurdes, en Irak. Le nouveau plan des libéraux augmente les risques pour nos troupes et ne tient pas compte des besoins immédiats des civils innocents en matière de sécurité.

Maintenant que nos CF-18 ne peuvent plus faire de frappes aériennes contre le groupe État islamique, le premier ministre adoptera-t-il une approche raisonnée pour empêcher ce groupe de commettre de telles atrocités?

● (1145)

**L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député d'en face en ce qui a trait aux atrocités commises par le groupe État islamique, mais je tiens aussi à lui rappeler que nous ne pouvons pas éliminer un ennemi qui commet des gestes aussi horribles avec des frappes aériennes. Nous ne pouvons le faire qu'avec une intervention sur le terrain. Voilà pourquoi nous triplons nos capacités d'entraînement tout en doublant nos efforts en matière de renseignement afin que nous puissions apporter une véritable contribution à la coalition et enfin vaincre le groupe État islamique.

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Monsieur le Président, tandis que le premier ministre intervenait à la Chambre au sujet de la motion du gouvernement sur la mission contre le groupe État islamique, le ministre de la Défense a discrètement publié un communiqué de presse indiquant que les CF-18 canadiens revenaient au pays après avoir lancé leurs dernières bombes. Dans son communiqué, le ministre de la Défense nationale n'a même pas souligné la contribution des avions de chasse canadiens ni remercié leurs pilotes. La publication s'est faite avant même que la Chambre ne vote sur la motion.

Le premier ministre a promis un débat et un vote en sachant pertinemment qu'il ferait ouvertement fi de la volonté démocratique du Parlement. Pourquoi le gouvernement souhaite-t-il davantage se retirer que débattre?

**L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, dans notre annonce, nous avons indiqué que la campagne de bombardement des CF-18 prendrait fin le 22 février, mais que la décision quant à la date exacte reviendrait au chef d'état-major de la Défense et à la coalition. Or cette décision a été prise lundi.

J'ajouterai que, comme le député le sait, j'ai fait cette annonce au cours du débat à la Chambre tandis que le député se tenait en face de moi. Dans ma déclaration, j'ai bel et bien félicité les pilotes des CF-18 de leur excellent travail; le communiqué de presse a été publié par la suite.

*Questions orales*

**Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC):** Monsieur le Président, les familles des soldats se souviennent fort bien de l'incident de tir ami survenu en 2002. Les avions de chasse des États-Unis avaient alors fait feu sur des soldats canadiens en Afghanistan, tuant quatre d'entre eux. Les pilotes de CF-18 canadiens auraient su qu'il y avait des militaires canadiens sur le terrain. Maintenant, nous devons une fois de plus nous en remettre aux autres pays pour ce qui est de la protection aérienne.

Qu'est-ce que le ministre voulait dire hier lorsqu'il a déclaré que nos forces spéciales en Irak avaient besoin d'armes antiblindés? A-t-il retiré les CF-18 avant de mettre en place les mesures de protection nécessaires aux soldats canadiens sur le terrain?

**L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, je suis ravi que la députée d'en face pose cette question.

En ce qui concerne la capacité antiblindé, elle aurait dû être offerte avant que le gouvernement libéral soit élu, lorsque les troupes terrestres se sont rendues là-bas pour la première fois. Il n'y avait pas de capacité de ce type sur place.

Je tiens aussi à lui rappeler pourquoi nous offrirons cette capacité. Lorsque le temps est peu clément, il est impossible de mener des frappes aériennes. En cas de menace qui peut seulement être contrée par la capacité antiblindé, il faut un système portable; or, en raison d'une décision prise par le gouvernement précédent, nous n'avons plus ce système. Je vais rétablir cette capacité.

[Français]

**M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC):** Monsieur le Président, le ministre de la Défense nationale affirme que, pour battre le soi-disant État islamique, on doit être sur le terrain. Comme il nous confirme que nos soldats sont impliqués dans les opérations terrestres où ils pourront être exposés aux tirs ennemis, il a le devoir de les protéger. Pourtant, il retire nos CF-18 du combat.

Pourquoi le ministre demande-t-il à nos alliés de protéger nos soldats à notre place?

[Traduction]

**L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, les membres de la coalition forment une équipe. À ce titre, ils combattent de concert, mais ils se défendent aussi mutuellement.

Lorsque nous avons défini l'ensemble de mesures militaires qui serait mis en oeuvre dans le cadre de la coalition, nous avons examiné les lacunes, puis nous avons offert la capacité nécessaire. Je le répète, c'est pour cette raison que nous triplons notre capacité de formation, que nous fournissons des renseignements et que nous offrons aussi des capacités supplémentaires. J'ai moi-même informé le porte-parole à ce sujet, par téléphone, le jour où nous avons fait cette annonce.

\* \* \*

**LE TRAVAIL**

**Mme Sheri Benson (Saskatoon-Ouest, NPD):** Monsieur le Président, durant le règne conservateur, les travailleurs ont vu leurs droits foulés aux pieds, notamment celui de refuser de faire un travail dangereux. Les conservateurs ont aussi fait reculer les protections en matière de santé et de sécurité dont jouissaient les travailleurs assujettis aux lois fédérales.

Il a fallu des générations aux travailleurs pour acquérir ces droits fondamentaux. Or, après avoir promis bien des choses pendant la

campagne électorale, voilà que le gouvernement libéral demeure les bras croisés.

Au lieu de s'autocongratuler, les libéraux vont-ils répondre aujourd'hui franchement aux travailleurs canadiens et leur expliquer pourquoi ils refusent de corriger les attaques conservatrices contre la protection des travailleurs?

• (1150)

**M. Rodger Cuzner (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, Lib.):** Monsieur le Président, ma collègue d'en face a raison quand elle dit que l'ancien gouvernement conservateur avait le mouvement syndical dans sa ligne de mire. Ce ne sont pas les exemples qui manquent, au premier chef les projets de loi C-377 et C-525, lesquels, je suis fier de le dire, seront abrogés par la première mesure législative présentée par la ministre, c'est-à-dire le projet de loi C-4.

Nous allons continuer à nous intéresser aux dossiers des droits des travailleurs, des salaires et de la définition du danger. Il s'agit de questions importantes et nous nous y intéresserons toujours.

\* \* \*

**STATISTIQUE CANADA**

**M. Kennedy Stewart (Burnaby-Sud, NPD):** Monsieur le Président, de 2006 à 2015, le gouvernement conservateur a mis la hache dans Statistique Canada. Plus de 539 produits sont passés à la trappe, dont certains permettaient pourtant d'obtenir des données essentielles pour étayer les politiques publiques. Je pense entre autres à celles sur la production alimentaire, les prix à la production, le PIB et j'en passe. Les chercheurs, les scientifiques, les décideurs et les Canadiens n'ont plus accès à aucun de ces produits.

Le gouvernement va-t-il ressusciter ces produits essentiels ou va-t-il poursuivre la guerre que menaient les conservateurs contre les sciences?

**L'hon. Scott Brison (président du Conseil du Trésor, Lib.):** Monsieur le Président, l'une des premières choses que le gouvernement a faites fut de rétablir le questionnaire détaillé du recensement. Voilà qui devrait prouver que, contrairement à ce qu'ont fait les conservateurs durant 10 ans, qui fabriquaient les faits à partir des décisions qu'ils prenaient, nous allons au contraire recommencer à baser nos décisions sur les faits, parce que nous croyons non seulement que le gouvernement devrait être ouvert et transparent, mais que c'est avec les meilleures données qu'on prend les meilleures décisions.

Je suis d'accord avec le député, et nous allons continuer à tout faire pour que les décisions du gouvernement du Canada reposent sur les meilleures données qui soient.

\* \* \*

**LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**M. David Sweet (Flamborough—Glanbrook, PCC):** Monsieur le Président, j'ai été heureux hier de voir des députés d'arrière-ban du parti d'en face condamner clairement la campagne antisémite de boycottage, de désinvestissement et de sanctions et accepter d'appuyer notre motion.

*Questions orales*

Les députés libéraux des premières banquettes condamneront-ils clairement, sans équivoque et sans réserve le mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions, comme l'ont déjà fait nos alliés britanniques; et le gouvernement lancera-t-il un programme d'éducation afin d'informer les Canadiens de la nature antisémite de ce mouvement, ce qui serait la meilleure solution au problème d'après ce qu'a dit hier, à la Chambre, le ministre des Affaires étrangères?

**L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement est certainement déterminé à renforcer tous les programmes visant à sensibiliser les Canadiens contre le racisme et l'intolérance et à faire du Canada un pays plus ouvert et tolérant, surtout à l'endroit de notre communauté juive.

Cela dit, la tentative des conservateurs de diviser la Chambre sur cette question a échoué, hier, et leurs tactiques de division échoueront aussi longtemps que nous serons au pouvoir.

**M. Alexander Nuttall (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC):** Monsieur le Président, hier, le ministre des Affaires étrangères a affirmé que tout ce qui compte, c'est « de faire libérer tous les Canadiens en captivité ailleurs dans le monde ».

Ernest Fenwick Macintosh est un citoyen canadien qui a été condamné pour pédophilie. Il est actuellement emprisonné au Népal pour avoir agressé sexuellement un enfant. En 1997, le gouvernement lui a délivré un passeport, ce qu'il n'aurait pas dû faire.

Est-ce ce type de personne que les libéraux veulent ramener au Canada?

**L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, le Canada offrira de l'aide consulaire aux Canadiens lorsqu'il est approprié de le faire, ainsi que toute l'aide à laquelle ils ont droit.

Nous voulons libérer les Canadiens qui ont été emprisonnés injustement partout dans le monde. C'est ce que je voulais dire. Si mon collègue m'a mal compris, je suis heureux de pouvoir éclaircir ce malentendu. J'espère que tout est clair maintenant.

\* \* \*

**LE DROIT D'AUTEUR**

**L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC):** Monsieur le Président, pour les personnes ayant une déficience visuelle qui aiment lire, la bonne nouvelle, c'est qu'il existe 285 000 livres en braille, livres audio et livres en gros caractères dans le monde, en plus de ce qui est déjà disponible au Canada. La mauvaise nouvelle, c'est que les lois sur le droit d'auteur empêchent les Canadiens d'accéder à ces livres.

Le printemps dernier, le gouvernement a présenté un projet de loi visant à modifier ces lois et à mettre en oeuvre le Traité de Marrakech de manière à rendre disponibles plus d'un quart de million de livres aux personnes ayant une déficience visuelle, et ce, sans qu'il en coûte quoi que ce soit aux contribuables.

Le gouvernement s'engagera-t-il aujourd'hui à présenter de nouveau ce projet de loi et à collaborer avec tous les parlementaires pour l'adopter aussi rapidement que possible?

**L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie le député de cette question très pertinente.

Je tiens à souligner que nous appuyons le traité, car nous comprenons que de nombreux Canadiens vivent avec une déficience de lecture des imprimés. Pour ces Canadiens, il peut être particulièrement difficile d'accéder au matériel imprimé dont ils ont besoin pour participer à l'économie et à notre société.

Le gouvernement travaille à remédier à cette difficulté en facilitant l'accès des personnes ayant une déficience de lecture des imprimés à des publications en format audio ou en gros caractères de manière à élargir les possibilités offertes à tous les Canadiens.

Je vais continuer de collaborer avec le député d'en face dans ce dossier très important et je veillerai à ce que nous le fassions progresser. Comme je l'ai dit au début de ma réponse, nous appuyons ce traité très important.

\* \* \*

● (1155)

[Français]

**LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

**M. Denis Lemieux (Chicoutimi—Le Fjord, Lib.):** Monsieur le Président, le drame humanitaire causé par le déplacement forcé des gens dans la région de la Syrie nous rappelle notre responsabilité en ce qui a trait à l'aide au développement.

La ministre du Développement international et de la Francophonie peut-elle nous expliquer l'effet qu'aura un effort accru en matière d'aide humanitaire sur les gens qui sont victimes de la crise en Syrie et dans cette région du monde?

**L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre du Développement international et de la Francophonie, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son intérêt pour ce sujet.

Lors de ma récente visite au camp de Zaatari, qui abrite 80 000 réfugiés, en Jordanie, j'ai pu constater l'impressionnant travail de nos partenaires humanitaires, dont l'épicerie mise en place par le Programme alimentaire mondial et la clinique de santé du Fonds des Nations unies pour la population, qui a permis 5 000 accouchements sécuritaires.

En Jordanie et au Liban, les actions de l'UNICEF dans les écoles régulières et alternatives sont tout aussi impressionnantes. Les Canadiens peuvent être fiers de leur contribution.

\* \* \*

[Traduction]

**L'ÉCONOMIE**

**Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement est déconnecté des Canadiens.

Cent jours après son arrivée au pouvoir, il n'a toujours rien fait pour aider les plus vulnérables de la société. Il n'a rien fait pour aider les familles à faible revenu et il continue de les garder dans l'ignorance.

Pourquoi le ministre fait-il attendre les parents du Canada pendant des mois avant de leur révéler sa nouvelle initiative fiscale? Comment les familles sont-elles censées planifier leur budget quand on leur demande de prendre leur mal en patience jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet?

[Français]

**M. François-Philippe Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question, même si je ne la comprends pas bien. S'il y a un parti qui a été clair concernant son plan pour la classe moyenne, c'est le gouvernement actuel.

*Questions orales*

Dès décembre, nous avons réduit l'impôt de la classe moyenne, une mesure qui aidera plus de 9 millions de Canadiens. Nous avons même indiqué à nos collègues d'en face et à tous les Canadiens et Canadiennes que, dans le prochain budget, il y aurait l'Allocation canadienne pour les familles, qui entrera en vigueur en juillet et qui aidera plus de 9 familles sur 10, ainsi que notre programme d'infrastructures.

Nous avons un programme complet pour relancer l'économie et aider les enfants et la classe moyenne.

\* \* \*

[Traduction]

**LES ANCIENS COMBATTANTS**

**M. Ken McDonald (Avalon, Lib.):** Monsieur le Président, lorsque les membres des Forces canadiennes sont déployées dans le monde, leur conjoint et leurs enfants font eux aussi partie du déploiement, en quelque sorte. C'est tout comme s'ils se retrouvaient sur les premières lignes aux côtés de nos soldats.

Qu'ils soient blessés ou non lorsqu'ils rentrent à la maison, les soldats se tournent d'abord vers leur principale source de soutien: la famille. Le gouvernement a promis d'en faire davantage pour aider les familles qui, elles, aident nos anciens combattants.

Le ministre des Anciens Combattants pourrait-il nous parler des mesures qu'il a commencé à prendre dans le dossier?

**L'hon. Kent Hehr (ministre des Anciens Combattants, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais remercier mon collègue d'Avalon des efforts qu'il déploie au nom des anciens combattants et de leur famille.

Le premier ministre m'a confié le mandat de veiller à ce que les anciens combattants reçoivent les soins, la compassion et le respect qu'ils méritent. La famille est essentielle au rétablissement des soldats. C'est avec fierté que nous avons annoncé deux nouvelles ressources: la Ressource au sujet des blessures liées au stress opérationnel pour les aidants naturels et un cours sur la santé mentale destiné aux anciens combattants. Ces ressources électroniques contribueront à la compréhension des problèmes de santé mentale touchant les anciens combattants et à la réduction de la stigmatisation. Ce sont là seulement les premières étapes d'une approche améliorée.

\* \* \*

**LA SANTÉ**

**M. Colin Carrie (Oshawa, PCC):** Monsieur le Président, en cherchant l'expression « prévention du virus Zika au Canada » sur le site Web de Santé Canada, on n'obtient aucun résultat. Les États-Unis, les Brésil et de nombreux autres pays ont montré à leurs citoyens qu'ils avaient établi des mesures préventives. Ici, au Canada, la ministre n'a pas expliqué comment elle prévoit protéger la population contre le virus Zika. Pourquoi la ministre ne fait-elle rien pour protéger les Canadiens contre le virus?

**L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.):** Monsieur le Président, nous prenons l'épidémie du virus Zika très au sérieux. Mes collègues de l'Agence de la santé publique du Canada travaillent activement à ce dossier et collaborent quotidiennement avec nos partenaires internationaux au sein de l'Organisation mondiale de la santé. Nous avons avisé les Canadiens tous les jours de prendre des précautions s'ils doivent se rendre dans les régions touchées.

Nous avons également conseillé aux femmes enceintes ou qui souhaitent le devenir de ne pas se rendre dans les pays touchés. Tous ces renseignements sont offerts sur le site [voyage.gc.ca](http://voyage.gc.ca).

\* \* \*

● (1200)

[Français]

**LE COMMERCE INTERNATIONAL**

**Mme Marilène Gill (Manicouagan, BQ):** Monsieur le Président, hier, la ministre du Commerce international confirmait que les fonctionnaires de son ministère négocient un nouvel accord sur le bois d'oeuvre parce que, et je la cite, « c'est essentiel pour les Canadiens ».

Or, pour certaines villes du Québec, c'est plus qu'essentiel, c'est vital. D'ailleurs, selon la Fédération québécoise des municipalités, ce sont 20 000 Québécoises et Québécois qui ont perdu leur emploi dans l'industrie forestière au cours des 10 dernières années.

Qu'est-ce que la ministre fera, concrètement, pour que le nouvel accord reconnaisse le régime forestier québécois, qui est vital pour les régions du Québec, dont l'Abitibi et la Côte-Nord, et pour que ce régime ne soit pas considéré comme une subvention, comme c'est le cas aux États-Unis?

**L'hon. Chrystia Freeland (ministre du Commerce international, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question.

Cet enjeu constitue une priorité absolue. L'objectif est le maintien d'un accès stable au marché américain pour l'industrie canadienne du bois d'oeuvre. Nous allons collaborer avec nos partenaires américains et nous travaillons très fort à cet enjeu.

L'enjeu a été soulevé explicitement auprès du président Obama, de même qu'auprès du représentant au commerce des États-Unis, Michael Froman, et de la secrétaire au commerce des États-Unis, Penny Pritzker.

[Traduction]

Nos fonctionnaires travaillent très fort à ce dossier. C'est important pour le Québec, la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, l'Ontario et les Maritimes. Nous le savons. Nous travaillons fort.

\* \* \*

[Français]

**L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE**

**M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ):** Monsieur le Président, après avoir menacé le Québec de couper dans la péréquation et les transferts, le premier ministre de la Saskatchewan récidive en disant qu'il faudrait que le Québec laisse passer l'oléoduc Énergie Est pour octroyer une aide à Bombardier.

Plutôt que de se faire le complice d'un vulgaire troc, est-ce que le gouvernement va, et ce, sans délai, venir en aide à Bombardier, comme il l'avait fait pour le secteur automobile de l'Ontario?

## Affaires courantes

## AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

**L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.):** Monsieur le Président, comme le sait le député d'en face, le secteur de l'aérospatiale est très important pour l'économie canadienne. Il emploie près de 180 000 personnes et contribue à notre PIB à hauteur de 29 milliards de dollars. C'est pourquoi nous collaborons avec l'entreprise. Nous étudions l'analyse de rentabilisation, avec la diligence requise. Nous allons nous assurer de prendre la bonne décision dans l'intérêt des Québécois et de tous les Canadiens.

\* \* \*

[Français]

## LE COMMERCE INTERNATIONAL

**Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ):** Monsieur le Président, hier, le premier ministre a indiqué que l'accord de libre-échange Canada-Europe allait être ratifié cette année. Il est donc plus que temps de mettre sur pied le fonds de compensation pour les producteurs fromagers du Québec qui seront pénalisés par cette entente.

Le ministre de l'Agriculture va-t-il bientôt respecter les engagements de son gouvernement et mettre sur pied ledit fonds de compensation pour les producteurs fromagers du Québec à la hauteur de leurs attentes?

**M. Jean-Claude Poissant (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue de sa question.

Le gouvernement du Canada appuie rigoureusement le libre-échange et la mise en oeuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. Il stimule l'investissement, ouvre des marchés, crée des emplois et avantage les consommateurs canadiens. L'accord améliorera l'accès au marché pour l'exportation des produits agricoles et les importations du Canada.

Nous travaillerons avec les ministères concernés et les représentants des provinces et des territoires à la mise en oeuvre de cet accord.

\* \* \*

[Traduction]

## RECOURS AU RÈGLEMENT

## QUESTIONS ORALES

**M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC):** Monsieur le Président, il est courant à la Chambre que, lorsqu'un ministre dit quelque chose d'inexact, nous intervenons pour rétablir les faits le plus rapidement possible. Pour la gouverne du président du Conseil du Trésor, j'aimerais déposer *La revue financière* du mois de novembre. Cette publication, qui émane du ministère que dirige le ministre des Finances, montre que le Parti conservateur a laissé un excédent budgétaire aux libéraux. J'aimerais...

**Des voix:** Oh, oh!

**Le vice-président:** Le leader parlementaire de l'opposition a-t-il le consentement unanime de la Chambre?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**Le vice-président:** Il n'y a pas consentement.

## LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (C) DE 2015-2016

Le président du Conseil du Trésor présente un message dont le Président donne lecture à la Chambre et par lequel Son Excellence le gouverneur général transmet le Budget supplémentaire des dépenses (C) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016.

\* \* \*

●(1205)

[Traduction]

## LES ANCIENS COMBATTANTS

**L'hon. Kent Hehr (ministre des Anciens Combattants, Lib.):** Monsieur le Président, conformément au paragraphe 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le rapport annuel de 2014-2015 de l'ombudsman des vétérans.

\* \* \*

## LOI SUR LE REGISTRE CANADIEN DES DONNEURS D'ORGANES

**M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC)** demande à présenter le projet de loi C-223, Loi établissant le Registre canadien des donneurs d'organes et visant à coordonner et à promouvoir les dons d'organes au Canada.

— Je présente aujourd'hui mon projet de loi d'initiative parlementaire, une mesure législative établissant le Registre canadien des donneurs d'organes et visant à coordonner et à promouvoir les dons d'organes au Canada.

Chaque année, plus de 200 Canadiens meurent dans l'attente d'une transplantation d'organe. Ces décès pourraient être évités si plus de gens avaient conscience des besoins et acceptaient d'aider. Moi qui ai déjà été donneur d'organes et qui ai pu constater la nécessité du don d'organes dans ma propre famille, je sais très bien que le manque de coordination à l'échelle nationale peut parfois causer des tragédies. Le Registre canadien des donneurs d'organes contribuerait à sauver des vies. J'implore les députés d'appuyer ce projet de loi et de faire la promotion du don d'organes au Canada.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

●(1210)

## PÉTITIONS

## LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

**M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.):** Monsieur le Président, je présente deux pétitions qui ont été signées par des dizaines de personnes de Guelph et des environs. Les deux pétitions réclament une représentation électorale équitable et demandent à la Chambre de modifier en conséquence la Loi électorale du Canada.

*Initiatives ministérielles*

## LES PENSIONS

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, je dépose aujourd'hui une pétition qui a été signée par de nombreuses personnes de Winnipeg-Nord, qui demandent au gouvernement fédéral de reconnaître que les programmes de retraite, plus particulièrement la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti, sont importants et d'aider davantage les personnes âgées.

\* \* \*

## QUESTIONS AU FEUILLETON

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

**Le vice-président:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

## LA CONTRIBUTION CANADIENNE AUX EFFORTS DE COMBAT CONTRE L'EIL

La Chambre reprend l'étude de la motion, ainsi que de l'amendement.

**M. Matt DeCourcey (Fredericton, Lib.):** Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Don Valley-Est.

Je suis fier de prendre la parole pour appuyer une motion qui soutient la décision du gouvernement d'élargir, d'améliorer et de redéfinir la contribution du Canada à l'effort pour lutter contre l'EIL. Cette décision nous permettra de mieux exploiter l'expertise canadienne tout en travaillant en complémentarité avec nos partenaires de la coalition afin d'obtenir un effet optimal.

[Français]

Je suis également fier d'exprimer ma gratitude et ma fierté aux membres des Forces armées canadiennes et au personnel diplomatique pour leur participation à la lutte contre le terrorisme. J'exprime aussi mes remerciements aux travailleurs humanitaires canadiens pour leurs efforts visant à offrir une aide essentielle aux populations touchées par le conflit. Je réaffirme aussi mon soutien pour l'engagement continu de notre pays envers nos alliés dans la coalition contre le groupe État islamique.

[Traduction]

Cette décision nous permettra de recentrer notre contribution militaire en développant la mission de conseil et d'assistance des Forces armées canadiennes en Irak, en augmentant considérablement les capacités de renseignement en Irak et dans toute la région visée et en déployant des membres du personnel médical des FAC. Elle nous permettra d'augmenter les efforts de renforcement des capacités auprès de nos partenaires de la défense en Jordanie et au Liban pour favoriser la stabilité régionale, et de retirer nos CF-18 tout en maintenant la capacité aérienne de surveillance et de ravitaillement en carburant.

Cette décision nous permettra d'aider à améliorer les conditions de vie des populations touchées par le conflit et à jeter les bases d'une stabilité régionale à long terme pour les communautés d'accueil, dont le Liban et la Jordanie. Elle entraînera des investissements

considérables dans l'aide humanitaire et permettra à des partenaires humanitaires d'expérience de mieux travailler à répondre aux besoins essentiels des populations touchées par le conflit, dont les enfants et les victimes de violence sexuelle ou sexiste.

[Français]

Cela nous laissera entretenir des rapports plus efficaces avec les dirigeants politiques dans toute la région. Cela nous donnera une augmentation de notre contribution aux efforts internationaux visant à trouver des solutions politiques à la crise qui touche la région. Cela nous aidera à renforcer notre présence diplomatique pour faciliter la mise en oeuvre des programmes améliorés. La décision appuie une augmentation des déploiements des Forces armées canadiennes, un renforcement du dialogue avec les partenaires locaux et internationaux sur le terrain et elle donne généralement au Canada une plus grande influence dans la région.

[Traduction]

Enfin, cette décision nous permettra d'atteindre notre objectif d'accueillir des dizaines de milliers de réfugiés syriens au Canada.

Le mois dernier, des gens d'un peu partout à Fredericton, à New Maryland, à Oromocto et dans la région de Grand Lake ont accueilli avec fierté des militaires affectés, à leur retour au pays, à l'opération Provision, un important élément de l'approche pangouvernementale de la lutte contre le mouvement État islamique. Le 12 janvier, au petit matin, 58 militaires sont arrivés à la base de soutien de la 5<sup>e</sup> Division du Canada Gagetown après avoir travaillé à Beyrouth et à Amman pour traiter les demandes des réfugiés syriens désignés pour le Canada. Ces militaires ont passé des mois à soutenir les employés du ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté en matière de sécurité, de saisie de données et de dépistage médical.

• (1215)

[Français]

Je suis fier de voir la contribution de ces soldats à cette opération. Dès leur retour, en janvier, j'étais également content de les voir réunis avec leurs proches et leurs collègues. Nous devons tous remercier ces femmes et hommes de leur service et les féliciter pour leur travail.

[Traduction]

Nous ne pouvons pas minimiser l'effet considérable que cet effort collectif de réinstallation a eu sur les 21 000 réfugiés syriens qui sont venus à nous à titre de citoyens du monde en danger.

Comme l'a dit maintes fois le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, ma province, le Nouveau-Brunswick, et la circonscription que j'ai l'honneur de représenter, Fredericton, ont fait bien plus que leur part à ce chapitre. Le Nouveau-Brunswick a maintenant accueilli près de 1 000 nouveaux résidents et je suis fier de dire que Fredericton compte maintenant 400 nouveaux habitants.

Le leadership et le soutien de nos militaires, les efforts de nos organismes locaux de réinstallation et la vague de générosité et de soutien de la part des citoyens de Fredericton et de tout le pays sont rien de moins qu'inspirants, extraordinaires et réconfortants. Tous ces leaders communautaires méritent notre gratitude pour les efforts qu'ils déploient sans relâche.

[Français]

C'est certain que, dans le cadre de cette décision gouvernementale, le rôle des efforts militaires demeurera important pour l'instauration des conditions nécessaires à la lutte contre le groupe État islamique en Irak et au Levant.

*Initiatives ministérielles**[Traduction]*

Dans la ville d'Oromocto, la Base de soutien de la 5<sup>e</sup> Division du Canada Gagetown, la plus vaste base d'entraînement militaire du Canada, avec ses quelque 6 000 militaires et civils, jouera sûrement un rôle de premier plan dans la mission visant à défaire le groupe État islamique, à accroître la stabilité dans la région et à créer des conditions locales propices à la bonne gouvernance, à la paix et à la sécurité. Composé de deux grandes formations et de plusieurs unités plus grandes, le Centre d'instruction au combat s'articule autour de cinq centres d'instruction: les écoles de l'arme blindée, de l'artillerie, d'infanterie, de la tactique et du génie militaire.

Au moment où le Canada triple la taille de sa mission de formation, d'assistance et de conseil pour aider les forces de sécurité irakiennes à planifier et à mener des opérations militaires contre le groupe État islamique, les connaissances et le savoir technique de nos militaires, dont un grand nombre auront étudié à la Base Gagetown, se révéleront indispensables.

*[Français]*

Ce personnel des Forces armées canadiennes offrira une expertise très recherchée dans les domaines de la planification opérationnelle, du ciblage et du renseignement. Du personnel médical des Forces armées canadiennes offrira de la formation aux forces de sécurité irakiennes pour la prise en charge des blessés sur le champ de bataille. Notre personnel examinera des moyens d'améliorer le transport tactique dans le théâtre des opérations.

*[Traduction]*

Un autre objectif important de la stratégie pangouvernementale du gouvernement consiste à promouvoir la sécurité et la stabilité. Les efforts du Canada contribueront à empêcher la progression de l'extrémisme violent grâce aux efforts accrus de renforcement des capacités auprès des forces de sécurité en Jordanie et au Liban.

*[Français]*

Parmi les autres initiatives de sécurité du gouvernement du Canada, est comprise une somme de 145 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour la lutte contre le terrorisme, ainsi que pour les programmes de stabilisation et les programmes de sécurité.

En outre, le Canada poursuivra des efforts pour appuyer le renforcement de la capacité et la formation des forces de sécurité des organismes responsables de l'application de la loi, endiguer le flot de combattants terroristes étrangers et empêcher le groupe État islamique en Irak et au Levant d'accéder à du financement.

*[Traduction]*

Le Canada travaillera avec des partenaires d'expérience pour fournir une aide humanitaire de l'ordre de 840 millions de dollars au cours des trois prochaines années afin de répondre aux besoins essentiels des populations les plus durement touchées par le conflit, notamment les enfants et les personnes qui ont survécu à des actes de violence sexuelle et fondée sur le sexe. Au cours des trois prochaines années, le Canada versera aussi 270 millions de dollars pour renforcer les capacités locales à offrir des services sociaux de base, à bâtir de meilleures infrastructures et à établir une gouvernance responsable.

*[Français]*

La nouvelle approche du Canada a également comme priorité d'accroître le rôle diplomatique du Canada.

*[Traduction]*

La nouvelle politique du Canada à l'égard de la crise qui sévit en Irak et en Syrie et son incidence sur les régions environnantes contribueront considérablement à la lutte de la coalition mondiale contre l'État islamique en Irak et au Levant. Elle renforcera la capacité des gouvernements régionaux et des autorités locales à assurer leur propre défense et leur permettra d'entreprendre une reconstruction à long terme.

Grâce à cette approche pangouvernementale, plusieurs ministères fédéraux travailleront en étroite collaboration pour accroître la sécurité et la stabilité, fournir une aide humanitaire vitale, aider les partenaires à offrir des services sociaux et à rebâtir les infrastructures, et contribuer à la bonne gouvernance. C'est une approche pangouvernementale qui a besoin du leadership continu exercé par les vaillants citoyens de Fredericton, y compris les militaires qui passent par la base de Gagetown.

Il s'agit d'une approche pangouvernementale que je suis fier d'appuyer.

• (1220)

**M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC):** Monsieur le Président, en tant que Canadien, je suis toujours fier des efforts que nous déployons à l'étranger. Je suis fier que nous puissions accueillir des réfugiés. Je suis toujours fier de dire que nous aidons les plus vulnérables. Toutefois, hier au comité, nous avons appris que pratiquement aucun des réfugiés que nous avons accueillis ne viennent des camps que l'on voit sans cesse à la télévision.

Le député peut-il nous dire si ce sont les réfugiés les plus vulnérables que nous accueillons?

**M. Matt DeCoursey:** Monsieur le Président, l'un des plus grands privilèges que j'ai eus a été d'être témoin de la mobilisation des habitants de Fredericton pour accueillir quelque 400 réfugiés syriens, dont de nombreuses familles. Ces réfugiés sont arrivés et nous ont parlé de ce qu'ils ont vécu, des situations déplorables dans lesquelles ils se sont trouvés, et du merveilleux accueil qu'ils ont reçu de la part des membres de la collectivité.

Je pense que nous ne pouvons pas sous-estimer ce que ces réfugiés ont vécu au cours des dernières années ni l'importance du rôle que doit jouer le Canada pour les accueillir, ainsi que pour aider ses partenaires libanais et jordaniens à installer les réfugiés dans les camps dans cette partie du monde.

Il s'agit de fournir une aide humanitaire, de faire preuve de compassion et de porter secours à ces personnes, mais aussi d'offrir de l'aide à ceux qui portent un lourd fardeau dans cet effort pour aider les réfugiés dans cette région du monde.

**M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD):** Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de son discours. Je sais qu'il est fier d'être Canadien.

Puisque les libéraux ont déclaré que le Canada ne devrait pas participer aux combats, comment peuvent-ils garantir que les troupes canadiennes ne devront pas combattre dans le cadre de leur mission qui consiste à conseiller et à assister? Les libéraux reconnaîtront-ils que le nouveau rôle militaire de non-combat du Canada en Irak est irréaliste et que leur plan met nos troupes encore plus en danger?

**M. Matt DeCoursey:** Monsieur le Président, le gouvernement et les parlementaires ont le devoir de veiller sur les hommes et les femmes qui portent l'uniforme canadien. Nous devons prendre des décisions éclairées lorsque nous les envoyons dans des zones de conflit.

### *Initiatives ministérielles*

Les hommes et les femmes qui font un séjour à la base Gagetown, près d'Oromocto, dans la circonscription que j'ai l'honneur de représenter, reçoivent une formation militaire qui figure parmi les meilleures du monde. C'est cette formation ainsi que l'expertise et le perfectionnement qui en résultent que les militaires canadiens, hommes et femmes, vont apporter sur le terrain pour renforcer les forces irakiennes et les aider à stabiliser la région.

Je tiens à mentionner aussi l'énorme effort d'aide humanitaire qui accompagne l'effort militaire, dans le cadre de l'approche globale du gouvernement, au sein de la coalition, pour détruire la force diabolique qu'est le groupe État islamique dans le monde. Le Canada a un rôle majeur à jouer dans tout cela.

J'éprouve le plus grand respect et la plus grande confiance envers les femmes et les hommes qui, revêtus de l'uniforme canadien, savent bien nous représenter à l'étranger et y accomplir les tâches que nous, parlementaires et Canadiens, leur avons confiées.

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, à entendre de nombreux députés conservateurs, on pourrait avoir l'impression que le Canada n'a absolument pas le choix et que sa participation doit se faire avec des CF-18, sans lesquels les Forces canadiennes ne sauraient accomplir leur travail. Or, des élections viennent d'avoir lieu, et notre plateforme comportait une position claire sur ce point, à savoir que les Forces canadiennes peuvent participer activement à la lutte sans que nous soyons obligés d'envoyer les CF-18 là-bas.

Le député peut-il nous dire ce qu'il en pense, compte tenu de ce que ses électeurs lui ont dit lorsqu'il faisait campagne dans sa circonscription? Les électeurs que je représente aujourd'hui sont satisfaits de voir que le Canada jouera un rôle et que nous sommes capables de jouer un rôle sans les CF-18.

• (1225)

**M. Matt DeCourcey:** Monsieur le Président, je crois qu'il est tout à fait irresponsable de la part de l'opposition conservatrice de dire que le Canada doit miser sur cet élément minime dans le cadre des efforts internationaux de lutte contre le groupe État islamique.

Comme je l'ai dit, au cours du printemps, de l'été et de l'automne, j'ai fait du porte-à-porte à maintes reprises à Oromocto et dans la collectivité qui s'est développée autour de la base Gagetown, et les gens de cette région ont beaucoup à apporter aux Canadiens et à la contribution du Canada aux efforts internationaux, que ce soit pour la diplomatie, l'aide humanitaire ou la mission d'entraînement militaire qu'ils vont mener au cours des prochaines années dans le cadre de l'opération Impact.

Je sais que les gens de la circonscription que j'ai l'honneur de représenter et de partout ailleurs au Canada sont fiers de nos militaires.

**Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.):** Monsieur le Président, je suis ravie de participer à cet important débat sur les efforts du Canada dans la lutte contre le groupe État islamique. Il y a eu un débat nourri sur cette question, mais il y a un aspect qui est au cœur de la motion et qui doit être pleinement exploré.

Avant d'aborder les détails concernant la réorientation de la mission, j'aimerais citer le préambule, qui dit ceci:

Que la Chambre appuie la décision du gouvernement d'élargir, d'améliorer et de redéfinir notre contribution à l'effort pour lutter contre l'EIIL en exploitant mieux l'expertise canadienne, tout en travaillant en complémentarité avec nos partenaires de la coalition afin d'obtenir un effet optimal [...]

L'idée de mieux exploiter notre expertise est au cœur de la question.

Nous avons entendu l'avis du ministre de la Défense nationale et d'autres députés, mais nous devons nous pencher sur la dernière partie de cette phrase, c'est-à-dire celle qui parle de travailler en complémentarité; c'est un aspect très important, car il permet de tirer parti de nos forces de manière optimale. Voilà pourquoi le gouvernement réoriente la mission et propose ce genre de contribution. C'est pour cela que l'excellent travail effectué par les pilotes de nos CF-18 n'est plus la contribution la plus urgente.

Dans le cadre d'une très vaste coalition, chacun apporte sa contribution en fonction de ses forces. Nous avons à nos côtés des alliés et des partenaires sur lesquels nous pouvons compter.

La collaboration est au cœur de la tradition canadienne depuis longtemps. Souvenons-nous des Première et Seconde Guerres mondiales, de la guerre de Corée, des Balkans, de la libération du Koweït et de la mission en Afghanistan. Dans tous ces cas, le Canada a combattu aux côtés de ses partenaires et alliés et a participé à une vaste stratégie. Nous devons participer à la vaste stratégie mise en place pour parvenir à vaincre le groupe État islamique.

En ce qui concerne les frappes aériennes, nos CF-18 ont accompli un excellent travail. Comme le chef d'état-major de la défense l'a mentionné la semaine dernière, lorsque les CF-18 ont été déployés au départ, l'objectif consistait à contrer la progression rapide d'un ennemi agressif. Rappelons-nous qu'à cette époque, le groupe État islamique revendiquait rapidement des territoires. Ses membres saisissaient de l'équipement qui avait été abandonné et commettaient des atrocités contre les populations civiles, et ils menaçaient aussi Bagdad.

Grâce aux frappes aériennes initiales, nous avons pu freiner la progression du groupe État islamique. Le United States Central Command, qui s'occupe de la coordination des efforts de la coalition, a déclaré que le nombre de régions contrôlées par le groupe État islamique diminue. Grâce aux efforts déployés par la coalition et à l'ensemble des frappes aériennes, le nombre de combattants de ce groupe est passé de 30 000 à 19 000, et nous continuons de leur livrer bataille.

Oui, il faudra mener des frappes aériennes à court terme, et c'est la coalition dans son ensemble qui répond à ce besoin. Plus de 10 000 frappes aériennes ont été effectuées par la coalition, et la plupart ont été menées par des avions de chasse plus récents, mais il n'y a pas que le Canada qui a participé à la campagne aérienne; bon nombre de nos proches alliés y ont participé eux aussi. Il est question d'une dizaine de pays, notamment l'Australie, la France et le Royaume-Uni. En plus de mener des frappes aériennes, les membres de la coalition ont fait plus de 65 000 sorties aériennes.

Comme je l'ai déjà mentionné, le gouvernement reconnaît qu'il faut poursuivre les frappes aériennes contre le groupe État islamique, mais d'autres pays répondent déjà à ce besoin. Il faut bien comprendre que la coalition tire sa force de la contribution de tous ses membres. Pour vaincre le groupe État islamique, il faut des forces locales bien formées, bien outillées et motivées. Le Canada dans son ensemble possède de solides compétences en la matière et peut offrir une contribution utile à cet égard.

*Initiatives ministérielles*

• (1230)

C'est pourquoi le porte-parole du Pentagone, Peter Cook, a déclaré, quand le Canada a modifié sa mission, que le secrétaire souhaitait justement que les pays proposent des interventions comme celle annoncée par le Canada, alors que les États-Unis et la coalition intensifient leur campagne contre le groupe État islamique. Il parlait du secrétaire américain à la Défense, M. Ashton Carter. Celui-ci s'est entretenu avec le ministre de la Défense nationale la semaine dernière à Bruxelles, où l'exemple du Canada a servi à illustrer les différentes formes de participation que les autres pays devraient envisager dans le cadre du combat contre le groupe État islamique.

Il souhaite que d'autres pays suivent notre exemple, parce que c'est la voie à suivre. Il faut en effet savoir s'adapter à l'évolution du conflit; miser sur nos forces et offrir celles qui peuvent vraiment servir; repérer les lacunes et déterminer les besoins de la coalition; et, par-dessus tout, collaborer avec nos alliés pour faire de la mission de la coalition une réussite.

En tant que Canadienne, je suis fière du travail accompli par les militaires canadiens jusqu'à maintenant. Je pense notamment aux pilotes et aux équipes de soutien, qui ont empêché le groupe État islamique de gagner du terrain et ont même réduit son territoire. Ils ont accompli un excellent travail et méritent les remerciements et la gratitude de tous les Canadiens. Mais la situation a évolué, la mission a changé, et la coalition n'a plus les mêmes besoins qu'il y a un an. La nouvelle orientation de notre mission mettra nos forces en valeur et nous permettra d'apporter une contribution notable à cet effort international.

Le Canada continuera de jouer un rôle important en Irak et en Syrie. Maintenant qu'elles ne participent plus aux frappes aériennes, les Forces armées canadiennes intensifieront leur présence sur le terrain. Un plus grand nombre de militaires, agissant comme formateurs et conseillers, pourront former et soutenir les forces locales pour les préparer à juguler les menaces, ce qui permettra d'établir une stabilité durable dans la région.

Je terminerai mon intervention en citant les propos du colonel Steve Warren, porte-parole de l'Opération Inherent Resolve. Il a déclaré que:

Les bombardements ne suffiront pas à régler le problème, n'est-ce pas? On n'y arrivera jamais de cette façon. Certes, nous avons suffisamment de bombardiers – bien sûr, plus il y en a, mieux c'est, mais ceux que nous avons suffisent à la tâche. N'oublions pas que nous devons entraîner la Force de sécurité irakienne. L'Armée irakienne doit être entraînée, c'est l'une de nos mesures prioritaires. Et nous trouvons extraordinairement utile de voir des pays comme le Canada accepter de tripler leur présence.

Je suis reconnaissant du soutien que nous offrent nos amis et alliés, et nous leur offrons notre soutien en retour.

• (1235)

**M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC):** Monsieur le Président, la semaine dernière, alors que je revenais à Ottawa, j'ai écouté une entrevue à la radio qu'a accordée le maire de Cold Lake, dans le Nord de l'Alberta, où sont formés les pilotes de chasse. J'ai trouvé intéressants ses commentaires plutôt réservés selon lesquels il était heureux que les pilotes de chasse rentrent à la maison et que ceux-ci sont toujours heureux de retrouver leur famille. Les familles des pilotes ont l'impression que ces derniers n'accompliront plus le travail pour lequel ils ont été formés. Les pilotes ont été formés pour combattre lorsqu'il y a lieu de le faire. J'ai eu l'impression que toute la collectivité ressentait une certaine perte du fait que les pilotes de chasse se verraient enlever leurs responsabilités.

Je me demande souvent ce qui peut motiver les nouveaux pilotes suivant le programme de formation. Comment le gouvernement

encouragera-t-il de nouvelles recrues à devenir pilotes de chasse, parmi les meilleurs dans le monde, si elles n'ont jamais l'occasion de participer à des missions comme celles en Irak et en Syrie?

**Mme Yasmin Ratansi:** Monsieur le Président, je comprends les préoccupations des pilotes. Je suis moi-même comptable et, dans ma profession, il n'est pas seulement question de débits et de crédits, car il faut également effectuer une évaluation plus large de l'entreprise. De même, puisque j'ai moi-même été à Cold Lake, je sais que les pilotes font autre chose que bombarder les gens.

Comme la députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke l'a dit, les bombes ne règlent pas les problèmes. En fait, des civils pourraient être bombardés et cela envenimerait les choses. Il serait préférable que l'entraînement des pilotes soit mis à contribution dans la formation des forces irakiennes. Après tout, nous ne pouvons rester à l'étranger éternellement.

Il faut les former et c'est d'ailleurs pourquoi il faut réorienter la mission. Il revient aux Irakiens d'assurer la mission, car ils connaissent la culture, la langue et la pensée stratégique qui règnent là-bas. Il est essentiel de leur donner une formation.

**M. Kennedy Stewart (Burnaby-Sud, NDP):** Monsieur le Président, j'ai écouté l'allocution de la députée avec grand intérêt. Le secrétaire parlementaire nous a invités tout à l'heure à repenser notre décision de nous opposer à l'amendement à la motion et à la motion même. Je m'interroge sur ce que je devrais faire.

Pour commencer, je ne suis pas certain s'il s'agit ou non d'une mission de combat. L'autre jour, le premier ministre a comparé la mission aux Première et Deuxième Guerres mondiales. La députée vient de la comparer à d'autres missions de combat. Par contre, nous avons aussi entendu le ministre de la Défense nationale affirmer qu'il ne s'agit pas d'une mission de combat.

Cela me laisse perplexe. Je suis certain que les Canadiens se demandent quelle est la nature exacte de la mission. La députée pourrait-elle nous éclairer et nous dire s'il s'agit bel et bien d'une mission de combat?

**Mme Yasmin Ratansi:** Monsieur le Président, quand on parle de missions de combat, il ne s'agit pas uniquement de combats sur le terrain ou de combats dans les airs. Il est important de comprendre que la lutte contre le groupe État islamique sera menée par les forces irakiennes et syriennes. Nous devons donc les former.

Nous devons mettre à leur disposition des services de renseignement. Les forces irakiennes et syriennes sur le terrain ne possèdent pas encore les capacités nécessaires. Nous devons les former, et nous devons leur fournir les renseignements dont elles ont besoin pour que les opérations puissent être menées efficacement.

Quant à savoir s'il s'agit d'une mission de combat, cela dépend de la façon dont on définit ce terme. Ce que je peux dire, c'est que la mission consiste en fait à former les soldats irakiens et syriens afin qu'ils puissent mener eux-mêmes leur propre bataille.

**Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC):** Monsieur le Président, la députée laisse-t-elle entendre que les frappes aériennes ne sont plus nécessaires et que nous ne laissons pas un vide en arrêtant d'y participer?

**Mme Yasmin Ratansi:** Monsieur le Président, je n'ai rien prétendu de tel. J'ai seulement dit que nous retirions nos CF-18.

J'ai répété ce que les Américains ont dit, à savoir que les bombes ne régleront pas le problème. Nos partenaires de la coalition ont recours aux frappes aériennes, et ils ont besoin que nous les aidions à former l'armée sur le terrain. C'est exactement ce que nous faisons.

*Initiatives ministérielles*

• (1240)

**M. Erin Weir (Regina—Lewvan, NPD):** Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec mon collègue de Burnaby-Sud.

Hier, comme tous les jeudis, une vigile pour la paix s'est tenue au centre-ville de Regina. Des militants ont distribué des dépliants de mise en garde contre une guerre sans fin en Irak et en Syrie. Certains de ces militants, comme Florence Stratton, sont catégoriquement non partisans. D'autres, comme Paul Gingrich et Stephen Moore, ont travaillé fort lors de ma campagne électorale, et je tiens à les remercier de leur soutien.

Qu'il se range du côté d'un parti politique ou non, le mouvement pacifiste de Regina et de partout dans le monde lance depuis des années des mises en garde contre une intervention occidentale malavisée au Moyen-Orient. Je crois que la Chambre devrait en tenir compte.

Certains des nouveaux députés qui occupent les strapontins à l'autre bout de la Chambre sont nés à peu près à l'époque où les Soviétiques sont allés combattre en Afghanistan, et comment ont réagi les Occidentaux? Nous avons commencé à financer et à armer les moudjahidines, ce qui a permis aux talibans de reprendre l'Afghanistan; cela a mené aux attaques terroristes du 11 septembre et nous a enfoncés dans une guerre prolongée en Afghanistan, dont les résultats ont été plus que mitigés.

Dans la foulée des attentats du 11 septembre, l'administration Bush a décidé d'envahir l'Irak sous le prétexte qu'il s'y trouvait des armes de destruction massive. Bien entendu, les conservateurs réclamaient à grands cris la participation du Canada à l'invasion. Bien que le premier ministre Chrétien ait finalement décidé de ne pas impliquer le Canada, n'oublions pas que Paul Martin et bien d'autres libéraux faisaient des pieds et des mains pour que le Canada participe à l'invasion. Je suis très fier du fait que seul le NPD, sous la direction de Jack Layton, se soit opposé de façon soutenue et crédible à cette guerre malavisée.

Qu'avons-nous accompli après tant d'années de mort et de destruction? L'Occident a confirmé la perception des djihadistes selon laquelle nous sommes des croisés qui voulons envahir les pays musulmans. Nous avons créé un vide politique en Irak que l'EIIS a comblé. Bon nombre des grandes quantités d'armes que nous avons envoyées en Irak sont tombées dans les mains de l'EIIS. Bon nombre des anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein que nous avons mis à pied commandent maintenant l'armée de l'EIIS.

Une situation semblable se développe maintenant en Syrie. L'Occident et ses monarchies alliées du Golfe ont décidé de financer et d'armer les rebelles luttant contre le président Assad, mais la plupart des groupes rebelles en Syrie sont des organisations djihadistes qui ressemblent passablement à l'EIIS. Il ne fallait donc pas s'étonner d'apprendre que bon nombre des armes et des sommes confiées à l'opposition syrienne se sont retrouvées dans les mains de l'EIIS.

Nous sommes maintenant aux prises avec une situation où l'EIIS contrôle de grandes parties de l'Irak et de la Syrie. Quelles solutions ont été proposées à la Chambre? Nous avons entendu des appels à davantage de bombardements. On a également proposé de donner plus d'armes aux Kurdes. Ce n'est pas comme si les choses pouvaient mal tourner.

Au moins, les conservateurs font preuve de constance et veulent toujours bombarder le Moyen-Orient. On dirait qu'ils espèrent que des gouvernements démocratiques renaîtront ainsi des cendres tel un phoenix, comme par magie. Toutefois, les libéraux ont fait campagne

contre les bombardements. Ils ont fait campagne contre le rôle de combat du Canada, mais ils ne sont pas capables de faire une promesse progressiste et de la tenir. Il faut qu'ils jouent sur les deux tableaux. Je crois que c'est dans leurs gènes de faire campagne à gauche puis de gouverner à droite.

Aujourd'hui, nous étudions une motion qui vise à remplir la promesse électorale de cesser les bombardements, mais qui envoie par la même occasion des troupes au sol. Le gouvernement ne le dira pas souvent en ces termes, mais j'ai trouvé intéressant d'entendre le ministre de la Défense nationale dire cela presque mot pour mot pendant la période des questions.

• (1245)

Les libéraux ne peuvent pas affirmer qu'ils mettent un terme à la mission militaire du Canada et ils refusent d'admettre qu'ils l'élargissent, alors ils disent qu'ils la « réorientent ». C'est un verbe que nous avons entendu dans la bouche du premier ministre et de l'intervenante précédente, la députée de Don Valley-Est. Or, le mot est drôlement choisi parce que la motion n'a absolument aucune orientation. En fait, je dirais même qu'elle n'est rien moins qu'orientée. Nous n'avons aucun objectif clair, aucun moyen de mesurer le degré de réussite et, bien sûr, aucune stratégie de retrait.

Qu'est-ce qu'il faudrait faire pour contrer le groupe État islamique? Premièrement, le Canada devrait employer la diplomatie pour tenter de négocier un règlement pacifique. Or, ce sera très difficile à faire si nous participons directement au combat.

Deuxièmement, le Canada devrait faire cesser l'approvisionnement en armes du Moyen-Orient. Une façon d'y arriver serait de signer le Traité sur le commerce des armes des Nations unies. Le plan du gouvernement d'armer les Kurdes risque fort d'aggraver la situation. Je crains également que les armes que nous allons peut-être vendre à l'Arabie saoudite finissent, en toute probabilité, par se retrouver dans les mauvaises mains.

Troisièmement, le Canada doit endiguer le flot de combattants étrangers au Moyen-Orient, ce qui implique une collaboration constructive avec la communauté musulmane et un programme rigoureux de déradicalisation.

Voilà des mesures concrètes que nous pouvons prendre pour contrer le groupe État islamique.

Je n'ai pas la panacée à tous les maux du Moyen-Orient, mais je crois fermement que nous devons cesser d'aggraver la situation. Par conséquent, je demande à la Chambre de voter contre la proposition d'amendement des conservateurs, de voter contre la motion des libéraux et de voter pour la paix.

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, c'est intéressant d'entendre le député essayer de déformer l'histoire, pour ne pas dire de la récrire. Les Canadiens étaient largement favorables à l'approche adoptée par le premier ministre Chrétien concernant l'Irak. L'histoire retiendra que le gouvernement libéral a refusé de participer à la guerre en Irak.

Le député cherche peut-être à faire croire que notre caucus est divisé. Je l'inviterais alors à obtenir de son propre caucus qu'il adopte une position uniforme dans divers dossiers avant de chercher à déformer ou à récrire l'histoire.

*Initiatives ministérielles*

Quand on regarde la motion libérale de près, on comprend tout de suite que les libéraux sont très différents des néo-démocrates. Ces derniers parlent beaucoup d'une stratégie de retrait de la mission. Or, leur stratégie à ce chapitre consiste à ne jamais prendre part à la mission. Ils n'ont pas compris que le Canada a un rôle moteur à jouer dans la lutte mondiale contre le terrorisme.

J'aimerais que le député réponde à une question bien précise. Le NPD estime-t-il que les Forces canadiennes ont le moindre rôle à jouer pour combattre le terrorisme où qu'il soit sur la planète? Si oui, lequel?

**M. Erin Weir:** Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député de Winnipeg-Nord: le premier ministre a effectivement empêché le Canada de prendre part à l'invasion de l'Irak, en 2003, et c'est tant mieux. Je comptais parmi les Canadiens qui appuyaient cette approche. Tout ce que j'ai dit, tout à l'heure, c'est que Paul Martin et divers autres libéraux réclamaient que le Canada prenne part à l'invasion. Comme c'est souvent le cas, les libéraux n'arrivaient pas à se brancher. Disons que je suis loin de considérer qu'on a toujours pu compter sur eux pour être des défenseurs indéfectibles de la paix à la Chambre.

Le député de Winnipeg-Nord a aussi dit que la stratégie du NPD consiste à ne jamais prendre part à la mission. C'est tout à fait vrai. À notre avis, nous ne devrions pas intervenir à moins de pouvoir entrevoir clairement le succès et d'avoir une stratégie de retrait claire. Quoi qu'il en soit, en détournant ainsi le sujet, le député a — encore une fois — évité d'expliquer en quoi consiste la stratégie de retrait du gouvernement, ce qui me porte à croire qu'il n'en a pas, point.

Oui, le NPD est tout à fait favorable à l'idée d'avoir recours aux forces armées pour défendre notre pays contre le terrorisme et les autres dangers qui planent sur lui, mais nous sommes convaincus que ce n'est pas en larguant davantage de bombes ou en intensifiant notre intervention militaire en Irak ou en Syrie que nous y parviendrons.

• (1250)

[Français]

**M. Bernard Généreux (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, PCC):** Monsieur le Président, ce matin, j'ai posé une question à mon collègue qui a fait un discours très important sur cette sérieuse question. Je lui demandais, après les rencontres qu'il avait eues avec ses collègues de l'OTAN dans les dernières semaines, quelle était la perception de nos alliés, à l'international, concernant cette importante question. Sa réponse a été de dire que nos alliés sont très déçus de la position du Canada et du gouvernement actuel par rapport à notre intervention et au retrait des CF-18.

Comment mon collègue interprète-t-il le fait que l'ensemble de nos partenaires trouvent que nous ne participons pas assez dans le cadre de notre intervention?

**M. Erin Weir:** Monsieur le Président, le fait que nos alliés ont différentes positions sur cet enjeu est correct. Je trouve que les conservateurs aiment trouver des exemples où nos alliés sont critiques quant à notre position. Parfois les libéraux trouvent des citations de nos alliés disant que le gouvernement fait quelque chose de bien.

Je pense que ce n'est pas vraiment une réelle évaluation. Nous devons vraiment déterminer ce qui va fonctionner au Moyen-Orient pour obtenir la paix. C'est le but de mon discours.

[Traduction]

**M. Kennedy Stewart (Burnaby-Sud, NPD):** Monsieur le Président, c'est un grand privilège pour moi d'intervenir sur cette question aujourd'hui, ainsi que de me trouver de nouveau à la Chambre.

Comme il s'agit de mon premier discours, j'aimerais d'abord remercier les gens de ma circonscription, Burnaby-Sud, de m'avoir élu une deuxième fois. La campagne a été chaudement disputée, et je suis heureux d'être de retour à la Chambre pour servir mes concitoyens.

Burnaby se trouve au coeur de mes travaux parlementaires et occupe une place importante dans ce débat. Plus de 100 langues sont parlées à Burnaby. C'est probablement l'un des endroits les plus diversifiés au monde — à tout le moins au Canada. Chaque semaine, je rencontre des gens originaires des quatre coins de la planète. Burnaby compte un très grand nombre de réfugiés. La motion à l'étude aujourd'hui parle notamment des réfugiés, un enjeu qui représente un élément important de notre travail au Parlement. Nous devons veiller à ce que les réfugiés soient pris en charge convenablement.

Nous devons représenter fidèlement les vues des Canadiens, et le présent débat s'inscrit tout à fait dans ce contexte. La plupart des Canadiens — et je dirais aussi la plupart des résidents de ma circonscription — estiment que la paix est un élément essentiel de notre politique étrangère et qu'elle devrait d'ailleurs en être le moteur principal. C'est pourquoi le débat d'aujourd'hui est tellement important pour nous.

Nous savons ce que pensent les conservateurs de notre place dans le monde parce qu'ils ont été au pouvoir pendant 10 ans. Le présent débat vise à définir ce que le nouveau gouvernement fera pour le Canada et la façon dont nous nous présenterons au monde. Le monde saura quelle est la nouvelle position du Canada et ce qu'il doit penser de nous d'après les décisions que nous prenons à propos de cette mission. Les néo-démocrates espèrent que le nouveau gouvernement sera l'un des principaux contributeurs à la paix dans le monde et qu'il nous permettra de retrouver notre rôle.

Le premier ministre a dit que le Canada est de retour, mais il ne l'est pas encore. Nous ne sommes pas revenus à l'époque des anciens libéraux comme le lauréat du prix Nobel de la paix Lester Pearson, qui avait la réputation de ramener la paix dans le monde. Nous n'en sommes pas encore là. Nous n'en sommes plus au point où nous étions avec le gouvernement précédent, mais nous ne sommes pas encore redevenus un catalyseur de la paix dans le monde.

Le secrétaire parlementaire nous a lancé une invitation intéressante. Il nous a demandé de réexaminer cette motion. J'ai étudié l'amendement conservateur et la motion libérale, et les deux ont des éléments qui méritent d'être pris en considération. La motion du gouvernement demande à la Chambre d'élargir notre mission en Irak et d'envoyer plus de militaires sur le terrain. Le deuxième élément de la motion demande le retrait des CF-18 et le troisième, des investissements accrus en matière d'aide humanitaire. Si je comprends bien l'amendement conservateur, il demande de revenir sur la décision de retirer les CF-18, puis de limiter le secours humanitaire.

*Initiatives ministérielles*

C'est véritablement de cela que nous débattons ici. Nous cherchons à déterminer si nous devons modifier la proposition libérale au moyen de l'amendement conservateur. J'ai examiné la question et je pense que nous pouvons rejeter l'amendement conservateur à la motion sans crainte de nous tromper. Nous n'étions pas d'accord avec l'envoi des avions de toute façon, et nous ne voulons vraiment pas qu'ils retournent là-bas.

Il est décevant que le ministre n'ait pas attendu que la Chambre se prononce avant de prendre cette décision. Cette question a d'ailleurs été soulevée pendant la période des questions. On nous avait promis un débat et un vote, mais il semble que la décision ait déjà été prise. Moi qui essaie de défendre les institutions du Parlement, j'estime que ce n'est pas ainsi que les choses devraient fonctionner. Le ministre aurait dû étudier les deux côtés de la médaille et attendre les résultats du vote à la Chambre avant de prendre sa décision. Il n'est peut-être pas encore habitué à la façon dont les choses sont censées se passer ici et c'est ce qui explique qu'il ait fait cette erreur de débutant.

En ce qui concerne la teneur de la motion principale, le présent débat tourne principalement autour du déploiement d'un plus grand nombre de soldats sur le terrain dans le cadre d'une mission élargie, mais je semble incapable d'obtenir une réponse directe à mes questions. Les députés d'en face donnent des exemples de guerres où nous avons fait front commun avec d'autres pays, mais il s'agit de combats, de situations où nous tirons sur l'ennemi et où l'ennemi fait feu sur nous. Il s'agit ici de tuer et d'être tué, d'une mission de combat. On ne sait pas précisément comment le gouvernement envisage cette mission. Il est notamment question de former des gens et de tracer des cibles qui serviront lors d'autres frappes aériennes. Il semble s'agir d'incursions en territoire ennemi qui mettraient les soldats canadiens en danger.

• (1255)

Bien sûr, s'ils sont la cible de tirs, ils riposteront. Voilà pour moi ce qu'est le combat, sinon il n'y aurait de tirs contre personne. Ce n'est vraiment pas très clair. Le gouvernement doit fournir des éclaircissements. Au fur et à mesure que se poursuit le débat, j'espère que nous obtiendrons des éclaircissements quant à savoir s'il s'agit ou non d'une mission de combat. Il est essentiel qu'on le sache pour être en mesure de décider si nous devons changer d'avis et envisager une approche différente relativement à la motion.

J'estime que le retrait des avions CF-18 est une bonne idée. Ils n'auraient même pas dû être envoyés là-bas du tout.

Accroître l'aide humanitaire constitue une proposition clé. J'espère que, si les libéraux décident de rapatrier toutes les troupes qui sont actuellement dans cette région, ils envisageront de fournir une aide humanitaire, car la paix n'est possible que si les pays riches comme le nôtre font des investissements dans les régions agitées et viennent en aide aux personnes habitant dans ces régions.

Dans l'ensemble, je n'ai rien entendu qui me convaincrait que c'est une bonne chose à faire, qu'il s'agisse de la motion des conservateurs ou de la motion principale des libéraux.

Il est beaucoup question de l'Irak. Je crois que les libéraux ont raison d'être fiers de la décision de M. Chrétien dans les années 1990 de ne pas suivre les États-Unis et le Royaume-Uni pour combattre en Irak. Cependant, peu après, les Canadiens ont consacré beaucoup d'efforts, d'argent et de capital humain en Afghanistan. Beaucoup d'entre nous avons perçu cela comme une technique de diversion. Nous n'allons pas en Irak, ce qui vaut aux libéraux des félicitations et renforce l'idée que le Canada est un pays pacifique, puis les libéraux envoient des troupes en Afghanistan presque secrètement et cherchent à faire croire aux Canadiens que ces deux situations ne

sont pas vraiment liées. Je crains que cela ne se produise de nouveau, qu'ils retirent quelques avions de chasse, puis qu'ils augmentent énormément le nombre de troupes et les envoient en Irak. J'ai l'impression qu'il nous manque quelques éléments du récit.

Plus tôt aujourd'hui, j'ai posé une question au secrétaire parlementaire au sujet du nombre de morts. Il n'est pas facile de parler des gens qui meurent, mais nous devons avoir une estimation. Le ministre de la Défense a parlé d'un risque accru. Qui sont ceux qui courent un plus grand risque, et dans quelle mesure le risque est-il plus grand? Quel est le risque que je dois envisager en tant que parlementaire qui représente la population de Burnaby-Sud? Que je vote pour ou contre cette motion, je dois en rendre compte à mes électeurs. Si je leur disais que j'ai changé d'idée et voté en faveur de la motion, ils me demanderaient si je disposais de toute l'information nécessaire, ce à quoi je serais forcé de répondre par la négative. Je n'ai aucune information. Je ne sais pas en quoi consiste la stratégie de retrait. Je ne connais pas les limites de cette opération. Je ne sais pas s'il y aura beaucoup de morts ou aucun. J'ignore combien coûterait cette mission. Je sais que certains de ces détails doivent demeurer secrets, mais je crois que les libéraux pourraient donner plus d'information à ce sujet, et ils ne le font pas.

Enfin, cette motion ne propose pas d'offrir plus d'aide aux soldats qui reviennent au pays et aux anciens combattants. Mon épouse est enseignante dans un bon établissement d'enseignement: le collège Douglas. Bon nombre de soldats rentrés au pays suivent ses cours pour parfaire leur formation. Ils ont été traumatisés par ce qu'ils ont vu dans ces régions, et ils souffrent du trouble de stress post-traumatique, mais il y a très peu d'aide pour ces anciens combattants. J'aimerais voir dans les motions et les gestes posés par le gouvernement un engagement ferme à offrir plus d'aide aux soldats lorsqu'ils reviennent au pays. Si nous, les néo-démocrates, ne parvenons pas à empêcher les libéraux de commettre ce qui nous semble être une erreur, nous pouvons au moins exiger que l'on offre plus d'aide à ces soldats lorsqu'ils reviendront au pays.

Je vais donc voter contre cette motion, et, à moins que les députés d'en face proposent une approche très différente, je voterai contre l'amendement proposé par les conservateurs.

• (1300)

[Français]

**M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC):** Monsieur le Président, depuis le début de ce débat, on entend des gens dire que nous devrions être là et d'autres qui sont de l'avis contraire. De notre côté, nous pensons, et ce, depuis le début, que le Canada doit être présent.

Cependant, je retiens une chose: on a décidé d'envoyer les CF-18 parce qu'on ne voulait pas mettre à risque nos soldats. Maintenant, c'est cela qui va arriver. On va les mettre davantage à risque. Il faut toujours se souvenir des raisons pour lesquelles on a envoyé les CF-18. À ce moment-là, on revenait d'un autre épisode.

Selon le NPD, comment devrait-on combattre ce soi-disant État islamique si on ne peut rien faire et qu'on ne peut pas être là? Doit-on plutôt envoyer des fleurs à nos soldats?

Qu'est-ce que le NPD suggère au Parlement de faire pour combattre le groupe État islamique, qui compte des êtres barbares et sanguinaires qui tuent des femmes et des enfants sans vergogne? J'aimerais bien entendre une proposition concrète du NPD.

*Initiatives ministérielles*

[Traduction]

**M. Kennedy Stewart:** Monsieur le Président, à mon avis, dans le cadre d'un débat comme celui d'aujourd'hui, il n'est pas approprié que le député dise que nous devrions envoyer des fleurs là-bas. C'est un enjeu très important et il est question de personnes qui meurent. C'est pour cette raison que nous soulevons cet aspect. Nos préoccupations sont tout à fait légitimes. Selon nous, cette mission n'a pas été mûrement réfléchie, elle ne comporte pas de stratégie de retrait, et elle ne tient absolument pas compte du fait qu'il pourrait y avoir des décès.

Les conservateurs sont toujours prêts à accourir au moindre coup de sifflet et à participer aux opérations qui ont pour objectif de tuer des gens. Grand bien leur fasse; cependant, les néo-démocrates ne partagent pas leur vision des choses. Nous estimons que des lignes directrices et des paramètres clairs doivent être établis pour toute mission. Il est aussi très utile de recevoir des directives claires du Conseil de sécurité des Nations unies, mais ce n'est pas le cas dans la situation qui nous occupe.

Encore une fois, de côté-là de la Chambre, il y a des oiseaux de proie. Il y a toujours des oiseaux de proie. Cela dit, le NPD, lui, ne fonctionne pas de cette façon.

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais approfondir un peu le sujet pour que nous puissions préciser à quel moment le NPD estime qu'il est approprié de participer aux opérations.

Je pense que personne de ce côté-ci de la Chambre ne sera étonné de constater que le NPD votera contre la motion. Cela dit, le plus difficile, c'est d'essayer de comprendre le rôle que les Forces canadiennes devraient jouer dans la lutte contre le terrorisme, plus particulièrement à l'étranger, selon le NPD. Je me demande si le député pourrait expliquer le point de vue du NPD aux Canadiens. Dans quelles circonstances les députés du NPD accepteraient-ils d'avoir recours aux services des Forces canadiennes? Envisagent-ils cette possibilité?

Les membres des Forces canadiennes accomplissent un travail extraordinaire en notre nom, et nous leur en sommes très reconnaissants. Cela dit, dans quelles circonstances le NPD appuierait-il le recours aux Forces canadiennes en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme? Les Canadiens ont le droit de le savoir.

• (1305)

**M. Kennedy Stewart:** Monsieur le Président, ma famille a une longue histoire militaire. Aucun de mes ancêtres ne se déroberait à un combat, et surtout dans le cadre de guerres défensives comme la Première et la Seconde Guerre mondiale. Je crois que, dans de telles circonstances, le NPD accepterait certainement d'avoir recours aux forces armées.

Toutefois, c'est la responsabilité du gouvernement de nous convaincre qu'il s'agit d'une bonne mission, et il n'est pas parvenu à le faire. Il parle pour ne rien dire.

Durant tout le débat, les libéraux n'ont jamais employé le terme « maintien de la paix ». Il en a été question un tout petit peu durant la campagne, mais je n'entends rien à ce sujet venant des députés de ce côté. Le Canada était autrefois considéré comme le gardien de la paix dans le monde, ce qui était pour lui une source de fierté et de joie. C'était vers nous que les autres se tournaient lorsqu'ils voulaient régler des conflits. Les députés de ce côté restent silencieux sur cette question.

Je les entends parler de missions de combat et dire que nous devons forcer les gens à se soumettre. Ce n'est pas là l'image que je veux que le Canada projette, et mes concitoyens non plus. Je veux que les députés d'en face parlent davantage du maintien de la paix.

**Mme Karen McCrimmon (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, ministre associé de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country.

Je suis heureuse de prendre part au débat sur cette importante décision de recentrer l'approche du Canada à l'égard de la situation en Irak et en Syrie.

Il ne faut jamais perdre de vue notre objectif ultime: la paix et la stabilité dans la région ainsi que l'élimination du mouvement État islamique. Dans nos débats sur notre engagement actuel et futur, nous devons tenir compte de l'évolution du conflit, des étapes subséquentes de la mission, qui sont d'une importance cruciale, de toutes les formes que peut prendre la contribution des Forces armées canadiennes ainsi que des compétences et des ressources dont la coalition a le plus besoin.

Il est arrivé dans le passé qu'après les opérations militaires initiales, des extrémistes prennent le contrôle des régions dans certaines parties du globe, en partie parce qu'on avait peut-être sous-estimé l'importance des étapes subséquentes de la mission. Nous ne voulons pas répéter l'erreur. En assumant un rôle de chef de file alors que nous nous apprêtons à passer à l'étape suivante, nous allons préserver les gains réalisés par nos CF-18 et les autres forces aériennes ainsi que tout le travail déjà accompli.

[Français]

Le fait que des forces de sécurité locales bien équipées et bien entraînées sont essentielles au succès de cette nouvelle étape fait consensus au sein de la coalition.

Je tiens à souligner que nous demeurerons solidaires de nos alliés en leur fournissant la formation et les outils nécessaires pour leur succès sur le terrain. De plus, au-delà de notre engagement actuel, nous devons également faire en sorte que nos partenaires soient à l'avenir en mesure de maintenir la stabilité politique dans la région.

C'est pour cela que la semaine dernière, en consultation avec nos alliés et en phase avec les besoins de la mission, nous nous sommes engagés à tripler nos capacités d'entraînement, d'assistance et de soutien dans le Nord de l'Irak.

[Traduction]

Les Forces armées canadiennes entraînent depuis longtemps des forces locales.

Même s'il n'y a pas deux missions pareilles, on peut tirer des leçons des expériences passées.

De mai 2011 à mars 2014, des membres des Forces armées canadiennes ont participé à l'opération Attention, mission de formation menée aux abords de Kaboul, en Afghanistan. Ils ont fait un travail incroyable et inestimable, créant des centres d'entraînement de base pour les recrues et participant à l'entraînement de plus de 160 unités de la taille de bataillons. Des membres des Forces armées canadiennes ont également dispensé une formation spécialisée sur le terrain en premiers soins au combat, en signaux logistiques et en désignation de cibles.

*Initiatives ministérielles*

Toutefois, la mission a fait bien plus. Les conseils et l'aide que nous avons fournis ont contribué à rendre les forces afghanes autonomes de sorte qu'elles protègent maintenant leur propre souveraineté nationale.

Nous voyons maintenant le fruit de nos efforts soutenus de formation en Ukraine, dans le cadre de l'Opération Unifier, dans laquelle un contingent de 200 membres des Forces armées canadiennes dispense un entraînement militaire et aide les militaires ukrainiens à renforcer leur capacité. En étroite collaboration avec nos alliés, nous aidons le pays à maintenir sa souveraineté ainsi que la sécurité et la stabilité dans la région. Le Corps du génie royal canadien veille actuellement à transmettre aux forces ukrainiennes les compétences dont elles ont besoin pour empêcher les dévastations causées par les explosifs, y compris les explosifs et munitions et les mines non explosés.

Compte tenu de la nature des opérations récentes des forces armées ukrainiennes, leur personnel militaire doit oeuvrer en milieu urbain, ce qui nécessite des compétences que les Forces armées canadiennes ont apprises à maîtriser lorsqu'elles étaient en Afghanistan. Nous enseignons aussi aux forces ukrainiennes comment effectuer des fouilles efficaces pour trouver des armes, des munitions et des pièces utilisées pour fabriquer des engins explosifs improvisés pouvant être dissimulés ou camouflés. Ces compétences pratiques et tactiques augmenteront considérablement l'efficacité des forces armées ukrainiennes.

Dans les missions comme l'opération Attention et l'opération Unifier, les Forces armées canadiennes aident des pays à créer les conditions d'une paix, d'une stabilité et d'une prospérité durables dans des régions du monde en proie à des conflits. Nous sommes considérés comme des experts dans ce genre de mission.

Grâce au programme de formation conçu par les membres des Forces armées canadiennes, en concertation avec le Royaume-Uni et les États-Unis, les soldats ukrainiens acquièrent des compétences militaires avancées.

• (1310)

[Français]

Des membres des Forces armées canadiennes entraînent, conseillent et assistent les forces de sécurité irakiennes depuis septembre 2014. Le ministre de la Défense nationale a visité la région, en décembre, afin de passer du temps avec les troupes, d'évaluer la situation sur le terrain et de rencontrer des partenaires de la coalition.

Le voyage a permis au ministre de mieux comprendre les difficultés auxquelles font face ceux qui vivent dans la région, les défis que confrontent les Forces armées canadiennes, et ce qui est requis pour atteindre notre objectif final: la destruction du groupe État islamique et la stabilité de la région.

Le travail accompli par les Forces armées canadiennes est absolument essentiel. Sans leur engagement, les chances de succès à long terme seraient grandement diminuées. Nous sommes extrêmement fiers de leurs efforts et nous sommes de tout coeur avec elles. D'abord, nos troupes aident les forces de sécurité locales dans leur planification opérationnelle. Cela a mené à des opérations plus précises et augmente ainsi leur chance de succès. En outre, elles coordonnent leurs efforts avec divers commandements, afin d'identifier des pratiques qui permettront de mettre le groupe État islamique en échec, dans le cadre d'opérations menées au sol. Elles assistent également les forces de sécurité locales dans la mise en oeuvre d'un régime d'entraînement qui permettra d'implanter ces habiletés de combat. Nos mentors pourront alors développer des

programmes de perfectionnement qui s'appuieront sur les compétences déjà acquises. Les Forces armées canadiennes donnent aussi des conseils aux forces de sécurité locales sur la meilleure façon d'appliquer ces enseignements sur le champ de bataille.

[Traduction]

Nous enseignons aussi aux forces de sécurité irakiennes les rudiments du tir, le travail d'un peloton sur le terrain et le recours à un appui tactique avec des armes éloignées. Les forces de sécurité irakiennes peuvent ainsi tirer avec une précision et une efficacité accrues et toucher des cibles plus loin qu'auparavant. Le risque de pertes au combat et de dommages collatéraux se trouve réduit.

Les hommes et les femmes des Forces armées canadiennes actuellement déployés fournissent également de la formation sur les premiers soins au combat. Et ils enseignent aux forces de sécurité irakiennes comment détecter et éviter les engins explosifs improvisés, ce qui accroît la mobilité tactique de ces forces. Nous avons acquis beaucoup d'expérience en Afghanistan avec notre Force opérationnelle de lutte contre les dispositifs explosifs de circonstance, qui se spécialise dans le désamorçage des engins explosifs et le démantèlement des réseaux responsables du financement, de la fabrication et de l'installation des engins. Je suis heureuse de pouvoir dire à mes collègues que, selon les rapports des Forces armées canadiennes, les forces locales ont réussi à localiser et neutraliser plusieurs engins explosifs improvisés, ce qui leur a permis de sauver des dizaines, voire des centaines de vies.

Par ailleurs, les militaires canadiens sont tout à fait conscients de la nécessité de respecter la primauté du droit. Tous les programmes de formation qu'ils offrent reposent sur les principes du droit des conflits armés.

La réussite de notre mission en Irak dépendra de l'efficacité des forces locales sur le terrain, en collaboration avec nos partenaires en matière de sécurité. Nous sommes fiers des progrès réalisés à ce jour: les forces de sécurité locales sont manifestement mieux préparées qu'elles ne l'étaient au début de notre intervention, mais il reste encore beaucoup à faire. Les forces locales doivent maintenant combattre le groupe État islamique. Nous les soutenons, mais ce sont elles qui mènent le combat, un combat rendu plus efficace et plus efficace grâce aux militaires canadiens.

• (1315)

**Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC):** Monsieur le Président, c'est aujourd'hui un vendredi rouge, comme on le dit dans la vallée. Pendant la mission en Afghanistan, les épouses de deux militaires, Lisa Miller et Karen Boire, ont lancé une tradition qui a gagné l'ensemble du pays: le vendredi, on porte du rouge à la mémoire des soldats morts au combat en Afghanistan.

Comment la députée d'en face peut-elle prétendre représenter les familles militaires alors que le ministre a admis, aujourd'hui, avoir retiré les CF-18 avant d'avoir mis en place d'autres mesures de protection adéquates? La meilleure façon de prendre soin de la famille des militaires, c'est de voir à ce que leurs êtres chers rentrent sains et saufs au Canada.

**Mme Karen McCrimmon:** Monsieur le Président, je fais moi-même partie d'une famille militaire. Les discours creux conçus pour marquer des points politiques aux dépens des familles militaires sont indignes de la Chambre. Ils sont absolument inacceptables.

Je dois admettre que l'élégant tailleur gris que je porte habituellement avec mon chemisier rouge a été taché hier. Je ne pouvais donc pas le porter ce matin. C'est la vie.

*Initiatives ministérielles*

J'ai été en Afghanistan. J'ai sillonné le ciel et les routes de l'Afghanistan. Je sais ce qu'il faut pour assurer la réussite d'une mission comme celle-là. La coalition a besoin du leadership du Canada pendant ces nouvelles phases; elle en a besoin pour maintenir tout ce qui a été acquis et gagné jusqu'à maintenant.

Voilà le rôle du Canada. Voilà le genre de leadership dont la coalition a besoin. Nous déployons les efforts voulus pour l'exercer.

**M. Kennedy Stewart (Burnaby-Sud, NPD):** Monsieur le Président, j'ai écouté le débat toute la journée en essayant de cerner le but ultime de la mission. Je pense l'avoir trouvé. Le but est d'éradiquer.

C'est le mot que les députés d'en face ont utilisé. Éradiquer, cela ressemble à exterminer. Est-ce le but ultime de cette mission, éradiquer le groupe État islamique, le faire complètement disparaître?

**Mme Karen McCrimmon:** Monsieur le Président, nous voulons l'éradication de toutes les atrocités perpétrées par les membres du groupe État islamique. C'est ce qui doit se produire.

Si nous leur laissons un territoire où ils pourront contrôler la vie des gens qui l'habitent, ils risquent fort de revenir et de recommencer le combat.

Nous savons que ces gens ne lâcheront pas prise facilement, et nous ne devrions pas le faire non plus. Ce ne sera pas un combat facile. Il durera un certain temps, mais notre contribution sera utile. Si nous ne combattons pas et n'éradiquons pas ce genre d'idéologie, celle que répand le groupe État islamique, nous ne pourrons pas créer la stabilité à long terme et la paix que nous souhaitons dans la région.

• (1320)

**Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC):** Monsieur le Président, nous avons souvent dit que nous appuyons les efforts humanitaires et les efforts sur le terrain dont parle le gouvernement. Nous les appuyons.

Toutefois, je n'ai encore entendu personne dire que ces missions aériennes ne sont plus nécessaires. Les alliés ont-ils affirmé disposer de suffisamment de ressources et pouvoir se passer des nôtres?

Ce que nous oublions, et je n'ai entendu aucune bonne explication à ce sujet, c'est le rôle encore essentiel des frappes aériennes. Comment la secrétaire parlementaire peut-elle justifier le fait que nous nous désengageons de la mission de combat à un moment où notre aide est peut-être la plus nécessaire?

**Mme Karen McCrimmon:** Monsieur le Président, j'ai travaillé au quartier général des forces aériennes de l'OTAN, en Allemagne, durant quatre ans. Je suis donc bien placée pour apprécier les forces de la coalition. J'en comprends aussi les capacités et les moyens.

Je comprends en outre ce pour quoi le Canada est reconnu. Nos F-18, notre force de frappe aérienne, oui, tous reconnaissent qu'ils sont la crème de la crème, mais notre capacité d'aller sur le terrain, de former les soldats et de favoriser la stabilité à long terme jouit elle aussi d'une forte reconnaissance.

Nous disons simplement que nous recentrons la mission parce que nous devons nous rendre sur place et protéger nos acquis. Et le seul moyen d'y parvenir, c'est d'être là pour former les forces de sécurité locales.

**Mme Pam Goldsmith-Jones (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, j'aurai le plaisir de parler des efforts diplomatiques que mène le Canada en Syrie, en Irak, en Jordanie et au Liban. Comme l'ont dit le premier ministre et divers autres membres du Cabinet, nous

abordons la lutte contre l'EIIL en mettant en oeuvre un plan global, intégré et succinct doublé d'efforts diplomatiques soutenus.

Nos efforts diplomatiques s'ajoutent à nos efforts militaires ainsi qu'à l'aide humanitaire et au développement dans la région. Notre stratégie globale contribuera à la sécurité et à la stabilité de toute la région, en Irak et au-delà. Notre stratégie intégrée mettra à profit les ressources et l'expérience de l'ensemble du gouvernement et de nos partenaires étrangers. Et en nous engageant sur plusieurs années, nous montrons que nous comprenons qu'il s'agit d'un conflit complexe qui risque de perdurer et nous nous donnons les moyens de trouver et d'appliquer des solutions à long terme.

La diplomatie est une oeuvre de longue haleine, tout comme notre stratégie d'engagement diplomatique qui vise à trouver des solutions politiques durables. Après tout, la crise actuelle en Syrie a commencé dans le cadre du printemps arabe, lorsque la population syrienne a lancé un appel à la liberté et à la dignité. Nous savons tous que ces gens ont besoin de notre aide. Ils ont besoin de notre soutien, tandis qu'ils s'efforcent de repousser l'EIIL et de se bâtir un avenir meilleur. Les habitants de la région ont besoin d'une aide non militaire. Ils ont besoin de notre leadership pour nouer le dialogue avec des acteurs clés dans la région afin d'appuyer les efforts de médiation et de réconciliation, ainsi que les négociations de paix. Ils ont besoin de notre aide pour renforcer la gestion locale des conflits et la gouvernance locale. Si nous ne faisons pas ces choses maintenant, nous ne pourrons pas vaincre le groupe État islamique à long terme. Le Canada est bien placé pour jouer un rôle diplomatique important. Nous avons acquis de l'expertise grâce à nos années de travail acharné dans les domaines des négociations de paix, des initiatives régionales de sécurité, des programmes de prévention des conflits, de la justice transitionnelle et de la réforme institutionnelle. La communauté internationale se réjouit de notre nouvelle approche.

En ce qui concerne nos efforts diplomatiques en Syrie et en Irak, il est très clair que la crise se poursuivra tant qu'on ne sera pas parvenu à un règlement politique plus large en Syrie, que l'Irak n'aura pas un gouvernement inclusif et que les capacités des forces irakiennes n'auront pas été renforcées. Tous les députés l'ont mentionné au cours de ce débat. C'est une question dont nous tenons compte pleinement dans notre approche parce qu'elle a été soulevée par tout le monde. Si nous ne poursuivons pas des efforts diplomatiques, les sources d'instabilité ne disparaîtront pas complètement et resurgiront, même si nous parvenons à vaincre l'EIIL. En Irak, nous collaborerons avec le gouvernement irakien pour veiller à ce que notre soutien reflète notre désir de respecter et de protéger l'intégrité territoriale du pays.

### *Initiatives ministérielles*

Le premier ministre irakien al-Abadi a hérité d'une série de problèmes complexes à sa nomination, il y a plus d'un an. Depuis, il a fait des progrès considérables sur le plan politique. Il a mis sur pied un gouvernement équilibré qui inclut les principaux groupes ethnoreligieux. Il a instauré des changements dans le secteur de la sécurité et a amélioré la collaboration et le recrutement des forces tribales sunnites dans la lutte contre le groupe État islamique. Il a aussi tendu la main aux dirigeants du gouvernement régional du Kurdistan et a pris des mesures afin de dissiper les tensions de longue date entourant le partage des revenus et l'exportation de pétrole. Plus récemment, il a entrepris un ambitieux programme de réforme visant à éradiquer la corruption et améliorer la prestation des services de base. Malgré les progrès réalisés sur le plan politique, d'importants défis demeurent. Évidemment, des années de discorde et de méfiance mutuelle ne s'effacent pas facilement. Le Parlement irakien est toujours très polarisé, ce qui ralentit le rythme de la réforme et nuit à l'avancement de projets de loi clés.

La fragilité intérieure de l'Irak est exacerbée par le conflit en Syrie, un pays voisin. La Syrie a besoin elle aussi d'une solution politique à long terme, pleinement endossée et appuyée par la communauté internationale. Autrement, il sera impossible de créer les conditions qui permettront au peuple syrien de résister à l'extrémisme. À cette fin, le Canada demeurera un partenaire fidèle des Nations unies et du groupe de soutien international à la Syrie dans les efforts déployés de manière continue pour arriver à une solution. Nous pressons tous les partis de prendre les mesures nécessaires pour que soit possible un retour à la table de négociation, afin de sauver des vies et promouvoir la paix. Nous n'abandonnerons pas la Syrie à son sort.

Les conflits en Syrie et en Irak continuent d'ébranler les pays avoisinants, qui sont cruciaux pour assurer la stabilité de la région. La Jordanie et le Liban sont parmi les pays les plus touchés par la crise syrienne. Avec la Turquie, ils ont accueilli des millions de réfugiés et des milliers d'autres se présentent tous les jours à leurs frontières afin d'échapper à l'horreur.

● (1325)

C'est la plus grande crise humanitaire depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le Liban et la Jordanie croulent sous le poids d'un lourd fardeau. Le Liban accueille présentement plus d'un million de réfugiés syriens alors que sa population dépasse à peine les quatre millions. Ainsi, le Liban affiche le plus haut taux de réfugiés par habitant au monde. Ce flot sans précédent de réfugiés menace la stabilité du Liban et de ses institutions.

Les tensions dans les communautés d'accueil adjacentes sont élevées, puisque les gens sont soumis à la pression d'une grande compétition pour des services sous-financés et au stress dû à la rareté des emplois. Les Jordaniens et les Libanais ont besoin de l'appui de la communauté internationale. Ces pressions continues menacent d'accroître les divisions au Liban, ce qui risque de nuire à l'équilibre politique et social fragile qui permet à peine au pays de rester debout.

L'afflux de réfugiés nuit également à la capacité de la Jordanie de répondre aux attentes de sa propre population, ce qui alimente une marginalisation socio-économique et politique qui peut mener les personnes vers l'extrémisme. Les pays comme la Jordanie et le Liban ont besoin d'un appui soutenu. Leur capacité à supporter les pressions de la crise en Syrie est essentielle à la stabilité globale de la région.

Le récent élan de générosité des Canadiens à l'égard des réfugiés découle de leur désir de poser des gestes concrets; comme de fait, des particuliers, des familles, des associations et des collectivités entières dans l'ensemble du pays ont mis la main à la pâte. Le

gouvernement contribue à l'effort dans le cadre de ses initiatives régionales concertées visant à renforcer la résilience économique, sociale et politique en Jordanie et au Liban. Nous encouragerons les dirigeants politiques de ces pays à être disposés à faire des concessions dans l'intérêt de la stabilité future.

Seul un effort diplomatique soutenu donnera lieu aux solutions politiques réalistes et durables nécessaires qui aideront la Syrie et l'Irak à remporter les extraordinaires défis auxquels ils sont confrontés. Appuyés par les efforts diplomatiques du Canada et de nos alliés internationaux, les dirigeants de la région pourront favoriser la stabilité régionale s'ils demeurent modérés et tolérants. La diplomatie est un domaine dans lequel le Canada se distingue, et l'engagement diplomatique canadien complètera l'intervention de la coalition.

Le Canada est l'un des principaux fournisseurs d'aide humanitaire dans la crise. Nous sommes en tête de file parmi les pays donateurs, au chapitre de la contribution particulière au renforcement de la résilience dans la région. Le Canada a donné l'exemple en accueillant 25 000 réfugiés syriens. Nous avons démontré qu'il est possible d'accueillir autant de réfugiés efficacement sans compromettre ni notre sécurité, ni nos valeurs. Et, ce faisant, nous avons renforcé le rôle du Canada dans le monde.

La chaleur et la générosité des Canadiens ne sont pas passées inaperçues aux yeux des Syriens, ni à ceux de nos partenaires de cette opération en Turquie, en Jordanie et au Liban. La grande communauté internationale reconnaît la compassion et la contribution du Canada.

En conclusion, notre stratégie tient compte de la portée et de la complexité de la crise. Elle tient compte de la nécessité de renforcer la capacité de l'Irak et de venir en aide à la Jordanie et au Liban. Elle tient compte du rôle que le Canada doit jouer dans cet effort et elle renforce notre contribution au sein de la coalition. La diplomatie est un élément fondamental de notre plan de lutte global contre l'EIIS; c'est avec plaisir que j'en discute avec les députés.

● (1330)

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Monsieur le Président, je remercie la secrétaire parlementaire de son intervention. Comme elle le sait, nous appuyons les éléments de la mission qui portent sur l'accroissement de l'aide humanitaire. Cela fait suite à ce que l'ancien gouvernement conservateur avait entrepris pendant la dernière législature, c'est-à-dire venir en aide aux personnes les plus démunies: les déplacés et les réfugiés. Il s'agissait également de fournir des possibilités d'éducation, des abris, des vêtements et de la nourriture à la population locale, ainsi que de collaborer avec les agences qui font un travail remarquable dans la région.

Nous sommes préoccupés par certains commentaires de la ministre du Développement international quant à la possibilité que des fonds destinés à l'aide humanitaire aboutissent dans les mains de terroristes. Loin de moi l'idée de faire de la discrimination sur les cibles de l'aide humanitaire, mais je ne pense pas que les Canadiens accepteraient que l'argent de leurs impôts destiné à l'aide humanitaire soit versé à des agences qui, à leur tour, l'achemineraient à des terroristes du groupe État islamique, au Hezbollah ou au Hamas. Nous savons que le Croissant-Rouge arabe syrien a encaissé des fonds d'aide humanitaire et généré des profits pour aider le régime Assad à poursuivre la guerre civile en bombardant, en empoisonnant et en tuant ses propres citoyens.

*Initiatives ministérielles*

J'aimerais que le gouvernement m'assure que cela ne se produira pas. J'aimerais que les libéraux reviennent sur leur position, qui consiste à dire qu'ils ne feront pas de discrimination et qu'ils ne tenteront pas de dicter la façon dont les fonds canadiens seront dépensés pour l'aide humanitaire. J'aimerais qu'ils s'assurent de fournir de l'aide humanitaire uniquement aux personnes les plus démunies, celles qui ont été déplacées et qui sont persécutées par le groupe État islamique et les autres groupes terroristes qui sévissent dans la région.

**Mme Pam Goldsmith-Jones:** Monsieur le Président, je remercie le député de m'avoir écoutée attentivement. C'est une excellente chose que les députés se mobilisent dans la lutte contre le groupe État islamique. Je confirme avec plaisir que nous affecterons les fonds nécessaires à l'aide humanitaire. Nous l'avons déjà dit à maintes reprises. C'est un dossier que nous suivrons de très près, surtout compte tenu des manifestations de soutien des Canadiens et de la confiance qu'ils nous accordent, à tous, dans la lutte contre le groupe État islamique.

**M. Wayne Stetski (Kootenay—Columbia, NPD):** Monsieur le Président, nous cherchons sincèrement à mieux comprendre la proposition du gouvernement afin d'aider les Canadiens à décider si c'est la bonne façon d'agir. J'ai donc trois questions à poser à ma collègue.

Premièrement, il est essentiel de couper l'approvisionnement en armes du groupe État islamique. Sans armes, ce groupe ne peut pas faire la guerre. Pourquoi le gouvernement libéral n'a-t-il toujours pas signé le Traité sur le commerce des armes des Nations unies?

Deuxièmement, quels sont les critères qui permettraient, selon la députée, d'évaluer le succès de la mission canadienne? Troisièmement, quelle est la stratégie de retrait du gouvernement?

**Mme Pam Goldsmith-Jones:** Monsieur le Président, nous sommes très heureux d'adhérer au Traité sur le commerce des armes des Nations unies. Il est dommage que le gouvernement précédent ne l'ait pas fait. Cependant, après avoir exercé une diligence raisonnable, nous allons sans faute nous joindre aux premiers signataires de cette entente.

La réussite de notre mission se mesurera en partie par notre capacité à travailler avec les 65 pays membres de la coalition afin d'apporter notre contribution. Je le répète, notre stratégie est une stratégie à long terme. Nous entreprenons un processus diplomatique qui, d'après nous, durera longtemps. Comme l'effort militaire a du succès, nous sommes sur le terrain pour reconstruire la société civile et faire du travail préparatoire près des zones de conflit afin qu'elle s'installe.

Quant à notre stratégie de retrait, je pense que nous allons peu à peu nous retirer de l'effort militaire et même de l'effort humanitaire, quand il y aura dans la région des démocraties stables et indépendantes qui fonctionnent. Le gouvernement a une vision à long terme dont nous nous approchons par la démarche intégrée que je viens de décrire.

• (1335)

**L'hon. Jason Kenney (Calgary Midnapore, PCC):** Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Cypress Hills—Grasslands.

Je suis heureux de prendre part à ce débat, notamment à titre d'ex-ministre de la Défense, et de remercier les membres des Forces armées canadiennes de la façon remarquable dont ils servent le pays et défendent la dignité de la personne contre un organisme terroriste génocidaire qu'il faut tout simplement éliminer.

[Français]

L'organisme Daech n'est pas un mouvement politique conventionnel; c'est un organisme qui essaie d'effacer de la Terre tous les peuples, y compris les plus anciens de la région du Moyen-Orient, qui ne partagent pas leurs idées ni leurs cultes de violence et de meurtre.

[Traduction]

C'est une secte sanguinaire qui veut anéantir tous ceux qui n'adhèrent pas à sa fausse théologie et à sa volonté de créer un califat et d'imposer à toute la région, voire au monde entier, dans son esprit tordu, une version particulièrement violente de la charia du VII<sup>e</sup> siècle.

Il est toujours important dans ce débat de se rappeler la nature de cette organisation. C'est là que le gouvernement libéral fait fausse route. Il suffit très simplement d'écouter attentivement les déclarations du très honorable premier ministre, de l'honorable ministre de la Défense nationale et d'autres députés libéraux pour constater leur incompréhension totale de la nature de la menace à laquelle nous sommes confrontés.

Nous avons entendu, ici, le ministre de la Défense avancer l'étrange idée selon laquelle la secte sanguinaire millénariste qu'est le groupe État islamique était d'une manière ou d'une autre le résultat des changements climatiques. Nous nous rappelons la déclaration du très honorable premier ministre après l'attentat de Boston, qui était motivé par le même genre d'idéologie et de haine. Il a laissé entendre qu'il devait y avoir des gens qui se sentaient exclus. Nous avons entendu des députés libéraux dire que Daech n'est qu'une manifestation, parmi d'autres, d'une réaction à la politique étrangère occidentale ou d'une distribution inégale de la richesse. Tous les motifs ainsi invoqués témoignent d'une incompréhension totale de la nature de la menace à laquelle nous sommes confrontés.

Soyons clairs. Daech ne cherche pas à atteindre un objectif politique classique. Il ne cherche pas à modifier la politique économique. Il n'est pas un reflet d'une conjoncture. C'est une secte sanguinaire motivée par une doctrine dystopique qui cherche à imposer un califat et à éliminer, de la manière la plus brutale qu'on puisse imaginer, tous ceux qui se dressent sur son chemin. C'est pour cette raison que nous, le monde civilisé, devons non pas nous opposer à cette menace, mais l'éliminer sans aucune pitié.

Voici le défi qui se pose. Tant et aussi longtemps que des recrues potentielles, souvent de jeunes hommes séduits par l'idée d'un califat, considèrent que Daech représente le camp victorieux, tant que Daech sera perçu comme la réalisation de cette prophétie coranique, de plus en plus de militants se joindront à lui. C'est pour cela que nous, le monde civilisé, devons prouver que Daech est le perdant, qu'il ne concrétise pas la prophétie d'un califat, mais qu'il s'agit plutôt d'un groupe de brutes meurtrières, et incompétentes par surcroît.

C'est en amoindrissant, en détruisant éventuellement l'organisation et, à long terme, ses organisations affiliées dans le monde, que nous pourrions endiguer le flot de nouvelles recrues et de nouvelles ressources énergétiques vers cette organisation et miner son prestige.

C'est pourquoi le gouvernement précédent, en consultation avec tous nos alliés — y compris la République souveraine d'Irak, les États-Unis et tous nos alliés traditionnels —, a décidé de mettre en place une stratégie à plusieurs volets pour contrer et finalement détruire Daech.

*Initiatives ministérielles*

• (1340)

[Français]

Je trouve un peu curieuse la suggestion du gouvernement actuel.

C'est la raison pour laquelle nous avons investi. Je trouve un peu curieuse la suggestion du gouvernement actuel voulant qu'il a inventé l'idée d'une stratégie contre Daech sur plusieurs plans, y compris entre autres le développement et la diplomatie.

C'est le précédent gouvernement conservateur qui était au cinquième rang des plus grands investisseurs au chapitre de l'aide humanitaire pour les victimes de Daech, en Irak et dans la région. C'est le précédent gouvernement qui a accueilli presque 25 000 réfugiés irakiens. Il faut dire que le gouvernement actuel a fermé la porte à ces réfugiés avec sa politique actuelle. C'est le précédent gouvernement qui a engagé tous les partenaires sur le plan diplomatique.

Moi-même, j'étais à Bagdad, avec l'ancien premier ministre, pour rencontrer le premier ministre irakien, al-Abadi. Nous étions là, à Erbil, au Nord de l'Irak, pour rencontrer Barzani et les dirigeants du gouvernement régional kurde. C'est la raison pour laquelle nous avons organisé le sommet des partenaires les plus importants dans la campagne militaire contre Daech, à Québec, l'année dernière. Je trouve dégueulasse que le Canada n'ait pas été inclus dans le même entretien cette année.

Cela veut dire que le précédent gouvernement conservateur a eu une politique à tous les niveaux: humanitaire, diplomatique, pour les réfugiés et également militaire. Ce sont tous nos partenaires qui ont exigé que le Canada contribue à la campagne aérienne. Je suis très fier, et nous devons tous être fiers des hommes et des femmes de l'Aviation royale canadienne qui ont exécuté plus de 2 000 sorties aériennes depuis le début de la mission et fait plus de 200 frappes.

[Traduction]

Les membres de l'Aviation royale canadienne ont atteint plus de 200 cibles de l'EIIS; ce faisant, ils ont affaibli l'organisation, détruit son équipement et réduit son effectif et sa capacité d'exterminer les innocents de la région. Exprimons-leur notre gratitude.

De son côté, le gouvernement invente sans cesse de nouvelles raisons souvent contradictoires et incohérentes pour justifier sa politique de retrait de la mission de combat. Soit dit en passant, il semble que le ministre de la Défense nationale et le premier ministre ne puissent même pas nous dire si la mission qu'ils proposent dans la motion constitue une mission de combat. Elle n'en est pas une, bien évidemment, comme l'a précisé hier le général Vance, le chef d'état-major de la Défense.

Soyons clairs. Leurs motivations sont simples, grossières et politiques. On se souvient des propos tristement célèbres tenus par l'actuel premier ministre, alors chef du troisième parti à la Chambre, lorsque le précédent gouvernement conservateur a proposé de participer à la campagne aérienne internationale contre Daech; il a dit que l'ancien premier ministre voulait « sortir nos CF-18 pour montrer à quel point ils sont gros ». C'était son constat puéril et immature de la question de sécurité la plus grave dont la Chambre était saisie depuis très longtemps.

C'était le fruit d'un calcul politique effectué dans le cadre d'un concours entre son parti et nos amis passifs du NPD pour savoir qui s'opposerait le plus à la mission. Il lui a valu les critiques de Michael Ignatieff et Bob Rae, deux anciens chefs du Parti libéral, et d'anciens ministres comme Ujjal Dosanjh, Jean Lapierre et bien d'autres encore qui comprenaient que le Parti libéral d'antan prônait un internationalisme responsable et ne serait jamais resté les bras croisés

alors que d'autres livrent un combat contre le mal, surtout lorsqu'il est de caractère génocidaire.

Le gouvernement affirme que la campagne aérienne ne suffira pas à vaincre Daech. C'est l'évidence même. La campagne au sol des Irakiens non plus ne suffira pas à vaincre Daech. Ces deux campagnes sont toutefois essentielles. Ce sont tous deux des éléments insuffisants à eux seuls mais nécessaires dans la campagne. C'est pour cette raison que nous nous opposerons à la motion. Le Canada devrait se munir d'une stratégie qui touche toutes les facettes, y compris le combat; la décision du gouvernement d'abandonner la lutte est contraire à nos valeurs et à nos traditions.

• (1345)

**M. David Graham (Laurentides—Labelle, Lib.):** Monsieur le Président, les conservateurs parlent abondamment de leur appui aux soldats, aux anciens combattants, aux guerres et aux combats. Or, en insistant sur cet aspect, les conservateurs ont tenté de détruire le maintien de la paix comme valeur canadienne. Je suppose que la paix n'est pas une bonne chose pour ceux qui préfèrent la guerre.

Cela dit, il est très important de vérifier une chose auprès du député, l'ancien ministre de la Défense. Si son leadership à la guerre est si grand, si sa vision de la guerre est si claire, pourquoi est-ce que, parmi les députés à la Chambre, les quatre anciens combattants qui ont servi sous lui en Afghanistan ont tous choisi de suivre son brillant leadership en se présentant contre lui en tant que libéraux?

Doute-t-il de la sagesse des militaires qu'il prétend écouter?

**L'hon. Jason Kenney:** Monsieur le Président, je félicite le député de son élection. Je ferai remarquer que je n'ai pas eu l'honneur d'être ministre de la Défense pendant notre mission en Afghanistan, une mission qui a été amorcée sous le gouvernement libéral de l'ancien premier ministre Paul Martin.

Puisque le député veut parler des militaires, je signalerai que, lorsque j'ai rendu visite aux effectifs de l'Aviation royale canadienne à nos deux bases au Koweït, les pilotes, le personnel au sol, les officiers subalternes et les officiers supérieurs ont tous dit qu'il s'agissait de la mission de leur vie, que c'était la raison même pour laquelle ils s'étaient enrôlés au sein de l'Aviation royale canadienne, que c'était pour cette raison qu'ils portaient l'uniforme canadien. C'était précisément pour combattre, au nom du Canada, une organisation génocidaire comme celle-ci.

Le député veut-il insinuer que le Parti conservateur préfère la guerre? Sérieusement? Croit-il vraiment que le maintien de la paix soit la réponse appropriée au terrorisme génocidaire de Daech? Cela en dit long sur la mentalité du Parti libéral de nos jours. Celui-ci ne partage pas la valeur de la dignité humaine que le Canada défend depuis toujours.

**Mme Sherry Romanado (Longueuil—Charles-LeMoine, Lib.):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit plus tôt à la Chambre, je suis mère de deux membres des Forces canadiennes. Ainsi, je comprends le rôle qu'ils ont décidé de jouer pour protéger notre pays. Je comprends que le Canada a un rôle à jouer dans la coalition, qu'il fait partie d'une équipe. Nous pouvons apporter notre contribution et c'est ce que nous faisons.

Pourquoi le député est-il si convaincu qu'il doit envoyer mes fils à la guerre?

*Initiatives ministérielles*

**L'hon. Jason Kenney:** Monsieur le Président, je félicite la députée pour son élection. Je tiens également à remercier ses fils de servir notre pays. Bien sûr, les hommes et les femmes qui se joignent à l'Aviation royale canadienne, à l'armée et à la Marine royale canadienne le font parce qu'ils veulent servir leur pays. Ils sont prêts à le faire lorsque les intérêts du Canada sont en jeu et lorsqu'ils sont déployés.

Toutefois, pour être franc, je trouve la question de la députée plutôt ambiguë parce que la politique du gouvernement qu'elle appuie, présentée dans la motion dont nous sommes saisis, augmente le risque pour le personnel militaire.

Il ne fait aucun doute, je crois, que la campagne aérienne présente un très faible risque. Il n'y a aucune menace aérienne à l'égard des opérations de l'Aviation royale canadienne et le gouvernement propose de maintenir la plupart des opérations aériennes, par l'entremise des ravitailleurs Polaris et de l'avion de reconnaissance Aurora. Toutefois, le gouvernement propose aussi d'accroître le nombre de soldats au sol, dans une région située près de la ligne de front, qui est évidemment très dangereuse.

Si la députée s'inquiète du risque associé à la participation du Canada à la lutte contre le groupe État islamique, je ne comprends pas pourquoi elle appuie la motion.

• (1350)

**M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC):** Monsieur le Président, je suis heureux d'être présent dans cette enceinte aujourd'hui. Ceux d'entre nous qui sont députés depuis un certain temps ont pu voir se succéder sous leurs yeux les chapitres du conflit. Certains d'entre nous se souviendront de 2003, au début de la guerre en Irak. Le conflit a commencé par le renversement de Saddam Hussein et s'est poursuivi en Irak pendant un certain temps. Il s'est presque transformé en guerre civile.

En 2005-2006, je crois, au moment où Nouri al-Maliki a été élu premier ministre du pays, un certain espoir est apparu. On croyait que des éléments parviendraient à instaurer la paix et bâtiraient des institutions destinées à très bien servir le peuple irakien.

Malheureusement, Nouri al-Maliki a choisi de diviser son peuple plutôt que de l'aider. La minorité sunnite s'est trouvée rapidement aliénée, et de nombreux problèmes qui sont encore présents aujourd'hui sont issus des activités du gouvernement al-Maliki et de son incapacité à rassembler les Irakiens. Cette crise s'est produite en outre à l'époque où l'aide dont avait besoin le gouvernement irakien et les renforts fournis par certaines forces étrangères en Irak ont été réduits.

Nous avons vu ce genre de conflits refaire surface en Irak. Par ailleurs, nous sommes tous au fait de la situation en Syrie, et nous savons que la famille Assad est à la tête de ce pays depuis de nombreuses années. Si ma mémoire est bonne, je pense que nous sommes tous conscients que ce gouvernement était considéré comme l'un des régimes voyous. Il était essentiellement comparable au régime de la Corée du Nord et à d'autres régimes qui étaient perçus comme étant favorables au terrorisme, mais aussi comme étant des gouvernements terroristes qui tenaient en otage, menaçaient et torturaient leur propre population, et qui affichaient l'un des pires bilans du monde sur le plan des droits de la personne.

En 2011, lorsque le soulèvement du printemps arabe a éclaté au Moyen-Orient, la Syrie en a également subi les effets. Le mouvement y a mis plus de temps à s'implanter que dans les autres pays, mais l'agitation s'est certainement étendue jusque dans cette région, et le régime est vite intervenu comme il le fait toujours, c'est-

à-dire avec une violente répression. Cette situation a essentiellement mené à une guerre civile.

Le conflit qui sévit en ce moment dans cette région découle en grande partie des affrontements du passé. Tout au long de cette période, différentes organisations se sont formées et regroupées dans la région. De 1999 à 2003, nous avons vu la formation d'un certain nombre d'organisations qui ont fini par se regrouper pour enfin créer ce qu'on appelle maintenant le groupe État islamique.

En 2013 et 2014, presque tout le monde s'est étonné de l'émergence soudaine et de la montée de cette organisation et de l'étendue du territoire dont elle a pu s'emparer.

En juillet 2013, je crois que le gouvernement syrien contrôlait environ 40 % du territoire et 60 % de la population du pays, mais deux ans plus tard, il ne contrôlait plus qu'une zone d'environ 30 000 kilomètres, soit à peine 16 % du territoire du pays. L'exemple porte sur la Syrie, mais la situation est semblable en Irak; le gouvernement a perdu une partie du territoire parce qu'il était incapable d'assurer la sécurité de ses habitants.

Nous sommes au courant de ce qui est arrivé à Mossoul, des massacres perpétrés par le groupe État islamique lorsqu'il est arrivé là-bas, en particulier contre les yézidis qui vivaient dans les monts Sinjar. Ils avaient leur propre religion, leur propre culture. Le groupe État islamique les a envahis, a assassiné autant d'hommes qu'il a pu en trouver et a pris en otage les femmes et les fillettes. Bon nombre d'entre elles sont devenues des esclaves sexuelles. Elles ont été échangées, achetées, vendues.

J'ai eu l'occasion de siéger au Comité des affaires étrangères au cours de la dernière législature et nous avons abordé cet aspect. Plusieurs de nos réunions ont porté sur la situation particulière des yézidis. Cela dit, beaucoup d'autres groupes minoritaires ont aussi été anéantis par le groupe État islamique lorsqu'il a traversé cette région.

Devant une telle situation, nous sommes devenus des partenaires au sein d'une coalition qui tente de repousser le groupe État islamique et qui a connu beaucoup de succès à cet égard tout récemment. Nous le constatons en voyant la superficie qui était auparavant occupée par le groupe et la superficie qu'il occupe à l'heure actuelle. Nous voyons qu'il a dû se replier. Ce n'est pas trop tôt.

Nous avons été très efficaces. Nous avons fait partie d'une coalition qui a entrepris ses activités en 2014, en marge d'une réunion de l'OTAN. Des pays ont uni leurs efforts et ont créé cette coalition. Le Canada était fier d'en faire partie. Nous avons apporté une contribution importante dans de nombreux domaines. En fait, notre contribution visait à peu près tous les domaines mentionnés dans la motion des libéraux dont nous sommes saisis aujourd'hui. Je vais en parler un peu plus tard, si j'ai le temps.

Nous avons connu beaucoup de succès pour ce qui est de l'utilisation de nos avions de chasse.

• (1355)

Le Canada contribue grandement à la coalition, et nos CF-18 ont joué un rôle important. D'après les renseignements que j'ai obtenus, nos avions ont fait près de 1 400 sorties, 800 vols et plus de 250 frappes aériennes, et détruit plus de 400 cibles liées au groupe État islamique.

*Initiatives ministérielles*

C'est un travail d'une grande importance, notamment parce que le groupe État islamique dépend fortement des revenus provenant du pétrole. Il a besoin de devises étrangères et doit pouvoir acheter et vendre ce pétrole. Le Canada a éliminé ces cibles. Nous avons réussi à déstabiliser ce canal d'approvisionnement, comme on l'a constaté récemment.

Il y a quelques jours, mon collègue a expliqué à la Chambre comment on avait finalement pu déstabiliser ce canal d'approvisionnement, ce qui pousse les combattants du groupe État islamique à quitter la région pour aller en Libye ou ailleurs. Le groupe État islamique n'a plus d'argent. Il a perdu sa source de revenus. Il ne peut plus payer ses combattants et commence à se désagréger. Je trouve regrettable que, dans ce contexte, le gouvernement libéral ait décidé qu'il était temps d'abandonner la partie. Le moment est vraiment mal choisi.

Pour ce qui est de la motion du gouvernement, ceux qui sont ici depuis un certain temps et comprennent la situation voient bien qu'il s'agit, en grande partie, d'un écran de fumée. Nous accomplissons déjà la plupart des tâches que proposent les libéraux.

La volonté de réorienter la mission est l'un des points au sujet desquels nous sommes totalement en désaccord avec le gouvernement. Lorsque je lis la motion, je ne vois pas une réorientation, mais plutôt un affaiblissement de la contribution militaire.

Ces derniers jours, nous avons discuté des raisons pour lesquelles le gouvernement semble prêt à augmenter le niveau de risque. La dernière question posée à la Chambre portait sur le risque que nous faisons courir à nos soldats. Pourquoi le gouvernement augmenterait-il ce risque? Il existe peut-être de bonnes raisons qui expliquent pourquoi c'est nécessaire si nous nous engageons dans une telle situation, mais pourquoi réduire nos capacités de combat au même moment? C'est insensé. Le gouvernement s'apprête à déployer des gens dans une situation dangereuse. Il semble incapable de répondre aux questions qu'on lui pose à la Chambre et de dire comment il s'y prendra pour protéger les troupes là-bas. C'est inacceptable. Cette réorientation n'en est pas une. Il s'agit d'un affaiblissement des capacités militaires qui mettra les troupes en danger.

La motion parle d'améliorer les conditions de vie des populations touchées par le conflit. Nous avons beaucoup contribué à cette discussion au cours des dernières années au sein du comité des affaires étrangères. Nous avons beaucoup discuté, notamment avec des groupes de réfugiés; nous leur avons demandé ce qu'ils voulaient, ce que nous pouvions faire pour les aider.

La quasi-totalité des témoins qui ont comparu devant le comité ces derniers mois nous ont dit qu'ils veulent rentrer dans leur village. Ils veulent la paix. Ils veulent revenir à la vie qu'ils avaient auparavant. Les yézidis, les chrétiens syriens, les Kurdes, tous voulaient qu'on règle la situation afin de pouvoir reprendre le cours normal de leur vie.

Il fallait bâtir des institutions solides. C'est encore un besoin dans la région. C'est l'une des raisons pour lesquelles beaucoup de gens de la région avaient grand espoir pour l'avenir lorsqu'a commencé le printemps arabe. Les institutions qui ont été mises en place à l'époque n'étaient cependant pas suffisamment solides et n'ont pas pu saisir les occasions qui se présentaient.

Nous parlons d'investir des sommes considérables pour l'aide humanitaire. C'est ce que nous avons fait dans le passé. Nous sommes fiers d'avoir pris cet engagement. Il y a un obstacle, toutefois. Pour acheminer l'aide humanitaire, la situation doit être stable. Nous avons entendu parler à maintes reprises des difficultés d'acheminer en toute sécurité de l'aide alimentaire, notamment. Nous

avons appris que l'aide alimentaire était détournée. Nous avons appris qu'en Syrie, tout particulièrement, le gouvernement prenait en charge l'aide alimentaire. Nul ne savait où cette aide était acheminée. Sans une forte présence militaire, sans les ressources militaires nécessaires, nous ne sommes même pas en mesure de garantir que l'aide humanitaire sera acheminée là où il faut.

C'est très bien que le gouvernement parle de tout cela, mais il faut comprendre qu'il n'aura pas la capacité de mettre en oeuvre les mesures qu'il propose.

Nous avons entendu les députés d'en face citer toutes sortes de raisons pour lesquelles cela s'est produit. Les changements climatiques ont été mentionnés. Le ministre de la Défense nationale a souligné qu'il s'agit d'une organisation criminelle et d'activités criminelles. En fait, pour lutter contre cette secte sanguinaire, comme l'a désignée mon collègue, nous devons disposer de la capacité militaire nécessaire et fournir une réponse militaire concrète. Nous devons faire partie d'une coalition qui est en mesure de le faire.

Je crains que nous ne fassions tout simplement pas notre travail. Nous ne mettons pas l'épaule à la roue. Nous l'avons fait dans le passé et nous devons le faire de nouveau. Le gouvernement libéral doit réfléchir à l'orientation qu'il a prise.

• (1400)

**M. Kennedy Stewart (Burnaby-Sud, NPD):** Monsieur le Président, j'ai eu beaucoup de plaisir à travailler avec mon collègue dans toutes sortes de comités, ici à Ottawa.

Nous venons d'entendre une chose assez extraordinaire de la part de la secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, il y a quelques minutes. À l'entendre, le seul objectif de la mission libérale consisterait à éradiquer l'EIIS. J'ai employé le mot « exterminer » et elle n'a pas tiqué. Force est donc de conclure que la mission libérale a l'éradication de l'EIIS comme but.

Le député conservateur pourrait-il me dire si son parti considère lui aussi que c'est le but poursuivi par la mission?

**M. David Anderson:** Monsieur le Président, nous devons nous débarrasser de l'EIIS. Nous devons lui faire quitter les lieux. L'idéologie qu'il prône ne s'estompera pas facilement.

J'ai dit tout à l'heure que le comité avait entendu des témoins qui sont venus nous parler de leur situation et nous dire qu'ils souhaitaient rentrer chez eux. Les gens qui vivent dans ces zones ravagées par la guerre espèrent que la paix et la quiétude reviendront afin qu'ils puissent reprendre leur vie, élever leurs enfants et retrouver les leurs. Or, tout cela demeurera impossible tant que l'idéologie de l'EIIS empoisonnera ce coin du globe.

L'un des moyens qui s'offre à nous consiste à lancer une grande offensive militaire. Le gouvernement veut affaiblir les efforts déjà entrepris, mais sans efforts militaires soutenus, il sera incapable de faire les autres choses qu'il dit vouloir faire, comme renforcer les institutions et fournir de l'aide humanitaire.

*Initiatives ministérielles*

**M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.):** Monsieur le Président, les députés d'en face continuent d'utiliser les mêmes formules-chocs, disant que nous affaiblissons nos efforts militaires ou que nous nous défilons. J'ai l'impression que, ce faisant, ils donnent une mauvaise image de la contribution canadienne, qui a toujours été et qui demeure remarquable. Ils laissent entendre qu'en rappelant nos chasseurs, nous ne pourrions plus contribuer activement à la coalition. C'est très inquiétant.

Le député d'en face pourrait-il nous expliquer ce qu'il voulait dire, exactement? Est-il en train de dire que la contribution actuelle du Canada et des autres pays ne vaut rien?

**M. David Anderson:** Monsieur le Président, c'est intéressant de voir la différence entre la réaction du gouvernement au cours des derniers mois et celle des autres gouvernements dans le monde, des gouvernements que nous considérons comme des alliés. Par exemple, après les attaques du 13 novembre à Paris, la France a jugé qu'il était important d'accroître les frappes aériennes. Les États-Unis ont intensifié leurs frappes aériennes contre le groupe État islamique à la suite des attaques contre Paris, Beyrouth, le Mali et San Bernardino. Ils sont également déterminés à investir davantage dans les forces sur le terrain. Le Royaume-Uni a récemment approuvé une motion pour accroître ses frappes aériennes.

Ainsi, tandis que nos partenaires comprennent ce besoin, le gouvernement libéral lui n'y comprend rien du tout. Il se retire plutôt que d'accroître sa participation.

**M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC):** Monsieur le Président, je veux revenir sur les propos tenus par le secrétaire parlementaire ce matin, qui a admis que les soldats au sol courraient un plus grand risque, et que ce risque ne serait qu'accentué si l'on augmentait leur nombre. Il ne semblait pas se soucier des conséquences de ce risque ni du nombre de décès qu'il pourrait entraîner. C'est comme si les libéraux ne se préoccupaient pas du tout de cela.

Je demande au député de ce côté-ci de la Chambre s'il se préoccupe de ce risque accru et ce qu'il pense de la situation.

**M. David Anderson:** Monsieur le Président, le risque sera accru à au moins deux égards.

Premièrement, le risque sera accru pour nos troupes. Hier, mon collègue a demandé au ministre s'il était prêt à assumer l'entière responsabilité du retrait de la protection dont nos militaires ont besoin.

Deuxièmement, le risque sera accru dans notre pays. Le groupe État islamique a clairement demandé que le Canada soit la cible d'attaques. Il veut mener des opérations sur notre territoire. Dieu merci, jusqu'ici, nous avons été en mesure de le repousser, et nous espérons qu'il continuera d'en être ainsi. J'aimerais poser une question au gouvernement. S'il ne croit pas que de telles menaces nécessitent une intervention militaire solide, que devrait-il se passer pour qu'il accepte de participer au combat?

• (1405)

**M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, c'est toujours un honneur et un privilège de prendre la parole à la Chambre au sujet des nombreux dossiers à l'étude. Il ne fait aucun doute que, lorsqu'il s'agit de risquer la vie des hommes et des femmes des Forces canadiennes, nous devons tous prendre la question très au sérieux et tenter autant que possible de contribuer à la discussion.

J'ai longuement écouté les députés de part et d'autre de la Chambre qui ont contribué au débat et, à bien des égards, nous devons convenir que nous ne sommes pas d'accord. Je crois que le gouvernement a des arguments forts.

J'ai servi dans les Forces canadiennes un peu plus de trois ans. Ce fut un grand privilège. Trois ans, c'est bien peu, comparativement aux années de service de certains collègues de mon caucus, qu'ils aient été général ou chef de régiment, déployés en Afghanistan ou ailleurs dans le monde. Le caucus libéral compte de nombreux anciens combattants et, comme je l'ai dit plus tôt, des mères de jeunes adultes enrôlés.

Dès qu'il est question de faire appel aux militaires pour une mission à l'étranger ou ici même au Canada, cela soulève énormément d'intérêt. Nous ne saurions dire à quel point nous sommes reconnaissants des sacrifices que font les militaires et leur famille.

J'aimerais faire plusieurs commentaires précis sur plusieurs questions, que les conservateurs doivent écouter. Ils semblent penser que, pour que le Canada soit engagé, il doit y avoir des CF-18 et que, sans CF-18, les Forces canadiennes n'apportent pas de contribution.

Je suis très fier de nos CF-18 et des nombreuses personnes qui les ont pilotés au fil des ans. Pour tout dire, j'ai servi à Edmonton, à Lancaster Park, qui était doté de la plus longue piste à l'époque, une piste de 14 000 pieds. J'étais aide-contrôleur de la circulation aérienne, autrement dit, je surveillais le décollage et l'atterrissage de CF-18. J'ai aussi eu l'occasion de rencontrer de nombreux pilotes. Il ne fait aucun doute que nos pilotes sont parmi les mieux formés dans le monde, mais nous avons aussi des techniciens et des ingénieurs, ainsi que du personnel occupant diverses fonctions dans les Forces canadiennes. Nous devrions être fiers de toutes ces personnes, sans exception, et de la contribution qu'elles fournissent lorsque le Canada participe à une mission.

Voici la différence entre le gouvernement libéral, le Parti conservateur et le Nouveau Parti démocratique. D'une part, les conservateurs affirment qu'il ne peut pas y avoir de participation des Forces armées canadiennes sans déploiement de CF-18. D'autre part, les néo-démocrates semblent penser que le Canada n'a aucun rôle à jouer dans la lutte contre le terrorisme ou, à tout le moins, contre le groupe État islamique. Cette position semble se dégager très clairement du débat.

Nous ne sommes pas d'accord avec ces deux partis, et les députés libéraux ne sont pas les seuls à ne pas être d'accord avec eux. Il vient d'y avoir des élections et, pendant la campagne électorale, le premier ministre a très clairement dit que, si les libéraux étaient portés au pouvoir, les CF-18 ne feraient plus partie des mesures prises par les Forces armées canadiennes pour combattre le groupe État islamique dans cette région. Nous avons très clairement dit que nous voulions lutter contre le terrorisme d'une autre façon, en prenant de meilleures mesures, selon ce que nos partenaires de la coalition nous ont proposé, voire demandé de faire.

*Initiatives ministérielles*

Les conservateurs ont dit que les libéraux n'avaient pas obtenu 50 % des voix plus une. C'est un fait, mais dans ce dossier, les libéraux, les néo-démocrates et les verts, qui représentent beaucoup plus que 50 % de la population, estiment que les CF-18 devraient être retirés du Moyen-Orient.

● (1410)

C'était un engagement qui figurait clairement dans notre plateforme électorale. L'un après l'autre, les conservateurs nous disent qu'il faut laisser nos CF-18 là-bas. Ce qu'ils nous demandent, c'est de rompre une promesse électorale. Pourtant, ils ne cessent de nous harceler au sujet de nos promesses électorales. Je leur rappelle à tous que c'était une promesse électorale et qu'elle était réfléchie.

J'étais ici et j'ai participé aux débats quand le gouvernement a décidé d'envoyer des CF-18 et mis en oeuvre sa stratégie de lutte contre l'État islamique. Quand les conservateurs ont fait cela, avant même que le débat ait lieu — le hasard le confirmera sûrement —, j'ai parlé de la communauté kurde que j'ai rencontrée à Winnipeg. Le point de vue qu'elle a exprimé sur la question était fort intéressant. Les bombardements jouent un rôle crucial, c'est vrai. Ce ne sont toutefois pas eux qui vont déterminer le dénouement de la situation et apporter la tranquillité. Ce sont les infrastructures sociales et les immobilisations, les bâtiments et tout le reste. Les personnes avec qui je me suis entretenu ont confirmé ce que beaucoup se font dire, non seulement au Canada, mais partout ailleurs: le Canada doit chercher d'autres manières d'apporter sa contribution et se demander si l'envoi de CF-18 est pour lui la façon la plus efficace d'intervenir.

Beaucoup s'attendent à ce que le Canada fasse preuve de leadership dans la lutte contre le terrorisme, et c'est ce qu'il fera. Le gouvernement libéral y veillera. Voyons ce que celui-ci fait concrètement. Son approche est très différente de celle du gouvernement conservateur qui l'a précédé. Nous estimons qu'il est temps de retirer les CF-18, mais cela ne signifie pas la fin des bombardements. Des partenaires de la coalition, qui sont nombreux à être très satisfaits du nouveau rôle du Canada dans la lutte contre le terrorisme, s'en chargeront.

Que fait le Canada concrètement? Nous triplons la taille de notre force de formation dans le Nord de l'Irak. C'est une augmentation considérable. Nous allons accroître nos ressources de collecte de renseignements, car le renseignement est tout à fait essentiel pour combattre le terrorisme, surtout dans cette région du monde. En fait, c'est essentiel dans le monde entier. Nous allons accorder plus d'importance à notre rôle diplomatique pour trouver une solution politique à la crise en Syrie en appuyant le processus de paix parrainé par l'ONU et en aidant le gouvernement irakien à promouvoir la réconciliation.

Plus précisément, nous allons accroître nos efforts visant à aider la Jordanie et le Liban à prévenir la propagation de l'extrémisme violent. Nous allons bonifier de plusieurs centaines de millions de dollars notre aide humanitaire, qui sera particulièrement axée sur les personnes vulnérables, notamment les enfants et les victimes de violence sexuelle et de violence fondée sur le sexe. Nous allons chercher à établir des partenariats à l'étranger afin d'aider les intervenants de la région à fournir des services sociaux de base, à maintenir et remettre en état les infrastructures publiques, à favoriser une croissance et une création d'emplois inclusives, et à promouvoir une gouvernance inclusive et responsable.

J'ai écouté ce que l'ancien ministre conservateur de la Défense a dit au sujet du groupe État islamique. Je ne remettrai pas en question bon nombre de ses observations à ce sujet, mais je me demande qui il essaie de bernier. Je pense qu'il n'y a personne à la Chambre qui

appuie le groupe État islamique. Nous voulons tous le voir disparaître. Ma collègue, la secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, a dit souhaiter l'éradication du groupe État islamique. Je pense que tous les Canadiens souhaiteraient son éradication. Nous sommes au courant de ses pratiques horribles et barbares. Personne n'y est favorable. Cependant, nous devons reconnaître qu'il y a parfois de meilleures façons de faire appel aux Forces canadiennes qui sont plus efficaces. Nous avons beaucoup à offrir.

● (1415)

La secrétaire parlementaire a aussi mentionné l'Ukraine en guise d'exemple. Des membres des Forces canadiennes et d'autres intervenants se trouvent en Ukraine à l'heure actuelle. Je les en remercie. Comme nous le savons, le président de l'Ukraine voulait aussi que le Canada apporte une contribution, et le gouvernement a accédé à cette demande en demandant l'aide des Forces armées canadiennes.

J'entends souvent parler du maintien de la paix. Il fut un temps où le Canada jouissait d'une excellente réputation partout dans le monde à cet égard, mais cette réputation a été grandement ternie par le gouvernement conservateur. Par contre, le gouvernement libéral actuel est aussi déterminé à faire en sorte que le Canada joue de nouveau un rôle de premier plan dans les opérations de maintien de la paix. Ne sous-estimons pas les Forces armées canadiennes en affirmant que si nos CF-18 ne participent pas aux combats, notre contribution est nulle.

Les membres des Forces armées canadiennes ne se laissent pas bernier. Ils travaillent en équipe. Les différentes divisions ne travaillent pas chacune de leur côté. Même si j'ai fait partie de la force régulière pendant trois ans, je ne suis jamais allé à l'étranger. Par contre, j'ai eu l'occasion à cette époque d'appuyer des missions à l'étranger. Tous les membres des Forces armées canadiennes forment une équipe, qui comprend même les membres de la famille des militaires. Tous apportent leur contribution pour que nos forces puissent intervenir de la manière la plus efficace qui soit dans les régions où elles se rendent. C'est ce qui est véritablement important.

Nous possédons l'expertise, les effectifs et les services de soutien nécessaires pour tripler notre contribution afin d'aider les autres forces à s'améliorer. Les autres membres de la coalition n'apportent peut-être pas les mêmes compétences ou la même expertise, alors pourquoi ne le ferions-nous pas?

Je suis d'avis que les bombardements sont importants et qu'ils continueront, mais qu'il n'est pas nécessaire que le Canada remplisse un rôle à ce chapitre. Nous avons considérablement bonifié notre contribution sur le plan non seulement des effectifs, mais aussi du financement, de l'équipement et des ressources du ministère, afin de rendre le monde plus sûr.

Le caucus libéral a conscience que, en ce qui concerne la paix mondiale, nous ne pouvons pas rester les bras croisés, sans rien faire, comme le prônent de nombreux néo-démocrates, qui ne pensent pas au-delà des frontières canadiennes. Nous sommes d'avis que le Canada a bel et bien un rôle à jouer à l'étranger. Nous allons combattre le terrorisme sans attendre qu'il se manifeste au Canada. Il y a d'autres choses que nous pouvons faire pour changer les choses et améliorer la sécurité chez nous. Là n'est pas notre seule motivation, par contre.

*Initiatives ministérielles*

La compassion et la sollicitude sont des valeurs chères aux Canadiens. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles nous augmentons considérablement l'aide humanitaire apportée à la région. Non seulement nous envoyons des ressources sur place, mais nous accueillons de nombreux réfugiés en accélérant le traitement de leurs demandes. Certains diraient que nous accélérons un peu trop le traitement de ces demandes et d'autres, que nous ne le faisons pas assez. Nous atteindrons, à tout le moins, les cibles que nous avions fixées durant la campagne électorale.

• (1420)

Nous avons dit que nous accueillerions 25 000 réfugiés, et je peux dire à la Chambre que le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, le ministre des Affaires étrangères, d'autres ministres et bien des députés du caucus libéral ont parlé du nombre de réfugiés venant au Canada.

Nous accueillons ces personnes parce que c'est la chose à faire, et que c'est ce que le Canada fait depuis une centaine d'années. Le 150<sup>e</sup> anniversaire de notre pays approche à grands pas, et je m'attends à ce qu'il y ait de merveilleuses célébrations. Cependant, quand nous parlons du patrimoine canadien et des valeurs nationales, nous pensons notamment aux députés qui sont venus au Canada comme réfugiés. La plupart des personnes ici sont issues d'une immigration plus ou moins lointaine. Nous sommes un pays très diversifié, qui comprend et apprécie le rôle que nous devons jouer.

Pour un pays relativement jeune, nous exerçons une influence considérable. Compte tenu de notre population, notre contribution aux événements internationaux est exceptionnelle. Je crois que nous devrions, dans la mesure du possible, encourager le gouvernement à continuer de faire preuve de leadership dans ce dossier.

Je suis très fier de ce qui s'est produit hier lors du débat sur les affaires étrangères et des remarques du ministre des Affaires étrangères sur la nécessité de sensibiliser la population. Le Canada pourrait en faire beaucoup plus.

En fin de compte, c'est une motion que les députés devraient appuyer. Par cette motion, nous voulons indiquer aux députés que la question dont nous débattons aujourd'hui sera de nouveau soumise à la Chambre. Elle sera remise à l'ordre du jour dans deux ans avec une nouvelle motion sur la contribution du Canada dans la région. Nous verrons à ce moment quelle orientation nous voudrions prendre.

Je remarque qu'en ce qui concerne la transparence et la reddition de comptes, les députés libéraux et ceux des autres partis devraient se sentir libres d'exprimer leur opinion sur les choix qui devraient être faits. Ils devraient se sentir libres non seulement lorsqu'ils interviennent officiellement à la Chambre, mais également aux comités permanents ou lors des discussions à bâtons rompus ayant lieu après la période des questions avec les autres ministres. Nous tenons absolument à bâtir un consensus dans ce dossier.

En fin de compte, je crois que tout le monde s'entend pour dire que le groupe État islamique constitue un problème dans le monde aujourd'hui. La plupart des gens conviennent que le Canada a un rôle à jouer. S'il y en a qui ont des idées, nous devrions les encourager à les exprimer. Nous devrions regarder ce que font nos partenaires de la coalition internationale et collaborer avec eux. Je suis certain que la coalition sera encore là à l'avenir pour veiller à ce que les pays de bonne volonté qui veulent mettre la main à la pâte puissent le faire de la manière la plus efficace qui soit.

J'aimerais conclure en revenant sur ce que j'ai dit en guise d'introduction, c'est-à-dire reconnaître le service phénoménal que les hommes et les femmes des Forces canadiennes ont rendu à notre pays au fil des ans et qu'ils continueront de rendre, quoi que la

Chambre leur demande. Cela dit, ne limitons pas les applaudissements et les remerciements à un petit groupe. Je crois que tous les membres des Forces canadiennes contribuent à la lutte contre le terrorisme. Quoique nous exigeons d'eux, les militaires répondront à l'appel de manière honorable et représenteront bien notre pays, j'en suis certain. Et, ce faisant, ils nous protégeront.

• (1425)

**M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC):** Monsieur le Président, j'écoute ce qui se dit et, parce que je viens justement du Liban, je comprends parfaitement le conflit qui fait rage au Moyen-Orient et la menace que fait peser l'EIIS sur cette région et sur le reste du monde. Le manque de vision de l'approche du gouvernement concernant la lutte contre l'EIIS et la manière dont notre pays peut faire sa part pour lutter contre l'EIIS aux côtés de la communauté mondiale me consterne et m'inquiète.

Avec tout le respect que je dois aux députés d'en face, je dois dire que leur raisonnement est plutôt faible. Il ne tient aucunement compte du contexte historique de la région, des conséquences sur le reste du monde ou des moyens d'action qui s'offrent à nous. Comment peut-on combattre l'EIIS? Au lieu de mettre nos CF-18 à contribution, alors qu'il s'agit en règle générale de l'outil le plus efficace à notre disposition, nous les rappelons et envoyons des troupes sur le terrain pour qu'ils aillent prétendument faire de la formation. Il va falloir plus que de la formation. Il va falloir livrer bataille et combattre. Or, pour ce faire, et surtout pour gagner, nous avons besoin d'une force de frappe adéquate.

Les batailles ne se gagnent pas à coups de promesses électorales. Ce ne sont pas elles non plus qui nous permettront d'éliminer l'EIIS et les dangers qu'il représente pour le monde. Nous devrions toujours avoir ces éléments à l'esprit. Je saurais donc gré au gouvernement de cesser de fonctionner à coups de promesses électorales, de comprendre que les élections sont derrière nous, de revenir à la réalité et de commencer à collaborer avec les autres afin que nous puissions remporter la bataille à venir, avec nos alliés de partout sur la planète.

**M. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, j'aimerais que le député ait une plus grande confiance dans les capacités de la coalition mondiale qui lutte contre le groupe État islamique. Si c'était le cas, plusieurs préoccupations qu'il vient d'exprimer seraient dissipées.

J'aimerais revenir sur le fait qu'il est d'origine libanaise. Le texte de la motion se lit comme suit:

*b) en améliorant les conditions de vie des populations touchées par le conflit et en aidant à jeter les bases d'une stabilité régionale à long terme pour les communautés d'accueil, dont le Liban et la Jordanie;*

L'approche adoptée par le gouvernement du Canada est beaucoup plus globale que celle des conservateurs. Lorsque nous avons tenu des débats sur leurs motions visant à envoyer nos militaires en mission de combat, je ne me souviens pas qu'il ait été question de telles considérations dans les motions. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est une approche globale relativement à ce genre de questions.

*Initiatives ministérielles*

**Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota):** Comme il est 14 h 30, la prochaine fois que la motion sera débattue, le député disposera de six minutes et 50 secondes pour les questions.

Comme il est 14 h 30, la Chambre s'ajourne au lundi 22 février, à 11 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 14 h 30.)

---





# TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 19 février 2016

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

### La contribution canadienne aux efforts de combat contre l'ÉIIL

Motion .....	1119
M. McKay .....	1119
M. Lauzon (Stormont—Dundas—South Glengarry) .....	1120
M. Stewart .....	1120
M. Leslie .....	1120
M. Leslie .....	1120
Mme Gallant .....	1121
M. Stetski .....	1122
M. Longfield .....	1122
M. Paul-Hus .....	1122
M. Wrzesnewskyj .....	1123
M. Généreux .....	1124
M. Lukiwski .....	1124
Mme Gallant .....	1124
M. O'Toole .....	1125
M. Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia) ..	1126
Mme Romanado .....	1126

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

### La liberté de religion

M. Peschisolido .....	1126
-----------------------	------

### La désignation des institutions fédérales

M. Barsalou-Duval .....	1126
-------------------------	------

### L'organisme Elves Special Needs Society

M. McCauley .....	1127
-------------------	------

### Les carnivals d'hiver

Mme Hutchings .....	1127
---------------------	------

### Les ressources naturelles

M. Stewart .....	1127
------------------	------

### L'itinérance

M. McKinnon .....	1127
-------------------	------

### Stormont—Dundas—South Glengarry

M. Lauzon (Stormont—Dundas—South Glengarry) .....	1127
---	------

### Les arts et la culture

Mme Young .....	1128
-----------------	------

### Les médecins résidents

M. Aldag .....	1128
----------------	------

### Dave Chatters

M. Viersen .....	1128
------------------	------

### L'application Bon voyage

M. Alghabra .....	1128
-------------------	------

### La Fête du patrimoine

M. Boissonnault .....	1129
-----------------------	------

### La fiscalité

Mme Gladu .....	1129
-----------------	------

### La Journée internationale de la langue maternelle

M. Erskine-Smith .....	1129
------------------------	------

### La Journée mondiale de la justice sociale

M. Saganash .....	1129
-------------------	------

### La traite de personnes

M. Rayes .....	1129
----------------	------

### Le Complexe le partage

M. Poissant .....	1130
-------------------	------

## QUESTIONS ORALES

### Les finances

M. Deltell .....	1130
------------------	------

M. Brison .....	1130
-----------------	------

M. Deltell .....	1130
------------------	------

M. Brison .....	1130
-----------------	------

### L'aide médicale à mourir

M. Deltell .....	1130
------------------	------

M. Brison .....	1130
-----------------	------

### Les ressources naturelles

M. Scheer .....	1130
-----------------	------

M. Brison .....	1130
-----------------	------

M. Scheer .....	1131
-----------------	------

M. Brison .....	1131
-----------------	------

### Air Canada

M. Julian .....	1131
-----------------	------

M. Brison .....	1131
-----------------	------

M. Julian .....	1131
-----------------	------

M. Brison .....	1131
-----------------	------

### CBC/Radio-Canada

Mme Sansoucy .....	1131
--------------------	------

M. Boissonnault .....	1131
-----------------------	------

Mme Sansoucy .....	1131
--------------------	------

M. Boissonnault .....	1132
-----------------------	------

### Les ressources naturelles

M. Waugh .....	1132
----------------	------

Mme McKenna .....	1132
-------------------	------

M. Kitchen .....	1132
------------------	------

Mme McKenna .....	1132
-------------------	------

M. Fast .....	1132
---------------	------

Mme McKenna .....	1132
-------------------	------

M. Fast .....	1132
---------------	------

Mme McKenna .....	1132
-------------------	------

### Les relations intergouvernementales

M. Albas .....	1133
----------------	------

M. Bains .....	1133
----------------	------

### L'économie

M. Maguire .....	1133
------------------	------

M. Champagne .....	1133
--------------------	------

### La Gendarmerie royale du Canada

M. Saganash .....	1133
-------------------	------

M. Picard .....	1133
-----------------	------

M. Rankin .....	1133
-----------------	------

M. Picard .....	1133
-----------------	------

<b>La fiscalité</b>	
Mme Watts .....	1133
M. Bains .....	1134
<b>Le transport aérien</b>	
Mme Watts .....	1134
Mme Young .....	1134
<b>Les services publics et l'approvisionnement</b>	
M. Berthold .....	1134
Mme Alleslev .....	1134
M. McCauley .....	1134
Mme Alleslev .....	1134
<b>Les télécommunications</b>	
M. Caron .....	1134
M. Bains .....	1135
M. Johns .....	1135
M. Bains .....	1135
<b>La reddition de comptes par le gouvernement</b>	
M. Eyking .....	1135
M. Brison .....	1135
<b>La défense nationale</b>	
M. Bezan .....	1135
M. Sajjan .....	1135
M. Bezan .....	1135
M. Sajjan .....	1135
Mme Gallant .....	1136
M. Sajjan .....	1136
M. Paul-Hus .....	1136
M. Sajjan .....	1136
<b>Le travail</b>	
Mme Benson .....	1136
M. Cuzner .....	1136
<b>Statistique Canada</b>	
M. Stewart .....	1136
M. Brison .....	1136
<b>Les affaires étrangères</b>	
M. Sweet .....	1136
M. Dion .....	1137
M. Nuttall .....	1137
M. Dion .....	1137
<b>Le droit d'auteur</b>	
M. Poilievre .....	1137
M. Bains .....	1137
<b>Le développement international</b>	
M. Lemieux .....	1137
Mme Bibeau .....	1137
<b>L'économie</b>	
Mme Vecchio .....	1137
M. Champagne .....	1137
<b>Les anciens combattants</b>	
M. McDonald .....	1138
M. Hehr .....	1138
<b>La santé</b>	
M. Carrie .....	1138
Mme Philpott .....	1138

<b>Le commerce international</b>	
Mme Gill .....	1138
Mme Freeland .....	1138
<b>L'industrie aérospatiale</b>	
M. Barsalou-Duval .....	1138
M. Bains .....	1139
<b>Le commerce international</b>	
Mme Pauzé .....	1139
M. Poissant .....	1139
<b>Recours au Règlement</b>	
<b>Questions orales</b>	
M. Scheer .....	1139

## AFFAIRES COURANTES

### Le Budget supplémentaire des dépenses (C) de 2015-2016

<b>Les anciens combattants</b>	
M. Hehr .....	1139
<b>Loi sur le Registre canadien des donneurs d'organes</b>	
M. Aboultaif .....	1139
Projet de loi C-223. Présentation et première lecture .....	1139
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi .....	1139
<b>Pétitions</b>	
<b>La réforme démocratique</b>	
M. Longfield .....	1139
<b>Les pensions</b>	
M. Lamoureux .....	1140
<b>Questions au Feuilleton</b>	
M. Lamoureux .....	1140

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

### La contribution canadienne aux efforts de combat contre l'EIIL

M. DeCoursey .....	1140
M. Viersen .....	1141
M. Johns .....	1141
M. Lamoureux .....	1142
Mme Ratansi .....	1142
M. Arnold .....	1143
M. Stewart .....	1143
Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo) .....	1143
M. Weir .....	1144
M. Lamoureux .....	1144
M. Généreux .....	1145
M. Stewart .....	1145
M. Berthold .....	1146
M. Lamoureux .....	1147
Mme McCrimmon .....	1147
Mme Gallant .....	1148
M. Stewart .....	1149
Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo) .....	1149
Mme Goldsmith-Jones .....	1149
M. Bezan .....	1150
M. Stetski .....	1151
M. Kenney .....	1151
M. Graham .....	1152
Mme Romanado .....	1152

M. Anderson .....	1153
M. Stewart .....	1154
M. Gerretsen .....	1155

M. Arnold .....	1155
M. Lamoureux .....	1155
M. Aboultaif .....	1157

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>